



**MINISTÈRE
DU BUDGET**

CADRE BUDGÉTAIRE A MOYEN TERME

2026 - 2028

Doc.n°7

Kinshasa
Septembre 2026

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES	3
RESUME ANALYTIQUE.....	4
O. INTRODUCTION.....	6
I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE RECENT	7
I.1 Développement économique récent 2023-2025	7
I.1.1 Secteur réel	7
I.1.2 Secteur extérieur.....	15
I.1.3 Secteur monétaire	19
I.2 Développement budgétaire récent 2023-2025	20
I.2.1 Politique et réformes fiscales.....	21
I.2.2 Evolution des recettes propres et des dons	25
I.2.3 Evolution des dépenses	27
I.2.4 Evolution du solde budgétaire et du financement	31
I.3 Situation de la dette publique	31
II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2027-2029.....	34
II.1 Perspectives internationales	34
II.2 Perspectives nationales	39
II.2.1 Secteur réel	39
II.2.2 Secteur extérieur	41
II.2.3 Secteur monétaire.....	44
III. ORIENTATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2027-2029	46
III.1 Politique fiscale.....	46
III.1.1 Pour l'ensemble des Administrations financières	46
III.2 Politique en matière des dépenses.....	48
III.3 Politique d'endettement.....	49
III.4 Partenariat Public-Privé (PPP)	49
III.5 Principales actions sectorielles 2027-2029.....	49
III.5.1 Secteurs productifs et des infrastructures	50
III.5.2 Secteurs sociaux.....	64
III.5.3 Secteur de souveraineté	75
IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2027-2029.....	78

IV.1	Evolution des dépenses	78
	<i>Source : DGPPB, Ministère du Budget</i>	78
IV.1.1	Evolution des dépenses du Pouvoir Central	78
IV.1.2	Évolution des dépenses des Provinces	80
IV.1.3	Evolution des dépenses des Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	81
IV.2	Evolution des recettes propres et dons	82
IV.2.1	Evolution des recettes du Pouvoir Central	83
IV.2.2	Evolution des recettes des Provinces.....	85
IV.2.3	Evolution des recettes des Entités Territoriales Décentralisées (recettes courantes) ..	86
IV.3	Evolution du solde budgétaire et de son financement	87
V.	COMPARAISON CBMT 2027-2029 ET CBMT 2026-2028	93
V.1	Rappel du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2026-2028	93
V.2	Analyse des écarts CBMT 2026-2028/2027-2029	94
VI.	LES RISQUES BUDGETAIRES.....	97
VII.	CONCLUSION.....	105

LISTE DES ACRONYMES

CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	: Cadres des Dépenses à Moyen Terme
CISM	: Centres Intégrés des Services Multisectoriels
CPCM	: Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
CPRK	: Centre Pénitentiaire et de Rééducation de Kinshasa
CTCPM	: Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
DOB	: Débat d’Orientation Budgétaire
DRB	: Déclaration des Risques Budgétaires
EPST	: Enseignement Primaire, Secondaire et Technique
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
IBP	: Impôts sur les Bénéfices et Profits
INERA	: Institut National pour l’Etude et la Recherche Agronomique
LOFIP	: Loi relative aux finances publiques
NTIC	: Nouvelle Technologie de l’Information et de Communication
OVG	: Observatoire Volcanologique de Goma
PIP	: Programme d’Investissement Public
PIMA	: Public Investment Management Assessment
PNSD	: Plan National Stratégique de Développement
SENASEM	: Service National des Semences

RESUME ANALYTIQUE

Sur la période pluriannuelle 2027-2029, la politique budgétaire s'inscrit dans un double impératif : renforcer durablement la mobilisation des recettes publiques et assurer une priorisation stratégique des dépenses publiques, dans un contexte marqué par des besoins élevés de financement du développement et de sécurisation du territoire national.

Les recettes courantes du Pouvoir central devraient atteindre un cumul de **138.490,1 milliards de FC**, dont **40.210,6 milliards de FC** au titre de l'exercice 2027. Cette dynamique serait soutenue par l'intensification des réformes fiscales et douanières. Dans cette perspective, la pression fiscale moyenne progresserait pour se situer autour de **13,0 % du PIB** sur la période et à **12,8%** en 2027.

Les dépenses du Pouvoir central (hors dette, budgets annexes et comptes spéciaux) sont projetées à **163.721,4 milliards de FC**. En 2027, elles devraient se situer à **49.300,5 milliards de FC**.

Les opérations financières au cours de la période 2027-2029 devraient se solder par des déficits dont les niveaux en 2027 s'élèvent à **8.325,2 milliards de FC** pour le déficit global et à **3.778,4 milliards de FC** pour le déficit interne. Ces déficits résultent principalement des besoins importants liés au financement des investissements publics prioritaires et aux dépenses de souveraineté et de sécurité, ces dernières s'élevant à **23.180,5 milliards de FC**.

Dans le souci de préserver la stabilité macroéconomique, de maintenir la soutenabilité de la dette publique et de limiter les pressions inflationnistes, la stratégie de financement reposera sur un endettement prudent, excluant tout recours au financement monétaire. Il s'agira principalement de :

- Recours à un endettement extérieur soutenable, orienté vers la mobilisation de prêts-projets et de prêts-programmes auprès des partenaires techniques et financiers, en cohérence avec les engagements pris dans le cadre des programmes conclus avec le Fonds Monétaire International, notamment la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) ;
- Recours au marché financier domestique, à travers des émissions des obligations du Trésor ;
- Reliquat des Euro-bons initialement prévu pour 2027.

Au niveau des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées (ETD), les recettes sont projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes.

O. INTRODUCTION

Conformément aux dispositions des articles 78 et 79 de la LOFIP, le présent document contenant la programmation budgétaire 2027-2029, devra accompagner le projet de Loi de finances de l'exercice 2027 au Parlement.

La programmation budgétaire 2027-2028 est élaborée dans un contexte marqué sur le plan international notamment par une résilience de l'économie mondiale et une décélération de l'inflation en dépit de la guerre au Moyen Orient.

Sur le plan national, elle est élaborée dans un contexte caractérisé par la poursuite de la mise en œuvre du programme du Gouvernement, la guerre dans l'Est du pays, la résilience économique attendue en 2027 ainsi que la bonne coordination de la politique budgétaire et monétaire qui présage sur la période une décélération du rythme de formation des prix intérieurs et la poursuite de l'appréciation du Franc congolais.

La programmation budgétaire 2027-2029 prend également en compte les objectifs indicatifs du programme conclu avec le FMI dans le cadre du FEC et FRD mettant un accent particulier sur les dépenses sociales et les projets des Contributions déterminées au niveau national (CDN).

Il convient de relever qu'en attendant la mise à jour du cadre macroéconomique de la période 2027-2029, ce document maintient globalement celui discuté lors de la 3^{ème} revue du programme FEC, sous réserve de quelques ajustements apportés sur certains indicateurs pour l'année 2027.

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent document est structuré en cinq chapitres complétés par trois annexes. Le premier chapitre présente l'évolution récente de la situation économique et budgétaire. Le deuxième expose les perspectives macroéconomiques et budgétaires à moyen terme. Le troisième décline les orientations de la politique budgétaire ainsi que les principales actions de politiques sectorielles envisagées sur la période 2027-2029. Le quatrième chapitre est consacré à la programmation budgétaire 2027-2029, tandis que le cinquième établit une analyse comparative avec la programmation de la période précédente.

Les annexes portent respectivement sur : (i) le cadrage budgétaire 2027-2029 relatif aux recettes, (ii) le cadrage budgétaire 2027-2029 relatif aux dépenses ; et (iii) le Cadre des dépenses à moyen terme 2027-2029.

I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE RECENT

La période 2023-2025 s'est inscrite dans un environnement économique international marqué notamment par la persistance des tensions géopolitiques liées principalement à la guerre en Ukraine et aux conflits au Moyen-Orient, la montée du protectionnisme commercial ainsi que le durcissement des mesures tarifaires entre les grandes puissances économiques. Ce contexte a contribué aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, au maintien des pressions inflationnistes et à la volatilité des cours des produits énergétiques et des principales matières premières.

Sur le plan national, l'économie congolaise a évolué dans un environnement caractérisé par la persistance de l'insécurité dans la partie Est du pays, les pressions inflationnistes ayant affecté le pouvoir d'achat des ménages ainsi que les contraintes pesant sur les finances publiques en raison notamment de l'accroissement des dépenses sécuritaires et sociales.

Malgré ce contexte difficile, l'économie et les finances publiques ont fait preuve de résilience au cours de la période sous revue. En effet, la trajectoire de la croissance économique s'est raffermie entre 2023 et 2025, atteignant une moyenne de **6,8%**, contre **5,8%** au cours de la période 2020-2022. Parallèlement, l'effort de mobilisation des recettes a porté la pression fiscale à **11,9%** sur la période 2023-2025, contre **10,6%** sur la période précédente. Cette dynamique s'explique par la mise en œuvre des réformes économiques et financières, le renforcement de la coordination des politiques budgétaire et monétaire ainsi que la poursuite du programme économique conclu avec le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD).

I.1 Développement économique récent 2023-2025

I.1.1 Secteur réel

- **Evolution de l'activité économique**

Entre 2023 et 2025, l'économie congolaise a continué d'enregistrer une croissance soutenue, avec un rythme moyen annuel estimé à **6,8%**, contre **5,8%** sur la période 2020-2022. Cette performance a reposé essentiellement sur le dynamisme du secteur extractif, bénéficiant notamment d'une évolution globalement favorable des cours de certaines matières premières stratégiques exportées par la RDC.

Néanmoins, l'évolution de l'activité économique au cours de cette période traduit un ralentissement graduel de la croissance. Après avoir atteint **8,5%** en 2023, contre **9,3%** en 2022, le taux de croissance est revenu à **6,1%** en 2024 puis à **5,8%** en 2025. Cette décélération s'explique principalement par l'affaiblissement de la demande mondiale, particulièrement en Chine, ainsi que par l'évolution moins favorable des cours de certains produits miniers, notamment le cobalt.

Du point de vue de l'offre, l'analyse sectorielle de la croissance économique sur la période 2023-2025 met en évidence une dynamique globalement tirée par le secteur primaire, malgré un ralentissement progressif de son rythme de croissance. En effet, la croissance de ce secteur est passée de **15,7%** en 2023 à **9,2%** en 2024 puis à **6,8%** en 2025, soit un accroissement moyen annuel de **10,6%** sur la période. Cette évolution est principalement attribuable à la branche « *Extraction de minerais non ferreux* », dont la croissance est demeurée soutenue, bien qu'en décélération, passant de **20,8%** en 2023 à **12,3%** en 2024 puis à **8,7%** en 2025.

Le secteur secondaire a affiché une croissance moyenne de **6,4%** sur la période. Partant d'un niveau de **6,9%** en 2023, le taux de croissance de ce secteur a connu un bond à **8,4%** en 2024, avant de chuter à **3,8%** en 2025. Cette évolution a été soutenue principalement par les activités de construction, dont la croissance est restée élevée avec une moyenne de **13,4%** sur la période, bien qu'en décélération, passant de **18,4%** en 2023 à **12,4%** en 2024 puis à **9,2%** en 2025.

Le secteur tertiaire, quant à lui, a connu une progression relativement modérée mais régulière, avec des taux de croissance de **3,8%** en 2023, **3,0%** en 2024 et **5,7%** en 2025, soit une moyenne de **4,2%** sur la période. Cette évolution a été portée principalement par les branches « *Activités financières et d'assurances* », « *Activités de poste et télécommunications* » ainsi que « *Hôtellerie, bars et restauration* ».

Les activités financières et d'assurances ont affiché une croissance particulièrement soutenue, atteignant une croissance de **16%** l'an. De même, les télécommunications ont enregistré une croissance moyenne de **10,1%** sur la période, tandis que l'hôtellerie et la restauration ont vu leur rythme de croissance s'accélérer continuellement, passant de **2,5%** en 2023 à **8,5%** en 2025.

Tableau 1 : Taux de croissance du Produit intérieur brut par secteur de 2023 à 2025

Secteurs	2023	2024	2025
Secteur primaire	15,7	9,2	6,8
Agriculture vivrière	3,1	2,9	2,7
Agriculture industrielle et d'exportation	1,4	3,4	-0,5
Elevage et chasse - pêche, sylviculture	1,9	2,3	2,4
Sylviculture, expl. Forestière et services annexes	1,2	-3,6	0,1
Extraction de charbon, pétrole, uranium, fer..	18,1	-18,7	-1,3
Extraction de minéraux non ferreux	20,8	12,3	8,7
Extraction de pierre et argiles	2,9	7,7	13,8
Extraction diamants et pierres précieuses	-13,2	11,3	-1,7
Secteur secondaire	6,9	8,4	3,8
Industries alimentaires	0,8	6,7	1,8
Fabrication textile et article d'habillement, cuir	4,6	19,7	3,1
Travail de bois, fabr. Articles en bois, vannerie.	8,3	0,0	9,1
Fabri. Papier, carton articles papier et carton ; édition...	7,0	1,3	-23,5
Chimie	6,4	-12,2	5,6
Fabrication de produits en caoutchouc, en matières plastiques	8,0	2,6	7,5
Fabrication de verre, céramiques, ciment, ouvrage en béton.	16,1	-6,2	7,7
Sidérurgie, élément métal pour construction, machines, équipement appareil radio...	14,0	-29,9	-2,6
Construction de matériel de transport	6,3	12,2	-4,5
Fabrication meuble autres activités n c a	2,8	18,2	-9,4
Production et distribution d'électricité et d'eau	-0,7	-2,4	-4,1
Construction	18,4	12,4	9,2
Secteur tertiaire	3,8	3,0	5,7
Commerce	1,5	-0,9	5,9
Réparation de véhicules et d'articles domestiques	12,7	12,0	9,4
Hôtellerie bar et restauration	2,5	6,0	8,5
Transports et auxiliaires de transport	6,1	4,6	4,7
Activités de poste et télécommunication	9,8	9,7	11,0
Activités financières et d'assurances	13,4	18,6	16,1
Autres serv. Entrep - Activité immob. Loc. Sans operateur	4,4	-0,4	5,1
Activ. Administ. publique généré. Serv. Collectivité ; secu.	2,1	1,0	1,0
Education	6,3	3,3	4,5
Santé et action sociale	4,9	3,1	4,0
Activités à caractères collectif ou personnel	2,4	-0,4	4,1
Serv. d'intermédi. financière indirectement mesurés	12,9	17,8	16,1
PIB au prix de base	8,9	6,1	5,8
PIB hors extraction au prix de base	4,4	4,0	4,8
Impôts et taxes nets sur les produits	0,6	6,1	5,8
PIB aux prix du marché	8,5	6,1	5,8

Source : Comité Permanent du Cadastre Macroéconomique (CPCM)

Du point de vue de la demande, l'activité économique sur la période 2023-2025 a été principalement soutenue par la consommation finale, dont la part dans le PIB s'est établie en moyenne à **69,6%**. Cette composante est passée de **68,6%** du PIB en 2023 à **71,4%** en 2024, avant de revenir à **68,8%** en 2025. Cette évolution est essentiellement attribuable à la consommation privée, qui représente en moyenne **52,8%** du PIB, traduisant le rôle prépondérant des dépenses des ménages dans la dynamique de la demande intérieure. La consommation publique est demeurée relativement stable, oscillant autour d'une moyenne de **16,8%** du PIB sur l'ensemble de la période.

La Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) a, quant à elle, affiché une tendance baissière, passant de **34,1%** du PIB en 2023 à **31,4%** en 2024 puis à **28,8%** en 2025, soit une baisse de **8%** l'an. Ce repli résulte principalement de la baisse progressive des investissements du secteur privé, dont la part est passée de **17,1%** du PIB en 2023 à **12,9%** en 2025. Les investissements publics sont demeurés relativement stables autour de **16,6%** du PIB en moyenne sur la période, traduisant la poursuite des efforts du Gouvernement en matière d'infrastructures et d'équipements publics.

Les échanges extérieurs ont été marqués par une progression des exportations et des importations en 2024, suivie d'un léger repli en 2025. Les exportations sont passées de **42,1%** du PIB en 2023 à **45,8%** en 2024 avant de se situer à **43,5%** en 2025, soit une moyenne de **43,8%** sur la période. Elles demeurent constituées quasi exclusivement des exportations de biens, les services représentant une part marginale. Cette évolution reflète notamment le dynamisme des exportations minières.

Les importations ont suivi une trajectoire similaire, passant de **44,7%** du PIB en 2023 à **48,6%** en 2024 avant de reculer à **44,0%** en 2025, correspondant à une moyenne de **45,8%** du PIB sur la période. Les importations de biens ont représenté la plus grande part des achats extérieurs, tandis que les importations de services demeurent marginales.

Tableau 2 : Poids des composantes de la demande dans le Produit intérieur brut sur la période 2023-2025

	2023	2024	2025
Dépenses de consommation finale	68,6%	71,4%	68,8%
Publique	16,9%	17,5%	16,0%
Privée	51,7%	53,9%	52,8%
Formation Brute du Capital Fixe	34,1%	31,4%	28,8%
Secteur public	16,9%	16,9%	15,9%
Secteur privé	17,1%	14,6%	12,9%
Variations de stocks	0,0%	0,0%	0,0%
Exportations	42,1%	45,8%	43,5%
Biens	42,0%	45,7%	43,4%
Services	0,1%	0,0%	0,0%
Importations	44,7%	48,6%	44,0%
Biens	41,3%	45,0%	39,6%
Services	3,4%	3,6%	4,4%
Demande Intérieure Finale	102,6%	102,9%	100,5%
Produit interieur Brut	100%	100%	100%

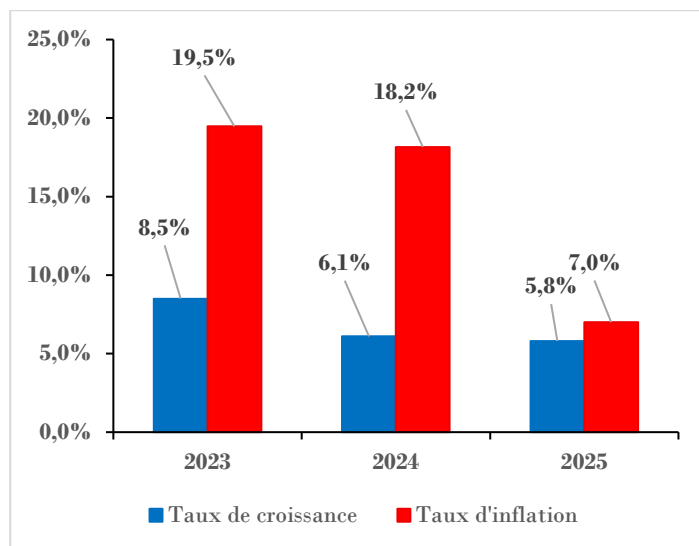
Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

Concernant la dynamique des prix intérieurs, globalement l'inflation est demeurée élevée au cours de la période 2023-2025, bien qu'elle ait progressivement ralenti à partir de 2024 pour atteindre la cible de **7%** fixée pour 2025. En effet, le taux d'inflation est passé de **19,5%** en 2023 à **18,2%** en 2024 puis à **7,0%** en 2025. Cette évolution traduit une phase progressive de désinflation après les fortes tensions observées à partir de 2023.

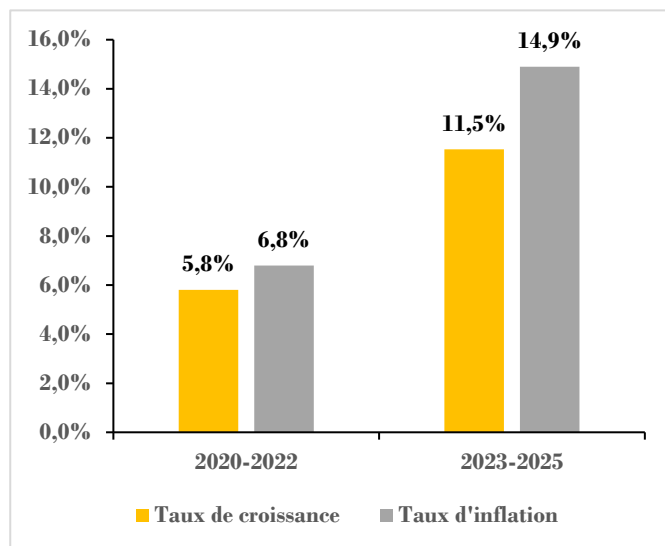
Les pressions inflationnistes observées durant cette période s'expliquent principalement par le renchérissement des produits importés, consécutif aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales liées notamment à la guerre en Ukraine, aux tensions géopolitiques internationales ainsi qu'à la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques. À cela s'ajoute l'effet de la dépréciation du franc congolais observée durant la période dont le pic a été atteint en 2023. Toutefois, le resserrement de la politique monétaire, conjugué à une meilleure coordination des politiques budgétaire et monétaire, a contribué à atténuer progressivement les tensions sur les prix, ramenant l'inflation à un niveau nettement plus modéré en 2025.

Par ailleurs, en comparaison avec la période 2020-2022, marquée par une inflation moyenne de **6,8%**, la période 2023-2025 a enregistré une accélération des tensions inflationnistes, avec un taux moyen de **14,9%**, traduisant l'impact des chocs extérieurs sur l'économie nationale.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation (en %) de 2023 à 2025



Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation (en %) entre 2020-2022 et 2023-2025



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du CPCM

• Evolution récente de la production minière et pétrolière de 2023 à 2025

Le secteur minier et pétrolier a évolué dans un environnement marqué par la fluctuation des cours internationaux des matières premières et le ralentissement de la demande mondiale observé sur certains marchés, notamment en Chine. En dépit de ce contexte, la production des principaux produits miniers exportés par la RDC est globalement demeurée orientée à la hausse sur la période 2023-2025, portée principalement par l'expansion des activités extractives de cuivre, de cobalt et de zinc. En revanche, certaines filières, notamment le diamant et l'or, ont affiché des évolutions plus irrégulières au cours de la période.

En effet, la production de cuivre a connu un accroissement sur l'ensemble de la période, passant de **2,8 millions** de tonnes en 2023 à **3,1 millions de tonnes** en 2024 puis à **3,4 millions de tonnes** en 2025, soit une croissance de **13,1%** l'an. Cette évolution a été favorisée notamment par l'accroissement des capacités de production de certaines entreprises minières ainsi que par le maintien d'une demande mondiale relativement soutenue pour ce minerai stratégique lié à la transition énergétique. Parallèlement, le cours du cuivre a affiché une évolution globalement favorable, progressant de **8.490,8 dollars américains** la tonne en 2023 à **9.900 dollars américains** la tonne en 2025, après avoir atteint **9.142,1 dollars américains** la tonne en 2024. En moyenne, le cours du cuivre a enregistré une hausse annuelle de **4,0%** sur la période sous revue.

S'agissant du cobalt, sa production a connu une forte expansion entre 2023 et 2024, passant respectivement de **139.838 tonnes** à **198.777,2 tonnes**, avant de ralentir en 2025 à **180.750,7 tonnes**, soit un recul de **9,1%** par rapport à 2024. Malgré ce repli, la production moyenne de cobalt s'est établie à **173.122 tonnes** sur la période, avec une croissance moyenne annuelle de **19,6%**. Cette dynamique s'explique principalement par l'augmentation de l'offre mondiale, avant la suspension temporaire des exportations décidée par les Autorités congolaises en 2025 afin de soutenir les prix internationaux du cobalt. En revanche, le cours du cobalt a enregistré une évolution en dents de scies sur la période, passant de **34.275 dollars américains la tonne** en 2023 à **26.326,8 dollars américains la tonne** en 2024, puis à **34.000 dollars américains la tonne**, soit une contraction annuelle moyenne de **13,4%** au cours de la période, traduisant la faiblesse persistante de la demande mondiale dans le secteur des batteries électriques.

Concernant le zinc, sa production a connu une progression exceptionnelle sur la période, passant de **11.287 tonnes** en 2023 à **43.590,1 tonnes** en 2024 puis à **209.306,6 tonnes** en 2025. Cette évolution correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de **219,4%**. Parallèlement, le cours du zinc a évolué favorablement sur la période, quoiqu'en deçà du pic de **3.487,6 dollars américains** la tonne enregistré en 2022. Après s'être établi à **2.649,2 dollars américains** la tonne en 2023, il est passé à **2.777,9 dollars américains** la tonne en 2024 puis à **2.860 dollars américains** la tonne en 2025, soit un recul de **5,4%** l'an.

La production aurifère a, pour sa part, affiché une évolution relativement irrégulière au cours de la période sous revue. Après une progression de **6,8%** en 2023, la production d'or artisanal et industriel a reculé de **19,1%** en 2024 avant de connaître une légère reprise de **0,4%** en 2025, pour se situer à **28.036,1 kilogrammes**. En moyenne, la production d'or a enregistré une baisse annuelle de **4,0%** sur la période. Toutefois, cette évolution de la production s'est accompagnée d'une hausse soutenue des cours internationaux de l'or, lesquels sont passés de **1.942,2 dollars américains l'once** en 2023 à **3.400 dollars américains l'once** en 2025, soit une croissance moyenne annuelle de **24,4%** sur la période.

La production de diamant a, pour sa part, évolué en dents de scie. Située à **8.306 carats** en 2023, elle a connu un bond à **9.240,7 carats** en 2024 avant de légèrement reculer à **9.081,1 carats** en 2025. Globalement, la filière diamantifère a enregistré un accroissement moyen annuel de **10,5%** sur la période. Cette évolution s'est accompagnée d'une baisse du cours du diamant de **8,2 dollars américains le carat** en 2023 (après un pic de **13,6 dollars américains le carat** en 2022) à **7,1 dollars américains le carat** en 2025, soit une régression de **17,6%** l'an.

En ce qui concerne le pétrole brut, la production est demeurée stable entre 2023 et 2024, à **8,4 millions de barils**, avant de progresser à **9,1 millions de barils** en 2025. Cette évolution correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de **2,6%** sur la période 2023-2025. Quant au cours du baril, il a poursuivi sa tendance baissière, revenant de **80,6 dollars américains le baril** en 2023 (après un pic de **100,9 dollars américains le baril** en 2022) à **79,6 dollars américains le baril** en 2024 puis à **66,9 dollars américains le baril** en 2025, soit une baisse moyenne annuelle de **12,4%**.

Tableau 3 : Evolution de la production minière et pétrolière de 2023 à 2025 (En tonne métrique, sauf indication contraire)

Produits	2022	2023	2024	2025
Cuivre	2 359 824,0	2 842 022,0	3 100 234,1	3 401 496,1
Cobalt	111 309,0	139 838,0	198 777,2	180 750,7
ZINC	12 309,0	11 287,0	43 590,1	209 306,6
Or artisanal et industriel (en kilogramme)	32 337,0	34 526,0	27 934,9	28 036,1
Diamant (en carat)	14 087,6	8 306,0	9 240,7	9 081,1
Pétrole (en baril)	8 430 421,6	8 430 421,6	8 430 421,6	9 079 564,1

Source : Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM)

I.1.2 Secteur extérieur

Sur la période 2023-2025, les opérations extérieures ont dégagé des besoins de financement, dans un contexte marqué par la progression des importations de biens d'équipement et de services liés aux activités extractives. En moyenne, le déficit du compte courant s'est établi à **9,3 milliards de FC** sur la période, contre **6,7 milliards de FC** au titre du compte financier.

La balance des transactions courantes est demeurée déficitaire sur l'ensemble de la période sous revue. Son déficit est passé de **9,7 milliards de FC** en 2023 à **8,9 milliards de FC** en 2024, avant de se creuser de nouveau à **9,3 milliards de FC** en 2025. Cette évolution est principalement attribuable aux déficits structurels des balances des services et des revenus primaires.

La balance des biens et services a, quant à elle, enregistré une amélioration en 2024, à la faveur du dynamisme des exportations minières. Son déficit s'est réduit de **9,4 milliards de FC** en 2023 à **4,4 milliards de FC** en 2024, puis à **2,9 milliards de FC** en 2025. Cette évolution traduit notamment la forte progression des exportations de biens, passées de **68,9 milliards de FC** en 2023 à **97,6 milliards de FC** en 2025, soit une croissance moyenne annuelle de **20,2%**. Les importations de biens ont également progressé sur la période, passant de **65,3 milliards de FC** en 2023 à **88,8 milliards de FC** en 2025.

La balance des services a continué d'afficher des déficits importants. Son solde négatif s'est établi à **13,1 milliards de FC** en 2023, avant de se détériorer à **16,3 milliards de FC** en 2024 puis de revenir à **10,8 milliards de FC** en 2025. Cette situation reflète principalement le poids des paiements liés au transport, aux télécommunications et aux prestations techniques fournies par l'extérieur.

S'agissant des **revenus primaires**, leur déficit s'est fortement accentué en 2024, passant de **4,7 milliards de FC** en 2023 à **8,6 milliards de FC** en 2024, avant d'atteindre **9,1 milliards de FC** en 2025. En revanche, la balance des revenus secondaires est demeurée excédentaire sur l'ensemble de la période, avec un solde moyen de **3,7 milliards de FC**.

Le compte de capital a enregistré des excédents continus sur la période 2023-2025. Son solde est passé de **1,8 milliards de FC** en 2023 à **2,1 milliards de FC** en 2025, soit un accroissement de **7,8%** l'an, sous l'effet notamment de la mobilisation des dons projets et des appuis extérieurs au financement des investissements publics.

Pour sa part, **le compte financier** a affiché des besoins nets de financement sur toute la période, en lien principalement avec le niveau élevé des investissements directs étrangers (IDE). Les flux nets des IDE se sont établis à **5,5 milliards de FC** en 2023, **8,1 milliards de FC** en 2024 et **5,0 milliards de FC** en 2025, soit une moyenne de **6,7 milliards de FC**.

Enfin, les avoirs de réserves ont poursuivi leur consolidation sur la période. Ils sont passés de **2,3 milliards de FC** en 2023 à **4,7 milliards de FC** en 2025, soit un accroissement moyen annuel de **44,7%**, reflétant l'amélioration progressive de la position extérieure du pays.

Tableau 4 : Evolution de la balance des paiements de 2023 à 2025 (en milliards de FC)

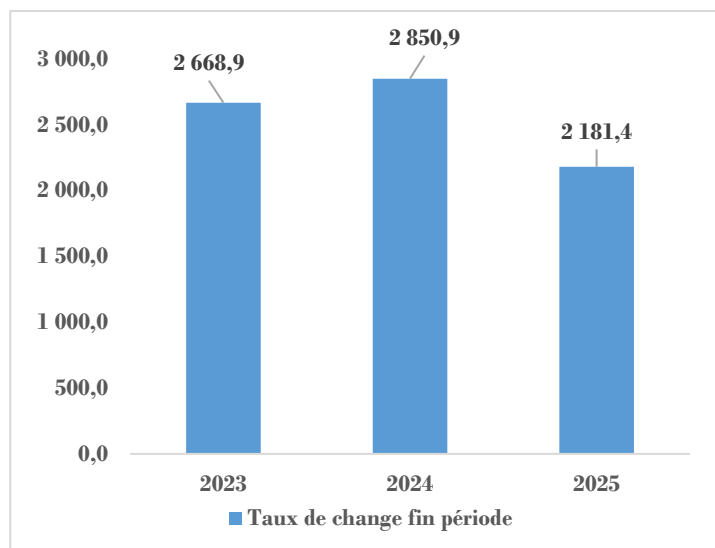
	2023	2024	2025
I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES	-9 749,2	-8 903,4	-9 344,9
1. Biens et services	-9 384,1	-4 441,6	-2 917,3
A. Biens	3 730,5	11 820,3	7 839,4
- Exportations	68 991,5	97 573,9	96 614,2
- Importations	65 261,0	85 753,6	88 774,9
B. Services	-13 114,6	-16 262,0	-10 756,7
- Crédit	115,0	899,5	2 754,3
- Débit	13 229,7	17 161,5	13 511,0
2. Revenus primaires	-4 703,9	-8 648,2	-9 055,8
- Crédit	835,0	1 124,3	1 076,9
- Débit	5 538,9	9 772,5	10 132,7
3. Revenus secondaires	4 338,8	4 186,4	2 628,3
- Crédit	11 890,5	10 355,0	11 400,6
- Débit	7 551,7	6 168,7	8 772,3
II. COMPTE DU CAPITAL	1 771,9	2 036,5	2 051,3
- Crédit	2 237,3	2 557,4	2 558,1
- Débit	465,4	520,9	506,8
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-7 977,3	-6 866,9	-7 293,6
III. COMPTE FINANCIER			
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-7 835,1	-5 699,0	-6 475,2
1. Investissements directs	-5 536,1	-8 143,6	-5 032,7
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	5 536,1	8 143,6	5 032,7
2. Investissements de portefeuille	7,9	40,4	181,8
- Acquisition nette d'actifs financiers	8,9	40,9	195,3
- Accroissement net des passifs financiers	1,0	0,4	13,5
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	-4 606,5	-465,2	-6 349,9
- Acquisition nette d'actifs financiers	891,6	4 160,8	-821,0
- Accroissement net des passifs financiers	5 498,1	4 626,0	5 528,9
5. Avoirs de réserves	2 299,5	2 869,4	4 725,6
Erreurs nettes et omissions	-142,1	1 167,9	818,4

Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

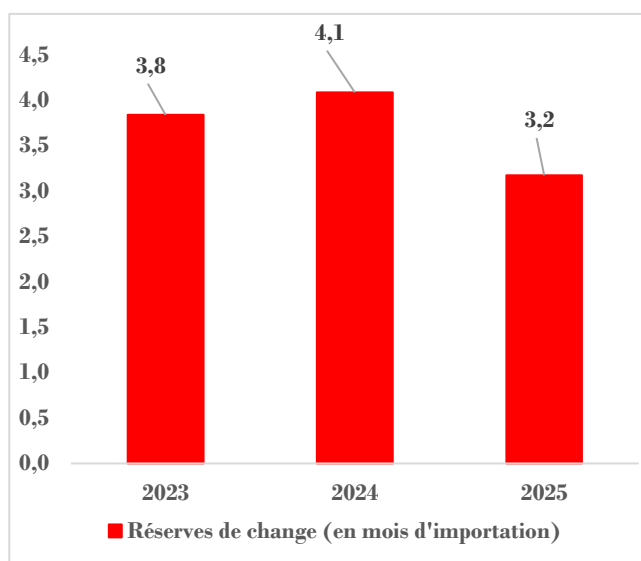
Quant au marché de change, le franc congolais a évolué de manière contrastée au cours de la période 2023-2025. Après s'être établi à **2.668,9 FC** pour un dollar américain en 2023, le taux de change s'est déprécié à **2.850,9 FC** pour un dollar américain en 2024, soit un taux de dépréciation de **6,8%**. En revanche, l'année 2025 a été marquée par une appréciation du franc congolais de **23,5%** par rapport à 2024. Le taux de change est ainsi passé de **2.850,9 FC** à **2.181,4 FC pour un dollar américain**. Cette évolution s'explique notamment par la régulation du marché des changes ainsi que le renforcement de la coordination des politiques monétaire et budgétaire.

Concernant les réserves de change, elles se sont consolidées entre 2023 et 2024 avant de connaître un léger repli en 2025. Elles sont passées de **3,8 mois d'importation** en 2023 à **4,1 mois d'importation** en 2024, avant de revenir à **3,2 mois d'importation** en 2025, soit une moyenne de **3,7 mois d'importation** sur la période. Malgré cette baisse observée en 2025, le niveau des réserves de change est demeuré globalement compatible avec les besoins de couverture des importations.

Graphique 3 : Evolution du taux de change fin période de 2023 à 2025



Graphique 4 : Evolution des réserves de change 2023-2025 (en semaines d'importation)



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du CPCM

I.1.3 Secteur monétaire

Au cours de la période 2023-2025, les principaux agrégats monétaires ont évolué dans un contexte marqué par le dynamisme de l'activité économique. La masse monétaire au sens large a connu une progression importante entre 2023 et 2024 avant de ralentir en 2025. En effet, elle est passée de **36.230,7 milliards de FC** en 2023 à **46.453,2 milliards de FC** en 2024, soit une hausse de **28,2%**, avant de revenir à **42.136,9 milliards de FC** en 2025, correspondant à une contraction de **9,3%**. En moyenne sur la période, les passifs monétaires au sens large ont accru de **9,5%** l'an.

L'analyse des contreparties de la masse monétaire montre que les actifs extérieurs nets ont progressé entre 2023 et 2024 avant de se replier en 2025. Ils se sont établis à **20.888,4 milliards de FC** en 2023, puis à **29.215,6 milliards de FC** en 2024, avant de fléchir à **23.485,5 milliards de FC** en 2025, soit une croissance annuelle moyenne de **10,1%**. Cette évolution est liée principalement au comportement des créances sur les non-résidents, lesquelles ont augmenté de **6,5%** l'an.

S'agissant des actifs intérieurs nets, ceux-ci ont affiché une évolution haussière continue sur la période 2023-2025. Ils sont passés de **15.342,3 milliards de FC** en 2023 à **17.237,6 milliards de FC** en 2024, puis à **18.651,4 milliards de FC** en 2025, soit un accroissement de **13,1%** l'an. Cette progression est principalement attribuable à l'expansion des créances nettes sur les autres secteurs, notamment le secteur privé. Les créances sur le secteur privé ont enregistré une augmentation de **19%** l'an sur la période, traduisant ainsi le renforcement du financement bancaire de l'économie.

En revanche, les créances nettes sur l'administration centrale ont poursuivi leur tendance baissière sur la période. Elles sont passées de **2.439,6 milliards de FC** en 2023 à **1.846,8 milliards de FC** en 2024, puis à **1.385,5 milliards de FC** en 2025, soit une diminution de **24,6%** en moyenne sur la période traduisant notamment l'effort dans la limitation du financement bancaire du déficit.

Tableau 5 : Principaux indicateurs du secteur monétaire 2023-2025 (en milliards de FC)

	2023	2024	2025
Actifs extérieurs nets	20 888,4	29 215,6	23 485,5
Créances sur les non-résidents	32 241,3	41 262,0	35 091,2
Engagements envers les non-résidents	-11 352,9	-12 046,4	-11 605,7
Actifs intérieurs nets	15 342,3	17 237,6	18 651,4
Créances intérieures	22 784,4	28 279,1	28 874,3
Créances nettes sur l'administration centrale	2 439,6	1 846,8	1 385,5
Créances sur l'administration centrale	4 528,1	5 251,6	5 033,1
Engagements envers l'administration centrale	-2 088,6	-3 404,7	-3 647,6
Créances nettes sur les autres secteurs	20 344,8	26 432,3	27 488,8
Créances sur les autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	254,2	276,4	245,5
Créances sur les sociétés non financières publiques	1 621,2	1 893,7	1 393,8
Créances sur le secteur privé	18 469,5	24 262,2	25 849,5
Autres actifs intérieurs nets	-7 442,1	-11 041,5	-10 222,8
Actifs et engagements non classifiés	-135,1	-1 026,6	-2 009,3
Dépôts exclus de masse monétaire au sens large	-60,1	-79,2	-78,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,0	0,0	0,0
Crédits	-23,0	-24,5	-18,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Réserves techniques d'assurance	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	-7 223,9	-9 911,2	-8 116,8
Passifs monétaires au sens large	36 230,7	46 453,2	42 136,9
Numéraire hors institutions de dépôts	4 527,6	5 193,0	5 875,2
Dépôts transférables	20 690,8	26 144,4	22 648,2
Autres dépôts	11 012,4	15 115,9	13 613,4
Titres autres qu'actions	0,0	0,0	0,0

Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

I.2 Développement budgétaire récent 2023-2025

En dépit d'un contexte économique marqué par le ralentissement progressif de la croissance au cours de la période 2023-2025 et les pressions exercées sur les finances publiques du fait de l'insécurité persistante dans la partie Est du pays, la pression fiscale a connu une amélioration de **1,3 points** de pourcentage comparativement à la période 2020-2022. Elle s'est donc située à **11,9%** au cours de la période sous revue, contre **10,6%** au cours de la période précédente. Cette amélioration est tributaire des réformes fiscales et douanières mises en œuvre. Prenant en compte les dons, le ratio Recettes/PIB s'est établi à **13,5%** sur la période 2023-2025, contre **13%** sur la période précédente.

Parallèlement, les dépenses publiques se sont établies en moyenne à **16,1%** du PIB entre 2023 et 2025, contre **13,9%** du PIB enregistré sur la période 2020-2022. Les opérations financières au cours de la période 2023-2025 se sont soldées par un déficit global de **2,5%** du PIB, financé principalement par les emprunts projets et programmes à hauteur de **1,6%** du PIB dans le cadre notamment du programme avec le FMI, d'une part, et par la levée de fonds sur le marché intérieur au titre des obligations du Trésor de **0,9%** du PIB, d'autre part.

I.2.1 Politique et réformes fiscales

Au cours de la période 2023-2025, le Gouvernement a mis en œuvre les principales mesures et réformes fiscales et douanières suivantes :

❖ Fiscalité intérieure

En ce qui concerne la fiscalité intérieure, le Gouvernement a mis en œuvre au cours de la période 2023-2025 un certain nombre de mesures et réformes relatives aux recettes des impôts et aux recettes non fiscales.

En matière des impôts, il y a lieu de citer :

- 1) La modification de certains textes juridiques des recettes des impôts, notamment :
 - L'article 13, point 8° de l'Ordonnance-loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, sur l'imposition des redevances sur leurs montants nets après déduction des charges exposées pour leur acquisition ou leur conservation, avec fixation forfaitaire des charges à 30% des montants bruts des redevances en l'absence d'éléments probants ;
 - L'alinéa 3 de l'article 14 de l'Ordonnance-loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, fixant forfaitairement à 50% les revenus d'actions ou parts quelconques réalisés et imposés à la fois à l'impôt professionnel et à l'impôt sur les revenus locatifs ;
 - L'alinéa 2 de l'article 15 de l'Ordonnance-loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, fixant forfaitairement à 60% les revenus des parts des associés réalisés et imposés tant à l'impôt professionnel qu'à l'impôt sur les revenus locatifs ;
 - L'article 35 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée introduisant, en sus du taux normal de TVA de 16%, le taux réduit de TVA à 8% applicable à certains produits et services de première nécessité ;

- L'article 1^{er} de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur la formulation, par tout assujetti, d'une demande de numéro impôt conforme au modèle fixé par l'Administration des impôts ;
 - L'article 14 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur la certification des états financiers des entreprises soumises au régime de droit commun par un expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre national des experts-comptables ;
 - L'article 26 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur le renforcement du contrôle de la cohérence des déclarations souscrites par le contribuable ;
 - L'ajout de l'alinéa 2 à l'article 49 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales exigeant aux banques de communiquer les comptes ouverts en leurs livres par les personnes physiques commerçantes ou les personnes morales dans les 10 jours du mois qui suivent leur ouverture ;
 - Les points 2 et 6 de l'article 13 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus précisant les assujettis à l'impôt mobilier ;
 - L'ajout de l'article 13 bis à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales précisant les documents comptables servant d'appui à la déclaration de l'impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises ;
 - L'ajout de l'article 93 ter à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur le paiement d'une amende due au défaut de certification des états financiers annuels de synthèse des entreprises par les soins d'un Expert-Comptable inscrit au tableau de l'ordre National des Experts-comptables ;
 - L'article 84 bis de l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sur l'imposition des primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages payés aux agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi qu'aux membres des institutions politiques.
- 2) La mise en œuvre de certaines réformes administratives relatives aux recettes des impôts, notamment :
- L'opérationnalisation, sous l'appui du Gouvernement, de la facture normalisée et des dispositifs électroniques fiscaux en vue de permettre l'authentification des transactions commerciales et la maîtrise du chiffre d'affaires des opérateurs économiques ;
 - La poursuite de l'extension de la gestion de la TVA par les Centres d'Impôts Synthétiques : à ce jour, 84 CIS gèrent la TVA ;
 - La poursuite du processus d'acquisition du logiciel de gestion intégrée de l'impôt ;

- La poursuite de la migration, avec l'appui financier gouvernemental, vers la biométrisation des données des contribuables personnes physiques et morales.

➤ **En matière des taxes, droits et redevances**, il s'agit de :

1) La modification de certains textes juridiques des recettes non fiscales, notamment :

- L'ajout de l'article 81 ter à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, autorisant les agents de l'Administration des recettes non fiscales à recourir aux outils techniques, numériques et logiciels informatiques dans la détermination des éléments d'assiette ;
- L'alinéa 2 de l'article 79 bis de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales autorisant l'administration des recettes non fiscales d'exercer son droit de contrôle ou de rappel sur un exercice déjà prescrit, lorsqu'il a été révélé l'existence de la fraude ;
- L'article 54 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales précisant que les pénalités de recouvrement ont pour base de calcul, hormis le montant dû et des pénalités d'assiette, toutes les autres majorations pour lesquelles le paiement n'est pas intervenu dans le délai ;
- L'article 98 bis de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales introduisant une amende à l'encontre des personnes physiques ou morales pour communication des faux renseignements ou documents ;
- L'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, introduisant un article (112 bis) qui oblige désormais le versement intégral au compte du Trésor public des excédents réalisés par les établissements publics. Par ailleurs, la même ordonnance introduit un autre article (112 ter) qui oblige les entreprises minières ayant cédé leurs actions à l'Etat de verser à ce dernier les dividendes qui lui sont dues.

2) La mise en œuvre de quelques réformes administratives relatives aux recettes non fiscales, notamment :

- La poursuite de la dématérialisation de la perception des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central : le paramétrage des actes générateurs des recettes non encore pris en compte dans le logiciel LOGIRAD ;
- Le renforcement du contrôle fiscal.

❖ **Fiscalité de porte**

Pour ce qui est de la fiscalité de porte, ces réformes ont consisté en :

- 1) La modification de certains textes juridiques des recettes de douanes et accises, notamment :
 - La Modification de l'article 3 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises par l'article 21 de la Loi de Finances n°24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025, élargissant l'assiette fiscale sur les produits soumis aux droits d'accises ;
 - Article 22 de la Loi de Finances n°24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025 : les carburants terrestres et d'aviation destinés à l'activité minière et/ou cédés aux entreprises minières et leurs sous-traitants sont exclus du bénéfice de la subvention accordée par l'Etat et de toute forme d'exonération des droits et taxes à l'importation ;
 - La suspension de la perception de la TVA et rabatement de 50% des taux des droits de douane à l'importation des produits de première nécessité portée par le Décret n°27/07 du 29 septembre 2024 ;
 - Modification de l'article 3 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises par l'article 21 de la Loi de Finances n°24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025 pour insérer l'acide sulfurique parmi les produits soumis aux droits d'accises ;
 - L'article 31 point 1 de l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes et l'article 63 de l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises uniformisant le serment de l'agent des douanes et des accises afin de permettre aux cadres et agents de la DGDA de constater des infractions tant en matières douanières que des accises ;
 - L'ajout des points 5 et 6 à l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes instituant une astreinte de 500.000 FC par jour de retard à dater de l'établissement du procès-verbal de constat du refus de communication de pièces lors de la déclaration de la valeur en douane.
- 2) La mise en œuvre de certaines réformes administratives relatives aux recettes des douanes et accises, notamment :
 - La mise en œuvre effective du contrat SICPA ;
 - L'imposition des articles et ouvrages en matières plastiques ;
 - Le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude par (i) la mise en œuvre de la réforme de suivi et traçabilité de produits soumis aux droits d'accises et (ii) La numérisation des procédures douanières dans l'effort de mobilisation des recettes (informatisation des bureaux de douane) ;

- La mise en œuvre du système de traçabilité des produits soumis au droit d'accises ;
- L'implémentation de la solution d'évaluation des véhicules de « cars value africa » en interaction avec Sydonia World ;

I.2.2 Evolution des recettes propres et des dons

Les recettes propres ont enregistré une progression annuelle moyenne de **18,5%** entre 2023 et 2025. Elles sont successivement passées de **20.250 milliards de FC** en 2023 à **25.826 milliards de FC** en 2024, puis à **28.284 milliards de FC** en 2025.

La pression fiscale est passée de **11,9%** en 2023 à **12,1%** en 2024, puis à **11,6%** en 2025. Les niveaux de mobilisation des recettes se sont situés à **90,1%** en 2023, **101,4%** en 2024 et **94,6%** en 2025 au regard des assignations budgétaires.

Cet accroissement de la mobilisation des recettes propres résulte de la mise en œuvre des mesures fiscales et non fiscales envisagées par le Gouvernement visant notamment l'élargissement de l'assiette fiscale et de différents contrôles.

L'examen de la composition des recettes propres révèle une croissance soutenue des recettes fiscales, avec un taux de progression annuel moyen de **18,7%**. De **16.562 milliards de FC** en 2023, elles ont atteint **20.608 milliards de FC** en 2024 et **23.273 milliards de FC** en 2025. Les recettes des impôts ont accru de **19,6%** sur la période 2023-2025, elles sont passées de **11.547 milliards de FC** en 2023 à **14.838 milliards de FC** en 2024, puis à **16.415 milliards de FC** en 2025. Les recettes des douanes et accises, quant à elles, ont accusé une augmentation de **16,9%** l'an, elles sont passées de **5.015 milliards de FC** en 2023 à **5.771 milliards de FC** en 2024, pour atteindre **6.857 milliards de FC** en 2025.

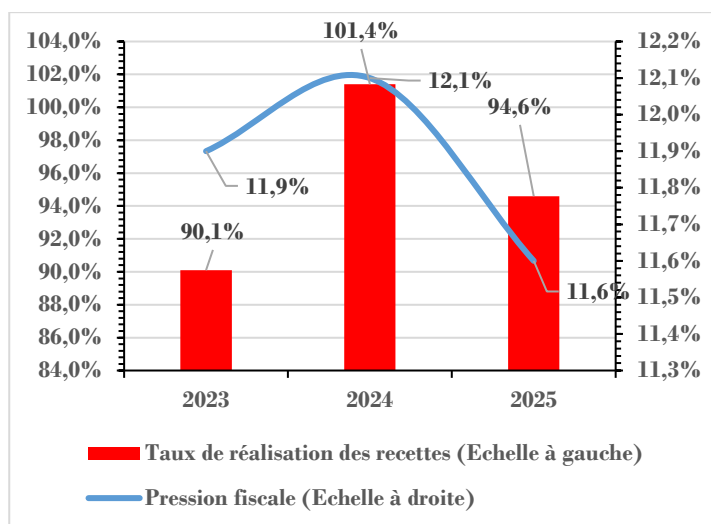
Les recettes non fiscales encadrées par la DGRAD ont accru de **23,5%** l'an. Elles sont passées de **2.874 milliards de FC** en 2023 à **4.148 milliards de FC** en 2024, puis à **4.257 milliards de FC** en 2025.

Par ailleurs, les appuis extérieurs en termes de dons budgétaires et projets ont globalement évolué à la hausse au cours de la période sous revue. Ils sont passés de **2.739 milliards de FC** en 2023 à **3.744 milliards de FC** en 2024, puis à **3.975 milliards de FC** en 2025, soit un accroissement de **21,4%** l'an. Ces dons proviennent notamment du FMI au titre d'appui budgétaire dans le cadre de la FEC et la FRD conclu en 2021.

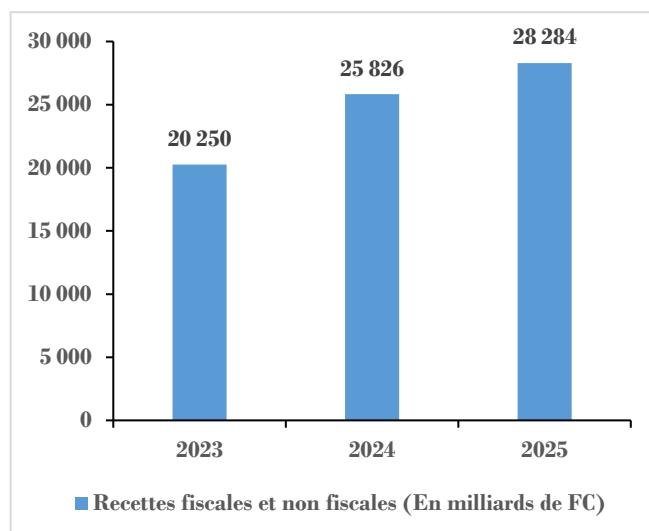
Tableau 6 : Evolution des recettes propres et des dons 2023-2025 (En milliards de CDF)

	2023	2024	2025
RECETTES ET DON	22 989	29 570	32 259
1. RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	20 250	25 826	28 284
<i>Dont Recettes minières</i>	<i>7 912</i>	<i>10 304</i>	<i>11 297</i>
<i>Dont Recettes pétrolières</i>	<i>445</i>	<i>538</i>	<i>380</i>
RECETTES FISCALES	16 562	20 608	23 273
Douanes et accises (DGDA)	5 015	5 771	6 857
Impôts directs et indirects (DGI)	11 547	14 838	16 415
RECETTES NON FISCALES (DGRAD)	2 874	4 148	4 257
<i>Dont Redevance minière</i>	<i>1 443</i>	<i>2 082</i>	<i>2 137</i>
RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS	397	468	309
AUTRES	417	601	445
2. DON (courants)	2 739	3 744	3 975
Dons budgétaires	39	434	70
Dons projets	2 700	3 309	3 905

Graphique 5 : Pression fiscale et réalisation des recettes (en %)



Graphique 6 : Réalisations des Recettes fiscales et non fiscales (En milliards de FC)



Source : DGPPB, à partir des TOFE 2023, 2024 et 2025

I.2.3 Evolution des dépenses

En matière de dépenses, les opérations des finances publiques se sont déroulées dans un contexte marqué par les besoins sécuritaires persistants avec une pression sur les dépenses sécuritaires, la poursuite des investissements publics ainsi que des engagements sociaux pris par le Gouvernement.

Sur la période 2023-2025, les dépenses publiques ont connu un accroissement de **22,5%** entre 2023 et 2025. Elles sont passées de **26.979 milliards de FC** en 2023 à **33.490 milliards de FC** en 2024, puis à **40.509 milliards de FC** en 2025. En pourcentage du PIB, elles représentent respectivement **15,8%** en 2023, **15,7%** en 2024 et **16,7%** en 2025, soit une moyenne de **16,1%** l'an sur la période, contre **13,9%** au cours de la période précédente.

Les dépenses courantes ont atteint **8,6%** du PIB au cours de la période 2023-2025, soit une augmentation de **22,6%** l'an. Elles sont passées de **14.112 milliards de CDF** en 2023 à **21.075 milliards de CDF** en 2025.

Ces dépenses comprennent en grande partie les rémunérations qui sont contenues autour de **4,1%** du PIB dans le respect des cibles du programme avec le FMI. Dans un contexte de plusieurs revendications socio-professionnelles qui ont prévalu au cours de la période, elles ont concerné notamment le doublement des salaires des militaires et des policiers au cours de l'année 2025, la poursuite de la mécanisation des enseignants non payés et des enseignants nouvelles unités, la mécanisation des autres catégories d'employés ainsi que la poursuite de la prise en charge des médecins à la prime de risque.

Parallèlement, les dépenses en capital ont connu une croissance de **22,2%** l'an sur la période 2023-2025 en vue de soutenir la croissance et booster le développement. Elles ont atteint **4,1%** du PIB en 2023 et 2024 et **4,3%** du PIB en 2025, soit une moyenne de **4,2%** du PIB sur la période considérée. Les dépenses en capital financées sur ressources propres ont enregistré un accroissement de **14,9%** l'an de 2023 à 2025, alors que celles financées sur ressources extérieures ont connu un accroissement de **26,6%** l'an sur la période.

Tableau 7 : Evolution des dépenses 2023-2025 (en milliards de FC)

	2 023	2 024	2 025
TOTAL DEPENSES	26 979	33 490	40 509
1. DEPENSES COURANTES	14 112	18 648	21 075
Salaires	7 132	9 167	9 167
Biens et services	4 526	5 635	5 025
Subventions et Transferts	2 133	3 211	3 343
Intérêts sur la dette dus	322	635	599
Intérêts sur la dette extérieure	81	165	189
Intérêts sur la dette intérieure	242	470	410
2. DEPENSES EN CAPITAL	6 993	8 703	10 433
Financement intérieur	2 290	3 103	2 926
Investissement sur ressources propres	2 290	3 103	2 926
Financement extérieur	4 704	5 600	7 507
Dons projets	2 700	3 596	3 905
Prêts projets	2 003	2 003	3 602
3. DEPENSES EXCEPTIONNELLES	4 986	5 116	8 599
Financement intérieur	4 986	5 116	8 599
Financement extérieur	0	0	0
4. REPAIEMENT DES ARRIERES	888	1 022	401

Source : TOFE 2023, 2024 et 2025

Les principaux investissements sur ressources propres sur la période 2023-2025 ont concerné (ajouter les montants):

- Mise en œuvre du PDL 145 territoires : Acquisition des équipements de Génie Civil pour 145 Brigades de Territoires, constructions des écoles (dont **518** en 2024) et centres de santé (dont **276** en 2024), réhabilitation des centres de Santé de référence dans les territoires, construction et équipements des bâtiments administratifs (dont **59** en 2024), réhabilitation et réfection des routes et ponts, constructions des forages et des bornes fontaines, etc.) ;
- Réhabilitation des Aéroports (KAVUMU, KANANGA, GOMA, etc.) ;
- Réhabilitation des routes (Boulevard LD KABILA dans la Ville de Mbuji-Mayi, Réhabilitation Route territoire d'Oshwe à LOKOLAMA/MAI-NDOMBE ; Asphaltage de l'avenue 3 vallée II/Allée verte/MACAMPAGNE) ;
- Construction de la Rocade Nord Est pour la décongestion de la ville de Kinshasa ;
- Construction et réhabilitation d'installations électriques ;

- Construction de la centrale solaire de 1000kw à Tshikapa dans le territoire de KAMONIA,
- Dragage et canaux d'amenée Inga I et Inga II,
- Installation des lignes électriques (Territoire de Tshilenge, Ville de Kalemie),
- Electrification de Bandundu, Mushie, Kamba et Gombe Matadi.
- Relance et modernisation de la Riziculture à Fumundjoko / Bulungo ;
- Couverture Santé Universelle ;
- Construction et réhabilitation des stades (Stade omnisport dans la Ville de Gemena ; Stade Tata Raphael, etc.) ;
- Construction, acquisition et réhabilitation des bâtiments et infrastructures administratives :
 - Construction du bâtiment du Centre National de Lutte contre le Cancer,
 - Réhabilitation de la Prison Centrale de Lodja,
 - Construction de 7 centres des opérations maritimes (COM),
 - Construction des bâtiments de l'école de guerre de Kinshasa,
 - Réhabilitation bâtiment administratif de l'ISTM/KIN,
 - Construction du centre financier de Kinshasa,
 - Etc.
- Réhabilitation des Aéroports de KAVUMU, de Mbuji-Mayi et de Kamituga ;
- Balisage des cours d'eau (SANKURU, KASAÏ et KWILU) ;
- Acquisition des équipements agricoles et de pêche :
 - Acquisition des matériels agricoles pour la relance des centres agricoles PVA,
 - Acquisition équipements de pêche pour les pêcheurs des plans d'eau à haut potentiel halieutique,
 - Acquisition des équipements pour la relance de la production des alevins et poissons marchands dans les centres alevinage existant,
 - Acquisition d'équipement Agro-Sylvo-Pastoraux,
 - Etc.

S'agissant des investissements financés sur ressources extérieures, elles ont accru de **19%** entre 2023 et 2024 et de **34,1%** entre 2024 et 2025.

Les principaux projets financés sont :

- Projet intégré de croissance agricole dans les Grands Lacs (PICAGL) : Prêt de la Banque mondiale d'un montant de **86,4 milliards de FC** ;
- Programme de renforcement de l'offre et de développement de l'accès aux soins de Santé : Don de l'Union Européenne d'un montant de **46,3 milliards de FC** ;
- Projet d'appui au développement intégré de l'économie rurale (PROADER) : Don de la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un montant de **85,8 milliards de FC** ;
- Projet d'Équité et de Renforcement du Système Éducatif (PERSE) : Prêt de la Banque mondiale d'un montant de **228,5 milliards de FC** ;
- Projet de Développement Multisectoriel et de Résilience Urbaine de la ville (PDMRUK-Kin ELEND) : Don de la Banque mondiale d'un montant de **961,9 milliards de FC** ;
- Projet intégré de croissance agricole dans les Grands Lacs (PICAGL) : Prêt de la Banque mondiale d'un montant de **86,4 milliards de FC** ;
- Projet d'appui au Développement du secteur privé et à la création d'emploi : Don de la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un montant de **281,2 milliards de FC** ;
- Projet d'Accès et d'Amélioration des Services Électriques (PAASE) : Don de la Banque mondiale d'un montant de **12,2 milliards de FC** ;
- Projet d'Éducation pour la Qualité et la pertinence des Enseignements aux niveaux Secondaire et Universitaire (PEQPESU) : Prêt de la Banque mondiale d'un montant de **445,2 milliards de FC** ;
- Projet d'Appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne (PABEA-COBALT) : Don de la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un montant de **8,5 milliards de FC** ;
- Projet d'Appui à la Relance de l'Économie Congolaise (PAREC) : Don de la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un montant de **330 milliards de FC** ;
- Projet de Réhabilitation des Infrastructures socio-économique dans la Région du Centre _Phase II (PRISE II) / Don de la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un montant de **34,6 milliards de FC** ;
- Projet Multisectoriel de Nutrition et de Santé (PMNS) : Prêt de la Banque mondiale d'un montant de **1.270 milliards de FC** ;
- Projet prioritaire de sécurité aérienne phase II (PPSA) : Don de la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un montant de **150,1 milliards de FC** ;

- Projet de facilité de commerce dans la région des grands lacs (PFCGL) : Prêt de la Banque mondiale d'un montant de **36 milliards de FC** ;
- Projet de Réhabilitation de la Route Nationale 1 Tshikapa-Mbuji Mayi : Don de l'Union Européenne d'un montant de **17,4 milliards de FC** ;
- Projet de stabilisation de l'EST pour la paix (STEP) / Prêt de la Banque mondiale d'un montant de **1.722,3 milliards de FC**.

I.2.4 Evolution du solde budgétaire et du financement

Les opérations budgétaires au cours de la période 2023-2025, se sont soldées globalement par des déficits, du fait de l'accroissement des dépenses, notamment sécuritaires. En effet, le déficit global qui se situait à **2,3%** du PIB en 2023 (**3.990 milliards de FC**), a baissé à **1,8%** du PIB en 2024 (**3.920 milliards de FC**) avant de se creuser davantage en 2025 pour se situer à **3,4%** du PIB (**8.250 milliards de FC**), dégageant ainsi une moyenne de **2,5% du PIB** sur la période.

Ces déficits ont été financés principalement par les emprunts projets et programmes de **1,6%** du PIB et par les produits des emprunts intérieurs de **0,9%** du PIB.

Le solde intérieur a accusé un déficit de **1,1%** du PIB en 2023, **0,9%** du PIB en 2024 et **1,9%** en 2025. Ces niveaux de déficits sont restés dans les limites des engagements pris par le Gouvernement dans le cadre des critères de réalisation convenus avec le FMI dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit.

Le solde global hors ressources extractives s'est situé à **-7,4%** du PIB l'an sur la période.

Tableau 8 : Solde budgétaire et financement de 2023-2025 (en milliards de FC)

Agrégats budgétaires	2 023	2 024	2 025
Recettes fiscales et non fiscales	20 250	25 826	28 284
Dons	2 739	3 744	3 975
Dépenses	26 979	33 490	40 509
Solde intérieur (base caisse)	-1 945	-1 899	-4 529
Solde global (base caisse)	-3 990	-3 920	-8 250
Solde global hors RE (base caisse)	-12 347	-14 761	-19 926
Financement extérieur	3 018	2 282	5 116
Amortissement de la dette	-405	-417	-511
Emprunts projets	2 003	2 699	3 602
Appui budgétaire	1 420	0	2 025
Financement intérieur	2 041	845	1 722

Source : TOFE 2023, 2024 et 2025

I.3 Situation de la dette publique

Le stock de la dette de l'Administration centrale a évolué de façon croissante entre 2023 et 2025. En effet, il est passé de **17,8%** du PIB en 2023 à **18,9%** du PIB en 2025, soit une moyenne de **18,4%** du PIB sur la période.

En 2023, le stock de la dette a accru de **11,1%** en valeur nominale passant de **9,5 milliards de dollars** en 2022 à **10,6 milliards de USD**, se répartissant entre la dette extérieure de **6,8 milliards de USD** et la dette intérieure de **3,7 milliards de USD**. En 2024, il a atteint **13,2 milliards de USD**, soit **17,8%** du PIB, accusant un accroissement en valeur nominale de **24,7%**.

En 2025, il a atteint **15,5 milliards de USD** (soit **18,9%** du PIB), dont **9,7 milliards de USD** de la dette extérieure et **5,8 milliards de USD** de dette intérieure.

Quant au service de la dette, il s'est établi à **767 millions de USD** en 2023, soit **723 millions de USD** en principal et **44 millions de USD** en intérêts. Le service de la dette extérieure en principal et en intérêts s'est situé à **291 millions de USD**, alors que celui de la dette intérieure a atteint **476 millions de USD**.

En 2024, le service de la dette a été de **275 millions de USD**, dont **255 millions de USD** pour la dette extérieure et **20 millions de USD** pour la dette intérieure), composé de **207 millions de USD** en principal et **68 millions de USD** en intérêts.

En 2025, le service de la dette publique a été chiffré à **305 millions de USD** (dont **232 millions de USD** en principal et **73 millions de USD** en intérêts), constitué du service de la dette extérieure (**278 millions de USD**) et de la dette intérieure (**27 millions de USD**).

Tableau 9 : Evolution de la dette publique de 2023 à 2025 en milliards de dollars USD (Sauf indication contraire)

Libellé	2023	2024	2025
Dette publique	10,6	13,2	15,5
Dette publique en % du PIB	17,81%	18,49%	18,86%
Dette Extérieure	6,8	7,6	9,7
<i>Dont arriérés techniques</i>	<i>0,157</i>	<i>0,157</i>	<i>0,157</i>
Dette extérieure en % du PIB	11,54%	10,68%	11,83%
Dette extérieure en % du total	64,83%	57,77%	62,71%
Dette intérieure	3,7	5,6	5,8
Dette intérieure en % du PIB	6,26%	7,81%	7,03%
Dette intérieure en % du total	35,17%	42,23%	37,29%
Service de la dette	0,767	0,275	0,305
Principal	0,723	0,207	0,232
Intérêts	0,044	0,068	0,073
Service de la dette extérieure	0,291	0,255	0,278
Service de la dette intérieure	0,476	0,020	0,027

Source : DGDP, Bulletin trimestriel de la dette publique de la RDC, quatrième trimestre 2025.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2027-2029

Bien que l'économie internationale évoluerait dans un environnement marqué par une incertitude de suite aux tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, celle-ci resterait marquée par une résilience par rapport à l'année 2026.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques de la RDC sur la période 2027-2029 resteraient globalement favorables, soutenues par le dynamisme du secteur extractif et la poursuite des investissements publics. La croissance économique continuerait de bénéficier de la bonne tenue des cours des principaux produits miniers, notamment le cuivre et le cobalt, ainsi que du développement progressif des secteurs non extractifs.

Ces perspectives sont cohérentes avec l'engagement du Gouvernement consistant à promouvoir une croissance durable et inclusive, à préserver la stabilité du cadre macroéconomique, à optimiser la mobilisation des recettes, à améliorer l'efficacité de la dépense publique et à accélérer les réformes structurelles.

II.1 Perspectives internationales

Dans un contexte marqué par une légère accalmie de la guerre au Moyen (Iran), les perspectives économiques mondiales affichent une certaine résilience en 2027 par rapport à 2026 mais restent en dessous de 2025. En effet, selon les perspectives économiques mondiales du FMI de juillet 2026, la croissance mondiale devrait s'établir à **3,0 %** en 2026 et à **3,4 %** en 2027, contre une moyenne de **3,5%** observée en 2024-2025.

Cette légère décélération s'explique par la compensation, en partie, des effets de la guerre au Moyen-Orient grâce à l'accélération de la dynamique du cycle technologique mondial, tirée par la demande et favorisée par les progrès et l'adoption de l'intelligence artificielle (IA).

Les répercussions sur les pays varient considérablement en fonction de leur exposition à la guerre et de leur position dans la chaîne de valeur technologique. Les pays exportateurs d'énergie situés en dehors de la zone de conflit bénéficient de termes de l'échange favorables, tandis que les pays qui profitent de l'essor impulsé par les technologies enregistrent une activité plus soutenue, même lorsqu'ils sont importateurs d'énergie.

En revanche, l'activité ralentit pour les importateurs d'énergie dont la participation à la chaîne de valeur technologique est limitée, un groupe auquel appartient un bon nombre de pays à faible revenu.

L'inflation mondiale non corrigée devrait passer de **4,1% en 2025 à 4,7 % en 2026**, avant de redescendre à **3,9% en 2027**. Ces prévisions, légèrement revues à la hausse depuis avril, indiquent que la tendance à la désinflation observée depuis le début de l'année 2024 marque le pas.

Toutefois, ces prévisions sont soumises à certains risques. L'éventualité d'une reprise du conflit au Moyen-Orient est fortement préoccupante et pourrait prolonger la volatilité des prix des produits de base, menacer davantage les chaînes d'approvisionnement, faire grimper les prix et peser sur les conditions financières. La fragmentation des échanges commerciaux pourrait s'accélérer, ce qui pourrait affecter la production et entraîner une hausse des prix.

Les attentes nourries par le secteur technologique pourraient se corriger, ce qui viendrait ajouter aux risques de ralentissement, tandis que l'amoindrissement des marges de manœuvre pourrait amplifier ces risques. Les possibilités d'amélioration des perspectives sont liées à une normalisation plus rapide que prévu des marchés de l'énergie, à des investissements dans les technologies plus importants qu'attendu, à la relance d'une coopération durable visant à réduire les barrières commerciales, ainsi qu'à des réformes structurelles favorisant la croissance à moyen terme.

Tableau 10 : Taux de croissance économique mondiale (%)

PIB réel (%)	2025	2026	2027
Production mondiale	3,5	3,0	3,4
Pays avancés	1,9	1,7	1,8
Etats-Unis	2,1	2,3	2,2
Zone Euro	1,4	0,9	1,2
Allemagne	0,2	0,7	1,0
France	0,9	0,6	0,9
Italie	0,5	0,5	0,5
Espagne	2,8	2,1	1,8
Japon	1,1	0,6	0,7
Royaume-Uni	1,4	1,0	1,3
Canada	1,9	1,1	1,7
Autres pays avancés	3,0	2,8	2,3
Pays émergents et pays en développement	4,5	3,8	4,5
Chine	5,0	4,6	4,1
Inde	7,7	6,4	6,7
Russie	1,0	1,1	1,1
Amérique latine et Caraïbes	2,4	2,4	2,7
Brésil	2,3	2,4	2,2
Mexique	0,5	1,2	1,9
Moyen-Orient et Asie centrale	3,7	0,7	6,5
Arabie saoudite	4,6	1,7	5,5
Afrique Subsaharienne	4,5	4,3	4,5
Nigéria	4,0	4,1	4,3
Afrique du Sud	1,1	1,1	1,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,4	3,7	4,4

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Juillet 2026.

Dans les pays avancés, on prévoit une croissance de **1,7 %** en 2026 et de **1,8 %** en 2027. Des disparités subsistent au sein de ce groupe : les exportateurs nets d'énergie bénéficient en partie d'effets positifs sur les termes de l'échange, tandis que les importateurs nets d'énergie subissent un frein plus marqué dû à la hausse des prix énergétiques, sauf s'ils peuvent tirer parti des activités liées aux technologies.

Aux États-Unis, la croissance devrait s'établir à **2,3 %** en 2026 et **2,2%** en 2027, soit des chiffres pratiquement inchangés par rapport aux prévisions du mois d'avril. L'activité est soutenue par la politique budgétaire, des conditions financières accommodantes, ainsi que par la poursuite des investissements des entreprises dans les technologies et la vigueur de la productivité. Les répercussions de la guerre sont limitées, compte tenu du statut d'exportateur net d'énergie du pays.

Dans la zone euro, les prévisions de croissance sont de **0,9 %** en 2026 et **1,2 %** en 2027. Les prévisions pour 2026 sont inférieures de **0,2 point** de pourcentage à celles figurant dans l'édition d'avril. Elles reflètent un important report négatif de résultats du premier trimestre, principalement imputable à l'Irlande, mais aussi révélateur d'un ralentissement de la dynamique ailleurs, ainsi que l'effet de frein exercé par la hausse des prix de l'énergie, malgré certaines mesures budgétaires d'amortissement et la faiblesse de la confiance des consommateurs.

Au Royaume-Uni, la croissance devrait reculer à **1,0 %** en 2026 avant de remonter à **1,3 %** en 2027, à mesure que le choc énergétique s'estompera.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait ralentir pour s'établir à **3,8%** en 2026, avant de remonter à **4,5%** en 2027. Ces révisions sont hétérogènes et témoignent des disparités en matière de dépendance vis-à-vis des produits de base, d'exposition géographique, d'envois de fonds et de recettes touristiques, de degré de sensibilité aux conditions financières, ainsi que de la place occupée dans la chaîne de valeur technologique mondiale.

Malgré sa forte dépendance vis-à-vis des importations d'énergie en provenance du Moyen-Orient, la Corée a dépassé les attentes et enregistré un taux de croissance de **7,5 %**, soit plus de quatre fois celui prévu en avril (1,8%), grâce principalement à l'essor des exportations de semi-conducteurs et de matériel dédié à l'intelligence artificielle.

La croissance de la Chine en 2026 devrait tomber à **4,6%**, car la hausse des cours mondiaux du pétrole, conjuguée à une incertitude persistante et à des vents contraires structurels, devrait peser sur l'activité.

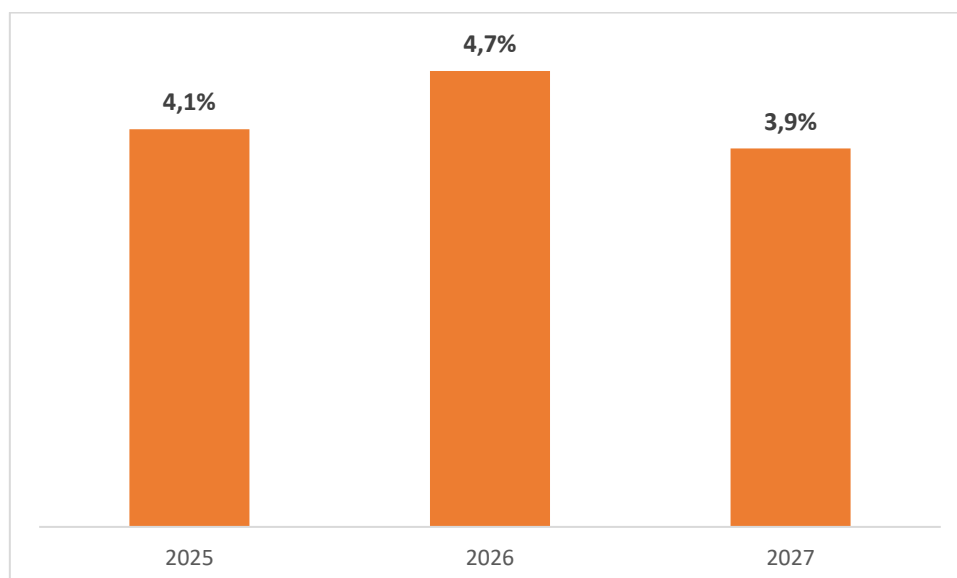
En Afrique subsaharienne, la croissance devrait rester globalement stable, à **4,3%** en 2026, même si ce chiffre masque des écarts importants entre les pays, reflétant les différences en matière de marge de manœuvre des pouvoirs publics, de mise en œuvre des réformes et d'exposition aux chocs extérieurs. Les pays importateurs de pétrole et pauvres en ressources naturelles sont davantage touchés par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, tandis que certaines grandes économies continuent de bénéficier des efforts de stabilisation et de réforme menés précédemment, même si elles sont largement en marge de l'essor technologique mondial porté par l'IA et doivent faire face à des difficultés liées à la baisse de l'aide publique au développement

Le Nigéria bénéficie d'une meilleure stabilité macroéconomique et d'effets positifs sur les termes de l'échange, même si la hausse des prix des produits de première nécessité devrait aggraver la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les perspectives de croissance de l'Afrique du Sud devraient rester stables à court terme et continuer à s'améliorer grâce au renforcement des cadres d'action publique et à la poursuite des réformes structurelles. Dans le reste de la région, la croissance devrait ralentir sensiblement, passant de **5,6%** en 2025 à **5,2%** en 2026 et 2027.

Quant à l'inflation mondiale, celle-ci devrait passer de **4,1%** en 2025 à **4,7%** en 2026, avant de redescendre à **3,9%** en 2027, la hausse prévue pour 2026 étant principalement due à l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Par rapport à l'édition d'avril 2026, les prévisions pour 2026 sont revues à la hausse de **0,3 point** de pourcentage, et celles pour 2027 de **0,2 point** de pourcentage.

La dynamique de l'inflation devrait rester inégale d'un pays à l'autre, en raison des différences dans la répercussion des variations de taux de change, de la persistance de l'inflation des prix des services, de la situation du marché de l'emploi et de l'importance croissante des facteurs propres à chaque pays. L'inflation hors alimentation et énergie ne devrait revenir que progressivement à son niveau cible dans plusieurs grandes puissances économiques : d'ici mi-2027 au Royaume-Uni, d'ici fin 2027 au Japon et aux États-Unis, et pas avant 2028 dans la zone euro. En Chine, le taux d'inflation, encore faible, devrait grimper.

Graphique 7 : Evolution de l'inflation mondiale (en %)



Source : *Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI, Juillet 2026*

II.2 Perspectives nationales

Les perspectives de l'économie congolaise pour la période 2027-2029 demeurent globalement favorables, soutenues par la résilience du secteur extractif, la montée progressive des activités hors mines ainsi que la poursuite des efforts de stabilisation macroéconomique.

Au cours de la période 2027-2029, le taux de croissance du PIB réel se stabiliserait autour d'une moyenne de **5,6%** et à **5,8%** en 2027. Cette dynamique serait principalement portée par la bonne tenue de la production minière et le développement progressif du secteur non extractif (notamment à travers les investissements attendus dans les secteurs tels que l'agriculture, l'industrie, le transport et l'énergie). Par rapport à son niveau estimé de **5,2%** en 2026, cela constituerait une embellie de **0,6 point de pourcentage**. Parallèlement, l'inflation connaîtrait une légère baisse par rapport à son niveau estimé de **8,7%** en 2026 et **7,1%** en 2027, pour se situer à la cible de **7%** sur la période 2027-2029, dans un contexte de renforcement de la coordination entre les politiques budgétaire et monétaire.

Le tableau ci-dessous en présente un résumé.

Tableau 11 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2027-2030

Principaux indicateurs	2026 (Est)	2027	2028	2029	2030
Taux de croissance (%)	5,2	5,8	5,5	5,5	5,5
Taux de croissance extractif (%)	5,8	5,6	4,3	3,9	3,6
Taux de croissance hors extractif (%)	5,0	5,7	6,0	6,1	6,1
Variation du déflateur (%)	6,9	8,1	6,5	6,3	6,4
Taux d'inflation moyen (%)	4,3	7,4	7,0	7,0	7,0
Taux d'inflation fin période (%)	8,7	7,1	7,0	7,0	7,0
Taux de change (FC/USD)	2290	2300	Inf. 2300	Inf. 2300	Inf. 2300
PIB nominal (milliards de FC)	278 612	315 100	319 313	341 472	365 401

II.2.1 Secteur réel

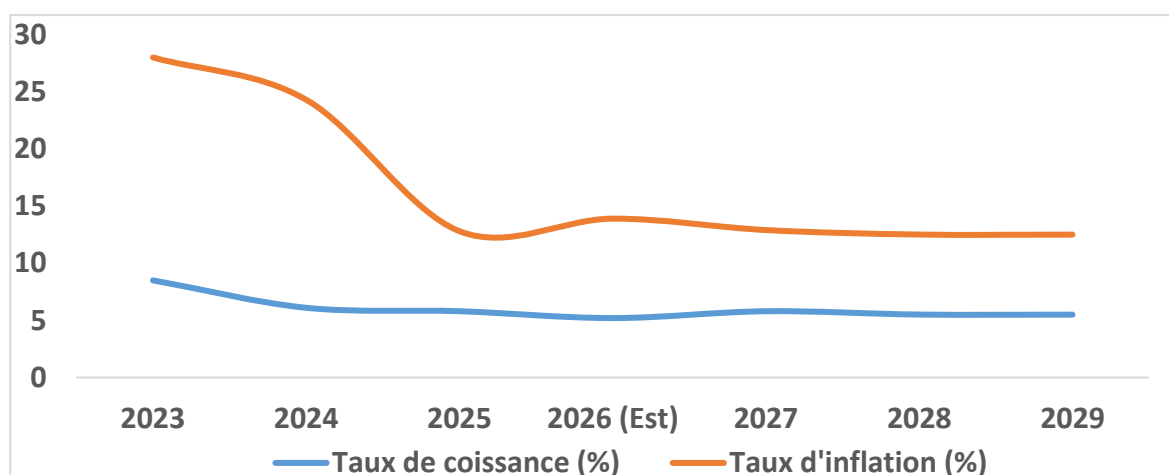
- **Perspectives de l'activité économique**

Au cours de la période 2027-2029, la croissance économique devrait s'établir en moyenne à **5,6%**, contre **6,8%** observés entre 2023 et 2025, traduisant ainsi un ralentissement du rythme de progression de l'activité économique **1,2 points de pourcentage**.

La croissance moyenne de **5,6%** sur la période serait soutenue à la fois par la poursuite de l'expansion du secteur extractif et par le renforcement progressif du secteur non extractif. Dans ce contexte, le PIB hors extractif enregistrerait une croissance moyenne de **5,9%** sur la période 2027-2029, contre **5,0%** attendus en 2026 et **4,4%** réalisés sur la période 2023-2025.

S'agissant de la dynamique des prix intérieurs, les perspectives tablent sur une inflation globalement maîtrisée, dans un contexte de bonne coordination entre les politiques monétaire et budgétaire. Le taux d'inflation estimé à **4,0%** à **8,7%** en 2026, se situerait à **7,1%** en 2027 et à **7,0%** respectivement en 2028 et 2029, soit un rythme de formation des prix de **7,0%** l'an sur la période 2027-2029. Ce qui corrobore l'objectif de l'inflation fixé.

Graphique 8 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation sur la période 2027-2029



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base du cadrage macroéconomique du FMI, 3^{ème} Revue

• **Perspectives de la production minière et pétrolière de 2027 à 2029**

Au cours de la période 2027-2029, la production minière et pétrolière afficherait une évolution globalement favorable, portée principalement par la poursuite de l'expansion des capacités de production existantes.

La production de cuivre enregistrerait une croissance moyenne de **5,5%** l'an sur la période. Elle passerait de **3,9 millions de tonnes** en 2027 à **4,3 millions de tonnes en 2029**. Quant à son cours sur le marché international, il évoluerait modérément à la hausse, passant de **14.350,2 USD dollars américains la tonne** en 2027.

S'agissant du cobalt, la production progresserait de **5,2%** l'an, passant de **213.312,3 tonnes** en 2027 à **234.033,4 tonnes** en 2029. Son cours afficherait également une tendance haussière, passant de **55 599 USD dollars américains la tonne** en 2027.

Concernant le pétrole brut, la production atteindrait **9,7 millions de barils** en 2027 pour se situer à **10,4 millions de barils** en 2029, soit une progression moyenne de **3,4%** l'an. Quant au cours du baril, il régresserait de **78,7 dollars américains le baril** en 2027 à **73,9 dollars américains le baril en 2029**, soit une baisse moyenne de **4,8%** l'an sur la période.

Tableau 12 : Perspectives de la production minière et pétrolière 2027-2029 (En tonne métrique, sauf indication contraire)

Produits	2026	2027	2028	2029
Cuivre	3 620 285,00	3 914 060,00	4 115 746,20	4 251 774,40
Cobalt	201 263,80	213 312,30	223 934,30	234 033,40
Pétrole (en baril)	9 413 787,30	9 748 010,50	10 082 233,60	10 416 456,80

Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base du cadrage macroéconomique du FMI, 3^{ème} Revue

II.2.2 Secteur extérieur

Les perspectives du secteur extérieur demeureraient globalement favorables sur la période 2027-2029, soutenues principalement par la progression des échanges extérieurs et des flux financiers avec le reste du monde. Toutefois, le compte courant continuerait d'enregistrer des déficits successifs de **1.834,4 milliards de FC** en 2027, **1.604,7 milliards de FC** en 2028 et **1.666,5 milliards de FC** en 2029, soit un déficit moyen de **8,9%** l'an sur la période.

Le solde des biens et services demeurerait globalement excédentaire sur l'ensemble de la période. Il passerait de **8.643,9 milliards de FC** en 2027 à **8.794,8 milliards de FC** en 2029. Cette évolution résulterait principalement du bon comportement des exportations de biens, lesquelles progresseraient de **55.129,4 milliards de FC** en 2027 à **61.189,1 milliards de FC** en 2029, soit un accroissement moyen de **5,3%** l'an. Les importations augmenteraient également de **6,0%** l'an sur la période, passant de **40.086,2 milliards de FC** en 2027 à **45.106,3 milliards de FC** en 2029.

Par ailleurs, les revenus primaires resteraient structurellement déficitaires, mais accuseraient néanmoins une amélioration de **0,2%** l'an sur la période. Quant aux revenus secondaires, ils dégageraient un déficit moyen de **3,1%** l'an sur la période.

S'agissant du compte du capital, il enregistrerait des excédents de **1.073,1 milliards de FC** en 2027, **974,9 milliards de FC** en 2028 et **946,1 milliards de FC** en 2029. Ainsi, le besoin de financement se situerait respectivement à **791,7 milliards de FC** en 2027, **629,9 milliards de FC** en 2028 et **720,4 milliards de FC** en 2029, soit une moyenne de **714,0 milliards de FC** sur la période. Globalement, le besoin de financement accuserait une baisse de **14,7%** l'an sur la période.

Ainsi, le financement du déficit extérieur serait principalement assuré par les flux enregistrés au titre du compte financier. Les investissements directs afficheraient des entrées nettes de capitaux de **2.608,7 milliards de FC** en 2027, **2.795,4 milliards de FC** en 2028 et **2.989,3 milliards de FC** en 2029. En revanche, les investissements de portefeuille enregistreraient des sorties nettes de capitaux, atteignant une moyenne de **108,5 milliards de FC** sur la période. De même, les autres investissements contribueraient au financement extérieur, avec des flux nets de **649,5 milliards de FC** en 2027, **442,9 milliards de FC** en 2028 et **609,1 milliards de FC** en 2029.

Enfin, les avoirs de réserve poursuivraient leur accumulation, bien qu'à un rythme modéré. Ils passeraient de **1.652,0 milliards de FC** en 2027 à **1.543,8 milliards de FC** en 2029, contribuant ainsi au renforcement progressif de la position extérieure du pays.

Tableau 13 : Principaux indicateurs du secteur extérieur sur la période 2027-2029 (en milliards de FC)

	Estimation	Projections		
	2026	2027	2028	2029
I. COMPTE COURANT	-2 233,9	-1 834,4	-1 604,7	-1 666,5
1. Biens et services	8 000,7	8 643,9	8 897,1	8 794,8
A. Biens	14 533,7	15 043,3	15 940,2	16 082,7
- Exportations	52 420,7	55 129,4	58 429,2	61 189,1
- Importations	37 887,0	40 086,2	42 489,0	45 106,3
B. Services	-6 533,0	-6 399,4	-7 043,1	-7 287,9
2. Revenus primaires	-11 763,1	-11 785,4	-11 896,6	-11 833,2
3. Revenus secondaires	1 528,5	1 307,1	1 394,8	1 371,8
II. COMPTE DU CAPITAL	1 046,0	1 073,1	974,9	946,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-1 276,1	-791,7	-629,9	-720,4
III. COMPTE FINANCIER	-1 187,9	-761,3	-629,9	-720,4
1. Investissements directs	-2 423,8	-2 608,7	-2 795,4	-2 989,3
2. Investissements de portefeuille	-1 156,0	101,2	108,4	116,0
4. Autres Investissements (hors FMI et prêts d'appui budgétaire)	1 610,8	649,5	442,9	609,1
5. Variation des réserves (+ : augmentation)	1 807,7	1 652,0	1 614,2	1 543,8

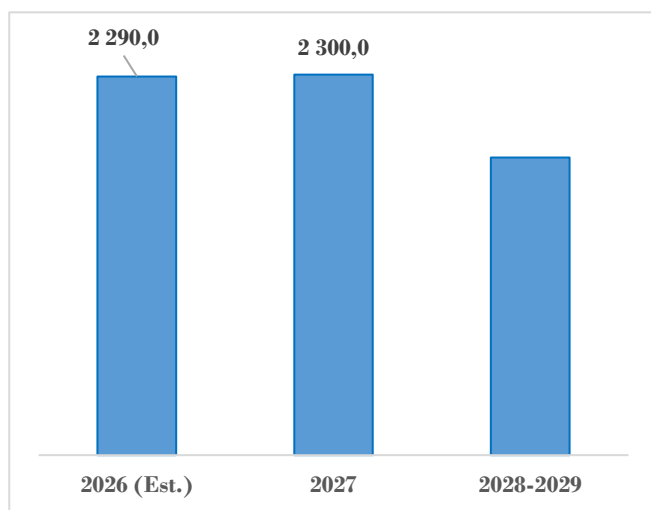
Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des projections du FMI

S'agissant du marché des changes, le Franc congolais devrait évoluer dans un contexte de stabilité sur la période 2027-2029, soutenue notamment par le renforcement de la coordination entre les politiques budgétaire et monétaire ainsi que par l'amélioration attendue des équilibres extérieurs.

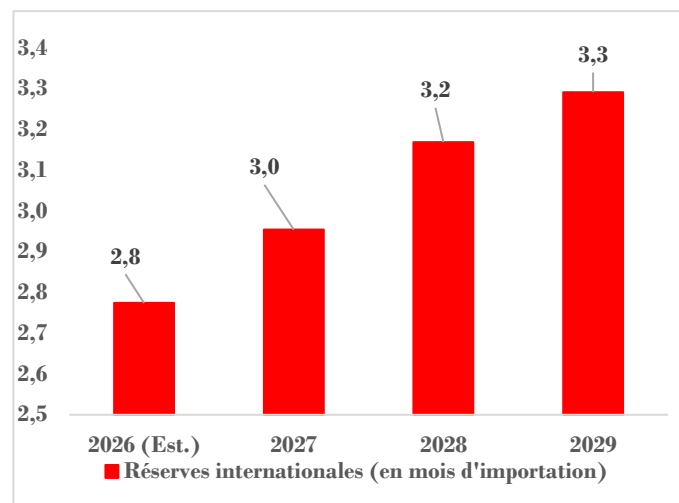
En effet, initialement projetés à **2.314,5 FC** pour un dollar américain en 2026 et à **2.413,7 FC** en 2027, le taux de change estimé pour 2026 se situerait à **2.290 FC** pour un dollar américain et se situerait à **2.300 FC** pour un dollar américain en 2027. Après 2027, il se situerait à moins de **2.300 FC** pour un dollar américain.

Parallèlement, les réserves internationales devraient poursuivre leur consolidation. **Exprimées en mois d'importations**, elles passeraient de **2,8 mois** en 2026 à **3,0 mois** en 2027, **3,2 mois** en 2028 et **3,3 mois** en 2029. Cette évolution traduirait notamment le renforcement attendu des recettes d'exportation, en lien avec la bonne tenue du secteur minier et l'amélioration progressive de la position extérieure du pays.

Graphique 9 : Evolution du taux de change de 2027 à 2029



Graphique 10 : Evolution des réserves internationales de 2027-2029 (en mois d'importations)



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base du cadrage macroéconomique du FMI, 3^{ème} Revue

II.2.3 Secteur monétaire

Au cours de la période 2027-2029, la masse monétaire au sens large poursuivrait sa progression, avec un taux d'accroissement moyen de **12,2%** l'an. Elle passerait de **52.874,8 milliards de FC** en 2027 à **59.405,2 milliards de FC** en 2028, puis à **66.607,2 milliards de FC** en 2029, soit un niveau moyen projeté de **59.629,1 milliards de FC** sur la période.

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets enregistreraient une forte progression de **24,3%** l'an sur la période 2027-2029. Ils passeraient de **40.764,5 milliards de FC** en 2027 à **62.241,6 milliards de FC** en 2029, sous l'effet de l'accroissement des créances sur les non-résidents, lesquelles connaîtraient une hausse de **18,7%** l'an sur la période.

En revanche, les avoirs intérieurs nets poursuivraient leur contraction, avec une baisse moyenne de **32,0%** l'an. Ils reculeraient de **12.110,3 milliards de FC** en 2027 à **8.558,4 milliards de FC** en 2028, puis à **4.365,7 milliards de FC** en 2029.

Parallèlement, les crédits intérieurs progresseraient sensiblement sur la période, passant de **41.041,1 milliards de FC** en 2027 à **60.089,9 milliards de FC** en 2029, soit un accroissement moyen de **20,3%** l'an. Cette évolution résulterait principalement de la hausse des créances sur les autres secteurs, notamment du crédit au secteur privé, lequel passerait de **32.442,5 milliards de FC** en 2027 à **40.839,7 milliards de FC** en 2029, soit une progression de **12,2%** l'an.

En outre, les créances nettes sur l'Administration centrale augmenteraient de manière soutenue. Elles s'établiraient à **6.489,8 milliards de FC** en 2027 avant d'atteindre **16.535,0 milliards de FC** en 2029, soit un accroissement moyen de **65,0%** l'an. Toutefois, cette évolution serait contrebalancée par la détérioration des autres postes nets, dont le solde déficitaire se creuserait pour atteindre **42.185,6 milliards de FC** en moyenne sur la période.

Tableau 14 : Principaux indicateurs du secteur monétaire sur la période 2027-2029 (en milliards de FC)

	Estimation	Projections		
	2026	2027	2028	2029
Avoirs extérieurs nets	32 405,1	40 764,5	50 846,8	62 241,6
<i>Créances sur les non-résidents</i>	<i>47 973,7</i>	<i>57 565,1</i>	<i>68 323,1</i>	<i>80 211,8</i>
<i>Dettes envers les non-résidents</i>	<i>15 568,5</i>	<i>16 800,6</i>	<i>17 476,4</i>	<i>17 970,3</i>
Avoirs intérieurs nets	14 709,1	12 110,3	8 558,4	4 365,7
Crédits intérieurs	34 513,6	41 041,1	50 460,1	60 089,9
<i>Créances nettes sur l'Administration Centrale</i>	<i>3 735,8</i>	<i>6 489,8</i>	<i>11 628,6</i>	<i>16 535,0</i>
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	<i>30 777,8</i>	<i>34 551,3</i>	<i>38 831,5</i>	<i>43 555,0</i>
<i>Crédit au secteur privé</i>	<i>28 919,4</i>	<i>32 442,5</i>	<i>36 436,0</i>	<i>40 839,7</i>
Autres postes nets	-19 804,5	-28 930,8	-41 901,7	-55 724,2
Passifs monétaires au sens large (M2)	47 114,2	52 874,8	59 405,2	66 607,2
Monnaie au sens étroit (M1)	9 775,0	10 971,1	12 327,0	13 822,4
<i>Circulation fiduciaire</i>	<i>6 611,3</i>	<i>7 420,6</i>	<i>8 338,1</i>	<i>9 350,0</i>
<i>Dépôts à vue en CDF</i>	<i>3 163,7</i>	<i>3 550,5</i>	<i>3 988,9</i>	<i>4 472,4</i>
Quasi-monnaie	37 339,2	41 903,7	47 078,2	52 784,8
<i>Dépôts à terme en monnaie nationale</i>	<i>886,6</i>	<i>995,0</i>	<i>1 117,8</i>	<i>1 253,3</i>
<i>Dépôts en devises</i>	<i>36 452,6</i>	<i>40 908,7</i>	<i>45 960,4</i>	<i>51 531,5</i>

Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des projections du FMI

III. ORIENTATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2027-2029

Ce chapitre présente l'orientation de la politique budgétaire envisagée sur la période 2027-2029 et les principales actions des politiques sectorielles y afférentes. Elle découle des engagements du Gouvernement dans le cadre de son programme et de ses décisions, des politiques sectorielles en vigueur et des engagements du Gouvernement dans le cadre du programme économique avec le FMI au titre de FEC et FRD.

Pour la période 2027-2029, au regard des défis de développement du pays, le Gouvernement entend intensifier l'élargissement de l'espace budgétaire pour l'amélioration de la couverture des politiques publiques par la poursuite de la mise en œuvre des réformes fiscales et la rationalisation des dépenses. Les ressources domestiques seront appuyées des fonds à recevoir dans le cadre du programme avec le FMI, des fonds des autres partenaires traditionnels et de fonds à lever sur le marché financier, au titre notamment des obligations du Trésor ainsi que de la seconde quotité de l'Eurobond.

Il poursuivra par ailleurs ses efforts de rationalisation de la dépense publique, tout en améliorant sa qualité en focalisant son action sur les dépenses sociales, des infrastructures et sécuritaires.

III.1 Politique fiscale

Pour la période 2027-2029, le Gouvernement entend intensifier les efforts de mobilisation des recettes domestiques en vue de converger graduellement d'ici le moyen-long terme vers la moyenne de la pression fiscale des pays d'Afrique subsaharienne de **19%**.

A cet effet, il entend mettre en œuvre de façon optimale la stratégie de mobilisation des recettes, intensifier le contrôle des finances publiques et renforcer la discipline fiscale, poursuivre la mise en œuvre des réformes fiscales et douanières existantes ainsi que poursuivre la rationalisation des dépenses fiscales en vue d'élargir l'assiette fiscale.

Il s'agira notamment de :

III.1.1 Pour l'ensemble des Administrations financières

- Mise en application des référentiels et bonnes pratiques des systèmes d'Information de la DGDA, DGI et DGRAD ;
- Implémentation et utilisation d'une plateforme informatisée de suivi centralisé des exonérations ;
- Implémentation et utilisation une plateforme de télépaiement ;

- Acquisition et utilisation d'un logiciel de digitalisation des imprimés de valeur ;
- Mise en œuvre des résultats du plan Directeur Informatique sur la teneur de la mobilisation des recettes et la gestion des risques ;
- L'accélération de la dématérialisation et de la digitalisation.

III.1.2 Pour la Direction Générale des Impôts

- Application des sanctions sur la facture normalisée ;
- Imposition des sociétés cotées en bourse ;
- Maîtrise de l'ensemble des contribuables à travers un enregistrement biométrique ;
- Mise en application du code unifié des impôts, douanes, taxes, redevances et droits du Pouvoir Central ;
- Extension du guichet unique « virtuel » de la déclaration et de paiement de l'impôt professionnel sur les rémunérations, des cotisations sociales et des contributions patronales sur les rémunérations aux autres CDI et aux CIS ;
- Extension de la télédéclaration de la TVA dans les autres services opérationnels non couverts ;
- Finalisation du développement et déploiement du logiciel intégré de gestion de l'impôt à la DGI à travers le pays et dans tous les services opérationnels non couverts ;
- Déploiement et utilisation du module « analyse automatisée des risques » dans le logiciel de la DGI ;
- Intensification du recouvrement des soldes débiteurs ;

III.1.3 Pour la Direction Générale des Douanes et Accises

- Installation et opérationnalisation des ponts bascules ;
- Mise en œuvre optimale du système de traçabilité des produits et services soumis au paiement des droits d'accises (STDA) ;
- Opérationnalisation du dispositif d'évaluation de la valeur des véhicules importés ;
- Opérationnalisation des bureaux de douane mobile dans les points de passage importants ;
- Poursuite de la mise en œuvre le manuel de procédure de contrôle et d'instruction des contentieux ;
- Utilisation optimale du dispositif d'évaluation du contrôle fiscal ;
- Déploiement et opérationnalisation du module de suivi de l'apurement des quantités de marchandises importées en exonération des droits et taxes ;
- Opérationnalisation des bureaux des contrôles juxtaposés dans les postes douaniers ;
- Déploiement du logiciel GELEC sur les droits d'accises ;
- Mettre en œuvre le système « Asycuda Performance Measurement » (ASYPM) pour l'évaluation du personnel douanier ;
- Suppression ou limitation strictement les exonérations de droits de douane et de TVA sur les importations de friperie par les ONG et les missions diplomatiques ;
- Informatisation et utilisation effective du logiciel SYDONIA dans les 17 bureaux de douane restants ;

- Réduction progressive de la fiscalité négative sur les produits pétroliers, notamment par la restauration des droits d'accises dans la structure des prix des produits pétroliers destinés aux sociétés minières ;
- Relèvement des droits d'accises par le relèvement des droits sur les articles et ouvrages en matière plastique, les véhicules de tourisme et de transport ;
- L'opérationnalisation du programme 2026-2028 de modernisation de la DGDA.

III.1.4 Pour la DGRAD

- Mise en œuvre le manuel de procédure de contrôle et d'instruction des contentieux ;
- Mise en œuvre du dispositif d'évaluation du contrôle fiscal ;
- Renforcement du contrôle fiscal ;
- Déploiement de la plate- forme télédéclaration pour les actes perçus par la DGRAD, en commençant par les services d'assiette à fort enjeu ;
- Implémentation des logiciels dédiés pour la détermination de l'assiette dans les services d'assiette ;
- Déployer le réseau de connexion E-TAX.

III.2 Politique en matière des dépenses

Sur la période 2027-2029, le Gouvernement entend accélérer les efforts de rationalisation et d'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la dépense publique en vue de dégager plus de marge budgétaire, notamment par la mise en œuvre au cours de la période de la nouvelle politique salariale, le renforcement de la discipline budgétaire, la poursuite de la réduction du train de vie des institutions, l'amélioration des allocations et de l'exécution des investissements publics ainsi que par le renforcement du contrôle de l'exécution des cadres budgétaires.

Il poursuivra son attention dans les secteurs sociaux et les dépenses sociales en renforçant leur couverture, leur niveau et leur efficacité, notamment la Couverture santé universelle, la gratuité de l'enseignement de base et la protection sociale. L'idéal est d'accroître progressivement le taux de scolarisation et de baisser le taux de mortalité maternel et infanto-juvénile.

La politique d'investissements devra favoriser le financement des Infrastructures, tout en veillant à leur adéquation avec le cadre budgétaire et les plafonds alloués afin de prévenir les dépassements importants. Il sera également question de poursuivre la mise en œuvre des grands projets d'investissements amorcés, notamment le PDL-145 Territoires et mettre en œuvre de nouveaux à grand impact socioéconomique.

Le Gouvernement reste résolu au cours de la période à mettre en œuvre la nouvelle politique salariale devra promouvoir plus d'efficacité, d'équité et de justice tout en veillant à préserver la viabilité budgétaire de la masse salariale.

Une attention sera également maintenue dans le secteur de la Sécurité.

III.3 Politique d'endettement

Le financement des actions du Gouvernement au cours de la période 2027-2029 s'inscrit dans la Stratégie de la dette à moyen terme (SDMT) 2026-2028. Celle-ci vise à : (i) financer les besoins de l'État à moindre coût tout en maintenant le risque associé au portefeuille de la dette publique dans les limites acceptables ; (ii) contribuer au développement du marché intérieur des Titres d'Etat.

Les principales mesures ou opérations financières et réformes structurantes ayant un impact indirect mais déterminant sur la croissance sont les suivantes : (i) Réduction du risque de change ; (ii) Allongement de la maturité de la dette intérieure ; (iii) Recours accru aux financements concessionnels ; (iv) Développement du marché domestique des titres publics ; (v) Émission d'un Eurobond de 1,5 milliards USD (2026) ; (vi) Programme d'infrastructures (routes – 1200 km).

III.4 Partenariat Public-Privé (PPP)

Au cours de la période 2027-2029, le Gouvernement entend recourir au PPP afin de garantir un financement plus exhaustif des infrastructures publics. Le Gouvernement veillera à la minimisation des risques liés aux passifs conditionnels inhérents à ce mode de financement, en vue de ne pas exercer des pressions sur les finances publiques.

III.5 Principales actions sectorielles 2027-2029

Sur l'horizon 2027-2029, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre des projets dont la maturité s'étend jusqu'en 2029, également les projets à impact socioéconomique déclinés lors de la revue des politiques publiques tenue en avril 2025 en lien avec le programme du Gouvernement.

III.5.1 Secteurs productifs et des infrastructures

III.5.1.1 Agriculture, Pêche et Elevage

Dans le secteur de l'Agriculture, il est question de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie du Gouvernement consistant à la modernisation et au développement du secteur, conformément au Pilier 1, Axe 1.2.1 de son programme.

Les actions à mettre en œuvre permettront à accroître davantage la production des principales chaînes de valeur prioritaires, notamment le manioc, le maïs, le riz, les haricots, le soja et le poisson. Cette ambition repose sur des investissements ciblés dans les systèmes de production, la mécanisation, la transformation ainsi que l'amélioration de l'accès aux marchés, en vue de renforcer la productivité et la compétitivité du secteur.

III.5.1.1.1 Sous-secteur de l'Agriculture

Suivant la Stratégie de mise en œuvre de la revanche du sol sur le sous-sol, la politique du Gouvernement dans le secteur de l'Agriculture vise à promouvoir le développement du secteur agricole afin de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de réduire la pauvreté et de favoriser la création d'emplois agricoles.

A cet effet le Gouvernement ambitionne de faire de la République Démocratique du Congo un pays où une agriculture résiliente, moderne, durable et compétitive constitue le principal moteur de la croissance économique, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que du bien-être des populations. Cette vision repose sur une gestion responsable des terres, la valorisation du potentiel agricole national, le développement des chaînes de valeur et la réduction progressive de la dépendance de l'économie aux ressources minières grâce à l'agriculture.

La mise en œuvre de la stratégie de la revanche du sol sur le sous-sol repose sur cinq principales composantes, à savoir :

- (i) La semence, à travers l'élaboration d'une feuille de route nationale en matière de production, de certification et de conservation des semences ;
- (ii) Les fertilisants et pesticides, avec l'installation d'unités locales de production d'engrais et le renforcement du cadre réglementaire relatif à l'utilisation des pesticides ;
- (iii) La motorisation agricole, par la mise en place de brigades mécanisées et la conclusion de contrats avec des fournisseurs de tracteurs ;

- (iv) La production agricole, fondée sur l'appui aux petits producteurs et aux grands exploitants ainsi que sur la relance des cultures d'exportation telles que le café, le cacao et l'huile de palme ;
- (v) Le stockage et la commercialisation, à travers la création de Centres Agroalimentaires Pilotes (CAP) dans six grandes villes afin d'améliorer la conservation, la transformation et la valorisation des produits agricoles.

Les principales actions allant dans ce sens sont les suivantes :

- Autonomisation de l'entrepreneuriat agricole et rural sensible à la nutrition, inclusif et résilient au changement climatique (Projet AVENIR);
- Développement de la riziculture à Masina ;
- Appui aux centres multifonctionnels des femmes impliquées dans la transformation des produits agricoles, dans la Tshopo et le Kongo Central ;
- Mise en œuvre du Programme d'urgence d'autosuffisance alimentaire ;
- Construction des laboratoires d'analyse des semences du SENASEM et des centres de négoce agricole dans les provinces;
- Relance des parcs agro-industriels à Mbanza-Ngungu.
- Mise en œuvre du Programme de Transformation Agricole (PTA) à travers l'amélioration de la productivité agricole, la création d'emplois ruraux et le renforcement de la gouvernance du secteur agricole ;
- Poursuite du Projet d'Appui à l'Agriculture Durable (PAAD/PDL 145T) visant la mise à disposition de semences de qualité dans les 145 territoires pour les cultures vivrières ;
- Relance du Programme Volontariste Agricole (PVA) par la redynamisation des filières clés (manioc, maïs, riz et légumineuses) dans six provinces ;
- Renforcement du Programme de Production de Maïs de consommation destiné à approvisionner la ville de Kinshasa ;

III.5.1.1.2 Sous-secteur de Pêche et Elevage

Les principales actions envisagées dans le sous-secteur de la Pêche et de l'Élevage s'articulent autour des axes d'intervention suivants :

- Acquisition et diffusion de géniteurs améliorés de volailles ;
- Acquisition d'équipements pour quatre provenderies ;
- Construction de deux débarcadères intégrés aux ports des pêcheurs de Moanda et Kalemie ;
- Réhabilitation du centre de pêche d'Aketi ;

- Implantation des pôles avicoles dans 8 provinces pilotes ;
- Développement l'aquaculture en cage flottante ;
- Renforcement et modernisation des flottes des bateaux de pêche ;
- Relance du secteur dans les zones affectées par la guerre en vue d'accroître les moyens de subsistance ;
- Acquisition de bateaux de pêche industriels neufs de 6, 9,12 et 16 mètres ;
- Construction des centres d'alevinages dans les Provinces ;
- Acquisition des équipements de vaccination pour le renforcement de la couverture zoo-vaccinale des animaux d'élevage dans les Provinces ;
- Construction des centres d'alevinages dans les provinces ;
- Construction des écloseries pour le développement de l'aquaculture ;
- Construction de mini laiteries dans les provinces ;
- Réhabilitation des infrastructures zoo sanitaires (laboratoire vétérinaire, cliniques vétérinaires, abattoirs...) ;
- Construction/Réhabilitation des infrastructures de transformation et de stockage des produits halieutiques et animaux.

III.5.1.2 Développement rural

Les actions envisagées au cours de la période 2027-2029 dans le secteur de Développement rural s'inscrivent dans la poursuite de la mise en œuvre de la politique nationale de développement rural qui vise la promotion de l'amélioration des conditions de vie des populations et des facteurs de productivité économique en milieu rural et périurbain.

En effet, à l'horizon 2035, le milieu rural congolais devrait se transformer en un espace plus productif, plus attractif des investissements privés et assurant l'amélioration, la protection et l'accroissement des revenus des paysans, tout en garantissant l'accès aux services publics de base.

Les principales orientations stratégiques du secteur se résument dans les trois axes suivants : (i) le renforcement des capacités du développement rural, la bonne gouvernance, le leadership et la coordination sectorielle ; (ii) l'amélioration des conditions de productivité et de la qualité de vie en milieu rural ; et (iii) la mise en œuvre des activités transversales et durables.

À travers ces orientations, l'État entend réduire les disparités spatiales, accroître la résilience des populations rurales et favoriser la diversification de l'économie nationale, en positionnant le milieu rural comme un levier essentiel de croissance.

Pour la période 2027–2029, les actions prioritaires visant à opérationnaliser les orientations stratégiques du secteur et à impulser une transformation durable des territoires ruraux, se résument comme suit :

- Modernisation des villages (PAMОВI) ;
- Appui au développement intégré de l'économie rurale (PROADER) ;
- Electrification périurbaine et rurale (PERUR) ;
- Intensification de la production des fruits et légumes en milieu rural et périurbain ;
- Construction des centres de développement intégré pilotes et de 26 ouvrages d'apprentissage et d'expérimentation ;
- Construction des centres de négoce rural et des unités de transformation, de conservation et de conditionnement dans les zones d'influence de ces centres ;
- Réhabilitation des routes de desserte agricole, des pistes rurales et des cours d'eau ;
- Approvisionnement en eau potable en milieu rural ;
- Electrification rurale ;
- Aménagement de l'habitat rural ;
- Promotion de la chaîne de valeur ajoutée de l'économie rurale.
- Poursuite de la mise en œuvre du PDL 145-T dans certains territoires ;
- Construction, aménagement et entretien des routes de desserte agricole.

III.5.1.3 Industrie

Dans le secteur de l'industrie, le Gouvernement entend poursuivre la modernisation du tissu industriel national, en mettant un accent particulier sur la transformation locale des matières premières, notamment agricoles, en vue de renforcer la valeur ajoutée domestique.

À cet effet, pour la période 2027–2029, les principales actions de politique du secteur à mettre en œuvre sont :

- Acquisition d'un laboratoire de contrôle qualité et de métrologie légale ;
- Numérisation des services du secteur industriel ;
- Réhabilitation des industries en difficulté (CINAT, SOTEXKI, BUKANGA LONZO) ;
- Projet d'appui au développement du secteur privé et à la création d'emplois ;

- Relance des parcs agro-industriels ;
- Création de nouvelles unités de recyclage des déchets industriels ;
- Poursuite de l'implantation des Zones Economiques Spéciales (ZES) ;
- Implantation de l'usine de fabrication des panneaux préfabriqués dans la Ville de Kisangani ;
- Construction d'une usine pilote des emballages biodégradables dans la ZES de Maluku;
- Implantation et réhabilitation des unités textiles ;
- Construction d'une usine de fabrication des meubles en bois dans la zone pilote de Maluku ;
- Implantation des centres agro-alimentaires pilotes de Kimpese/Kongo-central, Kalemie/Tanganyika, de Goma/Nord Kivu, de Gongo/Bandundu ;
- Développement du « corridor INGA » ;
- Implantation d'une usine de production d'engrais phosphatés et organiques à Lukula dans le Corridor Bas Congo.

III.5.1.4 Petites et Moyennes Entreprises (PME)

Dans le secteur des PME, le Gouvernement poursuivra ses efforts en vue de promouvoir l'entrepreneuriat comme levier de création d'emplois et de richesses, tout en accordant une attention particulière au développement des PME agricoles, avec pour objectif la création de plus d'emplois.

A cet effet, pour la période 2027-2029, les principales actions à mettre en œuvre dans ce secteur s'articulent autour des projets suivants :

- Construction d'une galerie pilote moderne d'exposition et de vente des produits artisanaux à Kinshasa-Gombe ;
- Acquisition d'un site destiné à une ferme-école suivant le modèle SONGHAI au Kasai Central,
- Appui au développement du secteur privé et à la création d'emplois financé par la BAD ;
- Appui aux PME, particulièrement dans les provinces touchées par la guerre ;
- Construction / réhabilitation des coopératives agricoles modernes avec des moniteurs dans les 471 secteurs et 264 chefferies ;
- Appui à la transformation économique, entrepreneuriat féminin et modernisation des PME par l'emploi et la croissance (TRANSFORME) ;

- Création d'un centre pilote de développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises et des start-ups à Kinshasa.

III.5.1.5 Infrastructures et Travaux Publics

Au cours de la période 2027–2029, l'intervention du Gouvernement dans le secteur des infrastructures consistera à la poursuite de la modernisation des routes d'intérêt national et des voiries urbaines.

S'agissant des routes d'intérêt national, le Gouvernement prévoit de poursuivre la construction et le revêtement des axes reliant les chefs-lieux des provinces entre eux ainsi qu'à la ville de Kinshasa, tout en renforçant la connectivité du pays aux principaux corridors sous-régionaux et africains.

En ce qui concerne les voiries urbaines, les efforts seront orientés vers l'accélération de la modernisation du réseau urbain, avec pour objectif d'atteindre une proportion de 27 % de voiries modernisées à l'échelle nationale à l'horizon 2028.

Ainsi, au cours de la période concernée, les principales actions suivantes seront menées :

- Construction des voies d'accès au pont-route-rail entre Kinshasa et Brazzaville ;
- Projet d'Appui à la Connectivité de Transport (PACT) ;
- Aménagement de la Route nationale numéro 2 (tronçon Bukavu–Nyamukubi) ;
- Aménagement de cinq et de quatorze artères de la Ville de Kinshasa ;
- Construction des ponts sur les rivières Lubi et Mujila, dans le territoire de Miabi ;
- Réhabilitation et modernisation de 750 Km de la RN4 (Tronçon Kinsangani-Beni)
- Réhabilitation de 300 Km de la route urbaine à Kinshasa ;
- Finalisation d'une rocade de 31 Km autour de Kinshasa, incluant échangeur et ponts ;
- Poursuite de la construction des routes et voiries retenues dans le cadre de contrat chinois (SICOMINES) ;
- Poursuite de la construction de la partie RDC du corridor de Lobito ;
- Soutien aux infrastructures urbaines dans les grandes villes, notamment à Kinshasa (voiries, drainage, ponts) ;
- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des routes, ponts et voiries ;
- Bitumage et modernisation du réseau routier d'intérêt général ;

- Poursuite de l'aménagement des voiries primaires, secondaires en vue de permettre une circulation fluide avec une signalisation adéquate des aires de stationnement, des systèmes d'éclairage public, des séparateurs et passerelles.

III.5.1.6. Gestion des terres et planification spatiale

La vision du Gouvernement en matière de gestion des terres et de planification spatiale, telle que définie dans son programme, vise à promouvoir un développement urbain durable, à renforcer la gouvernance foncière et à garantir la sécurisation des droits fonciers et immobiliers.

III.5.1.6.1. Sous-secteur des Affaires foncières

Dans le sous-secteur des Affaires foncières, les principales actions visées sont les suivantes :

- Informatisation, numérisation et sécurisation du système d'archivage cadastral et des titres immobiliers ;
- Appui à la Commission Nationale de la Réforme Foncière (CONAREF) ;
Création des écoles nationales du cadastre en vue de renforcer les capacités des administrations foncières ;
- Création de la réserve foncière ;
- Elaboration et mise à jour des plans cadastraux ;
- Réhabilitation et acquisition des infrastructures de gestion foncière ;
- Rationalisation et création des lotissements viables à travers le territoire National ;
- Création d'un cadre de dialogue permanent avec les communautés locales et les peuples autochtones pygmée.

III.5.1.6.2. Sous-secteur de l'Urbanisme

Au cours de la période 2027-2029, les actions suivantes seront menées :

- Création d'une plateforme juridique et cartographique d'immatriculation du patrimoine immobilier du domaine privé de l'État ;
- Construction de l'immeuble ABC / 45 logements (phase 1) ;
- Construction de 4.100 logements (phase 2) ;
- Construction de la Cité Etienne Tshisekedi à Mbuji-Mayi ;
- Construction et achèvement des logements de la Cité Millenium/Ville de Kinshasa ;
- Construction de 1.200 logements dans les 26 provinces ;

- Construction des logements sociaux et appui aux initiatives de construction de logements pour les groupes socioprofessionnels.

III.5.1.6.3. Sous-secteur de l'Aménagement du territoire (y compris Innovation de la Ville)

La politique du Gouvernement dans ce secteur s'oriente vers la modernisation des infrastructures, la création de nouvelles villes et l'amélioration de la répartition spatiale des activités humaines sur l'ensemble du territoire national. La réforme en cours vise, à cet égard, à renforcer la gouvernance territoriale, à promouvoir une gestion durable des terres et à améliorer la connectivité entre les provinces.

À ce titre, les principales actions à mettre en œuvre pour la période 2027–2029 s'articulent autour des projets suivants :

- Construction de cinq parkings payants en hauteur à Kinshasa ;
- Construction de haltes routières sur la Route nationale numéro 1 ;
- Elaboration du schéma national de l'aménagement du territoire ;
- Etudes de faisabilité pour la construction des carrefours commerciaux, des embarcadères et stations fluviales ;
- Etudes d'aménagements des terrains à affecter au domaine militaire ;
- Acquisition d'équipements géomatiques et cartographiques.

III.5.1.6 Transports

Pour la période 2027-2029, la politique du Gouvernement s'articule autour de plusieurs axes stratégiques visant à améliorer la mobilité, à réduire les embouteillages et à soutenir le développement économique.

Ainsi, il entend mener les principales actions suivantes sur la période :

1) Dans le sous-secteur routier

- Poursuite de la construction des péniches ;
- Poursuite de la réhabilitation des aéroports (Gemena, Bumba, Lisala, Gbadolite, Boende, Bandundu, Muanda, Matadi, Kikwit, Mbandaka et Tshikapa) ;
- Poursuite de la réhabilitation des infrastructures ferroviaires (Matadi-Kinshasa, Banana-Kinshasa, Ilebo-Lubumbashi et Kindu-Kabalo-Kamina) ;

- Acquisition des bus pour les sociétés TRANSCO.

2) Dans le sous-secteur fluvial, lacustre et maritime

- Opérationnalisation des 20 canots et quatre pousseurs acquis par le Gouvernement ;
- Réaménagement des ports (Matadi, Boma, Kalemie) et voies ferrées (ONATRA, SNCC) ;
- Construction du Port de MALUKU ;
- Construction du port d'allègement et transit du port en eau profonde de BANANA au pied du plateau de KINLAO (SOCIR) ;
- Acquisition de canots d'inspection et police de navigation maritime, fluviale et lacustre en RDC ;
- Finition de deux baliseurs d'affluent KINDU et KONGOLO ;
- Acquisition des navires en faveur de Ligne Maritime Congolaise ;
- Acquisition des équipements pour le chantier naval ;
- Réhabilitation des ports de Bumba et Aketi.

3) Dans le sous-secteur ferroviaire

- Acquisition de locomotives pour la Société Nationale des Chemins de fer du Congo (SNCC) ;
- Modernisation du chemin de fer Kinshasa-Matadi ;
- Construction de chemin de fer, tronçon Kisenso-Kimbaseke ;
- Etude de faisabilité pour la construction du nouveau chemin de fer Uélé Fleuve.

4) Dans le sous-secteur aérien

- Modernisation de l'aéroport international de N'Djili et construction ou modernisation de l'aéroport de Luano ;
- Réhabilitation des aéroports (Gemena, Bumba, Lisala, Gbadolite, Boende, Bandundu, Muanda, Matadi, Kikwit, Mbandaka, Tshikapa) ;
- Réhabilitation des infrastructures ferroviaires (Matadi-Kinshasa, Banana-Kinshasa, Ilebo-Lubumbashi, Kindu-Kabalo-Kamina) ;
- Acquisition et installation de centrale solaire hybride de 50 KVA des aérodromes INONGO ET NIOKI ;
- Acquisition des équipements d'observation Hydrométéorologique et Climatique.

III.5.1.7 Energie

Dans le secteur de l'énergie, le Gouvernement ambitionne d'accroître la production et la distribution d'électricité, ainsi que l'accès à l'eau potable, afin de poursuivre son objectif d'amélioration de la couverture des populations. Cette orientation stratégique repose sur l'extension des infrastructures énergétiques et hydrauliques, ainsi que sur la diversification du mix énergétique, notamment à travers le développement des énergies renouvelables.

1) Dans le sous-secteur de l'électricité

Dans le sous-secteur de l'électricité, les principales actions suivantes seront mises en œuvre au cours de la période 2027-2029 :

- Réhabilitation des centrales hydroélectriques de Ruzizi II ;
- Poursuite des projets hydroélectriques structurants (Inga III, Zongo II et Katende) ;
- Réalisation des lignes de transport et réseaux associés aux centrales de Katende et Kakobola ;
- Électrification des cités d'Aru, d'Aruwara et du centre de Sandowa ;
- Électrification de Kasai par la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 3 000 kWc, dans le territoire de Dilolo, province du Lualaba ;
- Electrification de Lushebere par extension du réseau de 500 KW dans le territoire de Masisi ;
- Electrification de la contrée de Ngobo et Yakoma par la construction de la Centrale hydroélectrique de 500KW, dans le territoire de Bondo (Bas-Uélé) ;
- Electrification par l'extension du réseau de 10.000 KW de Songololo centre, Songololo territoire et Lufu frontière ;
- Electrification de Nioki par la construction de la Centrale solaire photovoltaïque de 3.000 KWc, dans le Territoire de KUTU (Maindombe) ;
- Electrification de Kibali par la Construction de la Centrale Hydroélectrique de 10.000 KW, dans le Territoire de Dungu (Haut Uélé) ;
- Electrification de Fizi par la construction de la Centrale hydroélectrique Asangyala de 1.100 KW, dans le Territoire de Fizi (Sud-Kivu) ;
- Electrification de Punia centre par la construction de la Centrale solaire de Punia (Maniema) ;
- Electrification de la Ville de Inongo par la construction de la Centrale solaire photovoltaïque de 3.000 KWc, dans le Territ. De Kutu (Maindombe) ;

- Développement d'un réseau de lignes de transmission électrique de 330 KV (Zambie-Ceinture de cuivre RDC) ;
- Construction de la centrale électrique de Kakobola II pour une capacité de 10,5 MW ;
- Construction de mini et micro centrales hydroélectriques ;
- Implantation des centrales solaires photovoltaïques de 15 MW à Karawa dans le Nord Ubangi et de 10 MW ;
- Construction de la centrale hydroélectrique de KASUKU/Maniema et réseaux associés.

2) Dans le sous-secteur de l'eau

Dans le sous-secteur de l'eau, la politique du Gouvernement s'articule autour de quatre axes majeurs : (i) la mise en place d'un cadre institutionnel performant, apte à assurer efficacement ses fonctions normatives et réglementaires, tout en garantissant la protection des droits des usagers ; (ii) l'amélioration de la qualité du service public de l'eau ; (iii) la création d'un environnement propice à l'engagement d'opérateurs compétents ; et (iv) l'instauration d'un système de régulation efficace, indépendant et financièrement soutenable.

Pour la période 2027-2029, les principales actions afférentes à cette politique sont les suivantes :

- Étude du barrage sur la rivière Lukuga pour réguler le niveau du lac Tanganyika ;
- Construction du premier module de l'usine de Lemba Imbu et études de gestion intégrée des eaux urbaines ;
- Construction de nouvelles infrastructures de la REGIDESO ;
- Réhabilitation et extension des ouvrages d'alimentation en eau potable dans la ville d'Inkisi dans le Kongo Central ;
- Poursuite de la construction, de la réhabilitation et de la modernisation des réseaux de distribution d'eau ;
- Poursuite des raccordements sociaux en faveur des ménages.

III.5.1.8 Mines et Hydrocarbures

Dans ce secteur, la politique du Gouvernement vise à assurer une gestion durable des ressources naturelles, tout en maximisant les retombées socio-économiques issues de l'exploitation du secteur extractif.

À cet effet, le Gouvernement entend : (i) promouvoir l'image de la RDC en tant que destination crédible et attractive pour les investissements étrangers dans les secteurs miniers et des hydrocarbures ; (ii) renforcer les capacités institutionnelles et techniques de l'administration minière ; (iii) intensifier les activités de recherche géologique et minière ; et (iv) développer une industrie extractive compétitive, créatrice de valeur ajoutée.

Pour la période 2027-2029, le secteur prévoit mener les principales actions suivantes :

- Acquisition d'équipements et matériels d'exploration et de recherche géologique pour la certification des réserves minières ;
- Création d'une usine d'exploitation du lithium pour la promotion de la chaîne de valeur en RDC ;
- Interconnexion des services des mines, des banques commerciales et des Administrations financières ;
- Acquisition des matériels des laboratoires pour les provinces ;
- Acquisition des matériels pour la cartographie géologique à l'échelle 1/200 000 par télé-détection de 6 provinces (Bas-Uélé, Nord et Sud-Ubangi, Mongala, Tshuapa et Equateur) ;
- Création d'une base des données géologiques et minières ;
- Acquisition des équipements d'encadrement et de protection des artisanaux miniers ;
- Création d'une école de gemmologie et de taillerie des diamants ;
- Dégazage du Lac Kivu au niveau du Golf de Kabuno (stations 2 et 3 phase industrielle) ;
- Acquisition des matériels pour l'élaboration des cartes pétrolières et gazières ;
- Acquisition des matériels pour la production de l'hydrogène naturel ;
- Construction du pipeline national Moanda-Boma-Matadi ;
- Construction d'une raffinerie nationale moderne.

III.5.1.9 Télécommunications (PT-NTIC)

La politique du secteur des télécommunications s'articule autour des objectifs suivants : (i) le renforcement de la gouvernance sectorielle ; (ii) la modernisation et l'extension des infrastructures postales ; et (iii) la modernisation des infrastructures des technologies de l'information et de la communication, en vue d'améliorer la qualité et l'accessibilité des services.

Pour la période 2027-2029, l'atteinte de ces objectifs passera par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- Implantation de télécentres communautaires en milieu rural ;
- Connectivité des 145 territoires au réseau satellitaire de RENATELSAT, à partir du téléport de Moanda ;
- Acquisition d'émetteurs pour les quinze nouvelles provinces ;
- Acquisition d'équipements de suivi des médias congolais ;
- Le renforcement de la dorsale fibre optique et l'accès haut débit ;
- Implémentation des technopoles de développement dans les bureaux de postes et ce, sur toute l'étendue du Territoire national ;
- Construction des rings métropolitains ;
- Construction d'un centre de télécommunications de Kinshasa (R+50) ;
- Acquisition des équipements GATEWAY de contrôle de flux des appels et trafics des opérateurs concessionnaires et des infrastructures à fibre optique.

III.5.1.10 Numérique

La politique du Gouvernement dans le secteur du numérique vise à promouvoir l'inclusion numérique, à garantir un accès équitable aux outils digitaux et à accélérer la transformation numérique à l'échelle nationale, en vue de stimuler la croissance économique. Cette orientation repose sur des axes stratégiques tels que la modernisation des infrastructures de réseaux, la digitalisation des services publics et le développement de l'économie numérique.

Les principales actions à mettre en œuvre devront notamment contribuer à une amélioration du taux de pénétration de l'internet, afin de soutenir durablement la croissance économique.

Pour la période 2027-2029, il s'agit notamment de :

- Déploiement d'une infrastructure de confiance numérique (PKI+ solutions numériques);
- Acquisition d'un Data Center tiers au niveau national et d'infrastructures de cybersécurité ;
- Mise en place d'une plateforme de production et de génération de ressources en numérotation par technologie code-barres ;
- Appui aux plateformes digitales pour les services publics (e-gouvernement, santé, éducation) ;
- Etablissement d'une identité numérique et opérationnalisation du projet « Guichet Numérique » ;

- Poursuivre l'implémentation de l'intranet du Gouvernement et des institutions publiques ;
- Mise en place d'un portail numérique dans lequel sera répertorié un calendrier des évènements annuels pour une bonne visibilité du contenu culturel congolais ;
- Appui à la création et à la promotion d'un centre spécialisé de formation aux métiers numériques ;
- Acquisition d'infrastructures numériques.

III.5.1.11 Environnement et Développement durable

Pour la période 2027-2029, l'action du Gouvernement dans le Secteur de l'environnement s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement 2024–2028, du Programme d'Action du Gouvernement et des engagements convenus dans le Cadre de coopération RDC–ONU 2025–2029.

Ces avions visent à : (i) à promouvoir un développement durable et une croissance équilibrée des provinces, à travers le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion d'une croissance inclusive ; et (ii) à consolider la gouvernance environnementale.

Il s'agit principalement de :

- Renforcement du contrôle transfrontalier contre le commerce illégal des espèces protégées ;
- Construction d'un centre des technologies en bois énergie à Mampu ;
- Reboisement dans le cadre du projet « Jardin scolaire un milliard d'arbres ».
- Programme de collecte, traitement et entreposage des déchets dans les villes à forte concentration démographique (Kinshasa, Lubumbashi, Matadi) ;
- Evaluation et poursuite de la mise en œuvre de la contribution déterminée ;
- Opérationnalisation de l'Autorité de Régulation du Marché Carbone en RDC ;
- Réalisation des travaux de réhabilitation des ouvrages d'art, d'assainissement et stabilisation des sites érosifs et autres, pour le renforcement de la lutte antiérosive sur l'ensemble du territoire national ;
- Mise en place d'un mécanisme national de gestion des déchets ;
- Réalisation des travaux de réhabilitation et stabilisation des sites érosifs ;
- Réduction des risques des catastrophes et des impacts des risques associés au climat ;
- Implémentation des antennes du cadastre forestier à travers les 26 provinces ;

- Acquisition d'équipements et matériels pour mesurer le niveau de pollution ;
- Mise en place d'un système d'information sur les ressources en Eau ;
- Poursuite du processus de la catégorisation UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) des Aires protégées de la RDC.

III.5.1.12 Tourisme

Dans le secteur du tourisme, le Gouvernement poursuit l'objectif de valoriser le potentiel touristique national, en capitalisant sur la richesse et la diversité de ses atouts naturels et culturels.

Pour la période 2027-2029, les principales actions envisagées sont les suivantes :

- Poursuite de la réhabilitation, sécurisation et développement des infrastructures touristiques, notamment : le Site touristique de la N'sele (Kinshasa), Site touristique Lac Mukamba (Kasai Oriental), l'Hôtel du Lac Mai-Ndombe, Kitona (Leepens) de Masimanimba, le Site touristique de Lumumba (Haut-Katanga), la Cité royale de Bunkeya (Lualaba), la Maison du souvenir (Nsiamfumu/Kongo Central), le Lac vert (Goma/Nord Kivu), le Jardin zoologique de Kinshasa, la Route des esclaves (Kongo Central), etc. ;
- Réhabilitation et modernisation de la route des esclaves Muzelela ;
- Construction du bâtiment de l'Administration Nationale du Tourisme à N'SELE ;
- Implémentation des villages touristiques sur l'étendue du territoire national afin de créer la connectivité ;
- Réhabilitation du site de la Mangrove.

III.5.2 Secteurs sociaux

III.5.2.1 Santé

Conformément au Plan National de Développement Sanitaire et de Prévoyance Sociale (PNDS-PS 2024-2033), la politique du Gouvernement dans le secteur vise à : (i) Contribuer à la réduction de la morbidité et la mortalité de la population ; (ii) Promouvoir la protection sociale et la mitigation du risque financier afin d'améliorer l'accès aux services et soins de santé de qualité et (iii) Contribuer au développement socio-économique du pays dans un cadre multisectoriel.

Cet objectif s'articule autour de six axes stratégiques à savoir :

(i) L'amélioration des prestations des services de santé de qualité et continuité des soins dans une approche de soins de santé primaires avec un focus sur la santé communautaire ;

(ii) L'accroissement des financements et d'autres investissements pour une meilleure performance du système de santé ;

(iii) L'amélioration de la résilience du système de santé aux urgences et risques sanitaires ;

(iv) L'extension de la protection sociale et de la mitigation du risque financier ;

(v) L'amélioration de la fonctionnalité des industries de santé et création d'emplois en collaboration avec d'autres secteurs publics et privés et

(vi) Le renforcement de la gouvernance du système de santé et de la prévoyance sociale.

Pour la période 2027-2029, les principales actions à mener dans le sens de cette politique sont les suivantes :

- Acquisition et distribution des intrants nutritionnels de lutte contre la malnutrition pour les 26 provinces ;
- Programme de renforcement de l'offre et de développement de l'accès aux soins de santé ;
- Construction de 560 unités cliniques primaires dans les 145 territoires ;
- Construction et digitalisation de cinq nouveaux hôpitaux généraux de référence ;
- Acquisition et distribution des intrants de planification familiale (contraceptifs) ;
- Acquisition et distribution des intrants de sécurité transfusionnelle ;
- Acquisition des vaccins traditionnels et distribution des vaccins jusqu'au dernier kilomètre ;
- Acquisition et distribution des intrants de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme ;
- Renforcement de la résilience aux crises sanitaires à travers la prévention, préparation et riposte aux épidémies et pandémies ;
- Renforcement des industries de santé et création de l'emploi en collaboration avec le secteur privé ;
- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des hôpitaux et centres de santé ;
- Poursuite des projets spécifiques des Provinces et ETD dans le cadre du PDL-145 T ;
- Poursuite de la réfection et l'équipement des hôpitaux généraux de référence des chefs-lieux des provinces ;

- Appui aux Hôpitaux généraux de référence, au Centre national de Lutte contre le cancer et à la Croix rouge du Congo et aux autres structures pour la prise en charge des maladies chroniques ;
- Opérationnalisation du centre des opérations d'urgences pour la couverture des actions d'urgences et d'épidémies dans le délai ;
- Construction et équipement d'un laboratoire pour la lutte contre la Drépanocytose.

III.5.2.2 Education

Dans le secteur de l'éducation, au cours de la période 2027–2029, le Gouvernement entend poursuivre la mise en place d'un système éducatif performant, inclusif et équitable, apte à contribuer efficacement au développement du pays, au renforcement de la citoyenneté ainsi qu'à la promotion de l'éthique du travail.

III.5.2.2.1 Education nationale (EPST)

Dans le sous-secteur de l'EPST, le Gouvernement poursuivra, au titre de la période 2027–2029, la mise en œuvre de la politique de gratuité de l'enseignement de base, complétée par des mesures visant à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves ainsi que les conditions de travail des enseignants.

Les actions à mener s'articuleront autour des axes suivants : (i) le développement des infrastructures scolaires ; (ii) la réforme des programmes éducatifs ; (iii) l'amélioration de la gouvernance et de la gestion du système éducatif ; (iv) le renforcement des capacités du corps enseignant ; et (v) la transformation globale du système éducatif.

Il s'agit des principales des actions suivantes :

- Acquisition des pupitres dans 2000 écoles de la République ;
- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des infrastructures écolières ;
- Construction des écoles dans le pays dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du PDL-145 Territoires ;
- Acquisition des équipements éducatifs ;
- Construction des centres de ressource pour la formation continue des enseignants en provinces ;
- Appui aux cantines scolaires ;

- Prise en charge de frais de minerval dans le cadre de la poursuite de la gratuité de l'enseignement ;
- Prise en charge et accompagnement psychosociale des élèves traumatisés marqués par divers troubles dans les zones en conflit et/ou post-conflit ;
- Poursuite du programme de mise à la retraite des enseignants.
- Intégration des technologies et de l'intelligence artificielle pour faciliter la correction des examens.

III.5.2.2.2 Enseignement Supérieur et Universitaire

L'action du Gouvernement dans ce sous-secteur, au titre de la période 2027–2029, vise à moderniser et à améliorer la qualité de l'enseignement à travers la mise en œuvre de plusieurs axes stratégiques. Elle met notamment l'accent sur le renforcement des mécanismes d'assurance qualité, en particulier à travers l'ANAQ-ESU, l'harmonisation des standards académiques, ainsi que la numérisation du système éducatif afin de faciliter l'accès aux ressources pédagogiques.

A cet effet, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Construction, réhabilitation et équipement des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire ;
- Construction d'un amphithéâtre et d'une bibliothèque à l'université de Bandundu dans la province du Kwilu ;
- Construction d'un bâtiment de 3 Auditoriums, 2 bureaux administratifs et des latrines au profit de l'ISTA LUKULA dans la Province de Kongo Central ;
- Construction des salles de cours au profit de l'IBTP Kisangani ;
- Rénovation du CNPP des Universités de Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi ;
- Construction des infrastructures académiques et administratives de l'Institut supérieur de pêche de Moanda.

III.5.2.2.3 Recherche scientifique et innovations technologiques

Sur la période 2027–2029, le Gouvernement entend poursuivre et intensifier ses actions en faveur du développement de la recherche scientifique, à travers le renforcement du cadre institutionnel, la modernisation des infrastructures et la valorisation des innovations, en vue d'accroître leur contribution au développement national.

Pour ce faire, il entend mener les principales actions suivantes :

- Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures immobilières des Institutions de Recherche ;
- Construction d'un centre de diagnostic multidisciplinaire et radiothérapie ;
- Acquisition des équipements technico-scientifiques des institutions ciblées ;
- Réhabilitation de l'INERA, OVG, CRGM ;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation et le redémarrage du réacteur du centre nucléaire de Kinshasa ;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation des cartes monographiques ;
- Mise à jour des cartes de 145 territoires et modernisation des Atlas ;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation des cartes monographiques, mise à jour des cartes de 145 territoires et modernisation des Atlas ;
- Acquisition d'un satellite ;
- Appui au programme AISTIADUA-NEPAD et à l'Observatoire des mouvements des volcans (OVG) ;
- Construction de l'École nationale supérieure des sciences et techniques nucléaires du Commissariat Général à l'Energie Atomique (CGEA) ;
- Construction du Centre de radiopharmacie du CGEA.

III.5.2.2.4 Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Dans ce secteur, le Gouvernement poursuit les objectifs s'articulant autour de l'impératif de doter chaque citoyen des compétences adaptées pour la diversification de l'économie et la construction d'une société productive et résiliente.

Conformément à la politique nationale de la formation professionnelle 2025-2034, l'objectif stratégique du secteur est de faire de la formation professionnelle un levier stratégique essentiel pour le développement économique inclusif et durable de la RDC, en garantissant son alignement sur les exigences dynamiques du marché du travail et accessible à tous les citoyens, contribuant ainsi à la création d'une classe moyenne qualifiée.

La politique s'articule autour de quatre (4) axes stratégiques majeurs, conçus pour répondre aux défis identifiés et capitaliser sur les opportunités existantes : (i) Accroître l'offre de formation professionnelle qualitative et pertinente ; (ii) Améliorer l'insertion socio-économique ; (iii) Renforcer les partenariats ; et (iv) Améliorer la gouvernance sectorielle.

A cet effet, les principales actions à mettre en œuvre au titre de la période 2027-2029 y afférentes sont les suivantes :

- Développement de centres de formation professionnelle (Kisangani, Kinshasa, Mbuji Mayi, Lubumbashi) ;
- Développement d'Infrastructures adaptées, par la construction des centres de formation professionnelle et d'apprentissage ainsi que par l'acquisition des équipements didactiques ;
- Renforcement des capacités des ressources humaines ;
- Digitalisation de la formation professionnelle ;
- Promotion de l'Entrepreneuriat ;
- Création d'un Observatoire de la formation professionnelle ;
- Acquisition de cinq tracteurs agricoles avec accessoires pour le centre pilote de Dumi à Kinshasa ;
- Réhabilitation des infrastructures de formation professionnelle de Gemena, Dumi et « Les Amis de Kawele » à Gbadolite.

III.5.2.3 Protection sociale

Conformément au Plan National de Développement Sanitaire et de Prévoyance Sociale (PNDS-PS 2024-2033), la politique du Gouvernement dans le secteur vise à : (i) Contribuer à la réduction de la morbidité et la mortalité de la population ; (ii) Promouvoir la protection sociale et la mitigation du risque financier afin d'améliorer l'accès aux services et soins de santé de qualité et (iii) Contribuer au développement socio-économique du pays dans un cadre multisectoriel.

III.5.2.3.1. Genre et Famille

La Stratégie Nationale d'Autonomisation Economique de la femme en République Démocratique du Congo 2025-2030 repose sur une vision ambitieuse et inclusive visant à réduire les inégalités entre les genres et à promouvoir le rôle économique des femmes comme moteur du développement durable.

Pour concrétiser cette vision, la stratégie s'articule autour des objectifs stratégiques qui consistent à améliorer l'accès des femmes aux ressources et opportunités économiques, mais également, à renforcer leur participation aux processus de décision et à éliminer les barrières structurelles qui entravent leur épanouissement.

Ainsi, les axes de l'autonomisation économique de la femme proposés dans le cadre de cette stratégie s'appuient sur : (i) l'amélioration de l'accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'acquisition des compétences, (ii) l'amélioration de l'accès des femmes aux opportunités économiques, et (iii) l'amélioration de la participation des femmes aux instances de prise de décisions en matière économique et politique.

Dans un même ordre d'idée, le Gouvernement en ce qui concerne la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre révisée, vise une société congolaise où aucune fille et aucun garçon, aucune femme et aucun homme, n'est victime des violences sexuelles basées sur le genre.

Le secteur comporte également une stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes dans le secteur agricole en RDC. Cette stratégie vise à l'horizon 2028, bâtir une économie agricole dynamique et inclusive en RDC dans laquelle les femmes auront un accès égal aux ressources productives, aux marchés et aux services financiers, et seront en mesure de participer pleinement et de manière autonome et durable à la vie économique du pays.

Pour matérialiser la vision susmentionnée, la stratégie se fonde sur trois axes prioritaires suivants : (i) promouvoir l'autonomisation sociale des femmes dans le secteur agricole ; (ii) renforcer l'autonomisation économique des femmes dans le secteur agricole ; et (iii) assurer l'autonomisation politique des femmes dans le secteur agricole.

Au regard de ce qui précède, les actions principales à entreprendre dans ce secteur au cours de la période 2027-2029 sont les suivantes :

- Création des bureaux d'écoute dans les établissements scolaires et universitaires pour assister les victimes des harcèlements et des violences sexuelles ;
- Insertion des femmes dans le marché du travail formel ;
- Accompagnement et promotion de la transition vers l'emploi formel des femmes exerçant une activité informelle, un emploi à domicile, un emploi dans une micro, petite ou moyenne entreprise ou dans le secteur agricole,
- Adoption et mise en œuvre des politiques macroéconomiques, sociales et en matière d'emploi sensibles au genre et qui favorisent une croissance inclusive, le plein emploi productif et un travail décent pour les femmes ;
- Amélioration du climat des affaires pour les femmes ;

- Promotion de l'accès à l'information technique, au renforcement des capacités techniques, à la formation, aux ressources, aux technologies et autres services agricoles ;
- Accroissement de l'accès des femmes à l'entrepreneuriat et au financement ;
- Facilitation de l'accès des femmes aux marchés et leur participation dans le développement des chaînes des valeurs ;
- Appui à l'autonomisation de la femme (PAAF-APCC).

III.5.2.3.2. Emploi et Travail

La vision du Gouvernement en matière d'emploi vise à faire de ce secteur un levier transversal stratégique, contribuant à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à la promotion d'un développement durable.

Les principales actions à mener pour la période 2027-2029 sont les suivantes :

- Renforcement de la couverture de l'ONEM par l'implantation des maisons d'emplois dans les 145 territoires ;
- Subvention de l'embauche du premier jeune sortant d'un programme de formation professionnelle et financée par le budget de l'Etat ;
- Promotion des créations d'emploi des jeunes grâce à la mise en place des incubateurs d'emploi ;
- Suivi de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- Mise en place d'un système d'information et d'analyse du marché du travail et création d'une base de données emplois ;
- Équipement de trois centres de formation de l'INPP à Maluku, au Tanganyika et à Lubumbashi ;
- Construction de centres de formation dans onze provinces ;
- Acquisition d'engins, de matériels et d'outillages agricoles pour la promotion des emplois ruraux dans douze provinces dans le cadre du Projet de Création d'Emplois et de Revenus (PROCER).

III.5.2.3.3 Affaires sociales

En ce qui concerne les Affaires sociales, la mise en œuvre de la politique sectorielle au titre de la période 2027-2029, passe par les actions ci-après :

- Acquisition des équipements et des mobiliers pour les centres de promotion sociale (centres de rattrapage scolaire, centres d'apprentissage des métiers et centres d'alphabétisation) ;
- Construction et réhabilitation des centres de rattrapage scolaire, d'apprentissage des métiers et d'alphabétisation ;
- Prise en charge des personnes de troisième âge ;
- Mise en place des filets sociaux en faveur des personnes et ménages en situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité ;
- Inclusion économique des personnes et ménages pauvres et vulnérables
- Promotion et encadrement des activités commerciales des personnes vulnérables particulièrement celles vivant avec handicap ;
- Mise en place et extension du Registre social unique, avec équipements et infrastructures techniques ;
- Projet de transformation urbaine et de création d'emplois à Kinshasa « KIN LA BELLE » ;
- Mise en place d'un dispositif logistique de stockage des kits humanitaires dans les provinces à haut risque.

III.5.2.3.4. Prévoyance sociale

Dans le secteur de prévoyance sociale, le Gouvernement entend promouvoir la protection financière de la population contre le risque financier lié à la maladie, l'assurance maladie avec un accent particulier sur le secteur informel.

Pour la période 2027-2029, le Gouvernement entend poursuivre, dans le cadre de la prévoyance sociale, la mise en œuvre des mesures visant à étendre la couverture sociale à l'ensemble des couches de la population, notamment à travers l'extension de la couverture santé universelle.

Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées :

- Poursuite de la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle (CSU) à l'assurance maladie de certaines catégories de la population (enseignants, retraités, militaires, retraités, policiers, invalides de guerre et de la police), des travailleurs régis par le code du travail, des élèves ainsi que des travailleurs de l'économie informelle ;
- Poursuite de l'opérationnalisation de l'Assistance Médicale de l'Etat (AME) dans les six provinces.
- Mise en œuvre du régime d'assistance médicale des personnes indigentes et vulnérables à travers l'acquisition de matériels pour l'identification et l'enregistrement.

III.5.2.3.6 Jeunesse, initiation à la nouvelle citoyenneté et cohésion nationale

La politique sectorielle de la jeunesse vise l'encadrement adéquat des jeunes afin de favoriser leur épanouissement, leur intégration sociale et leur participation active au développement national, dans un contexte de migration vers le budget-programme.

Cette politique s'articule autour de cinq (5) orientations stratégiques majeures ci-après :

- Renforcer les capacités institutionnelles ;
- Améliorer l'éducation à la nouvelle citoyenneté et à la vie courante ;
- Promouvoir les mouvements, associations et ONGS des jeunes ;
- Promouvoir le développement intégral des jeunes à travers l'entrepreneuriat, le volontariat, le partenariat constructif) ;
- Appuyer l'organisation, l'administration et la gestion des structures d'insertion des jeunes.

Pour la période 2027-2029, les actions à mener dans ce secteur sont les suivantes :

- Promotion et redynamisation des structures d'insertion et de réinsertion des jeunes ;
- Appui au développement de l'entrepreneuriat des jeunes ;
- Contribution au changement positif de la mentalité des adolescents et jeunes en particulier et de la communauté en général afin de participer au développement intégral du pays ;
- Appui aux financements des projets en faveur des mouvements associatifs des jeunes.

III.3.2.4. Fonction Publique

S'agissant de la Fonction publique, le Gouvernement vise à moderniser l'administration publique, à améliorer les conditions de travail des agents de l'État et à renforcer l'efficacité des services publics de la République.

Ainsi, pour la période 2027-2029, les actions du secteur se résument comme suit :

- L'amélioration de la Gestion des ressources humaines de l'État ;
- Le renforcement de l'efficacité et optimisation des services publics ;
- Le recensement des retraités et rentiers de l'Etat ;
- Production et délivrance de la carte de services sécurisée et de soins de santé des Agents de carrière de service publics de l'Etat ;
- Finalisation d'une nouvelle politique salariale plus équitable, rationnelle et inclusive ;
- Mécanisation des Agents de carrière des services publics de l'Etat non payés ;
- La poursuite de la mise à la retraite des cadres et agents éligibles ;
- Renforcement de la gestion du système de sécurité sociale du personnel de carrière des services publics.

III.3.2.5. Sports

Dans le secteur des sports, le Gouvernement entend poursuivre la promotion de la pratique sportive en tant que levier de rayonnement du pays et d'amélioration de la santé de la population congolaise. À cet effet, il vise à moderniser les infrastructures sportives et à renforcer la compétitivité des athlètes congolais sur les scènes nationale et internationale.

Pour la période 2027-2029, le Gouvernement entend mener les principales actions suivantes :

- Poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures sportives ainsi que des loisirs dans toutes les provinces ;
- Appui au centre national de médecine du sport, au comité national antidopage congolais et à l'Association des Fédérations Africaines de Basketball ;
- Acquisitions d'équipements médico-sportifs ;
- Appui aux 12 fédérations sportives ;
- Relance des jeux congolais et provinciaux ;
- La formation des inspecteurs de loisirs à Kinshasa et dans les chefs-lieux des provinces.

III.3.2.6. Culture et Arts

Au cours de la période 2027–2029, le Gouvernement entend impulser une nouvelle dynamique au secteur de la culture et des arts, à travers une politique orientée à la fois vers l'innovation et la préservation du patrimoine. Cette stratégie repose sur la modernisation des infrastructures culturelles, la promotion de la culture ainsi que le développement des industries culturelles et créatives.

Pour ce faire, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Mise en œuvre du programme SOFT POWER ;
- Promotion de la production des films, les rencontres artistico-culturelles en vue du marketing de l'image positive du pays ;
- Construction d'un marché moderne national des œuvres d'art ;
- Réhabilitation de la salle MONGITA ;
- Inventaire des biens culturels dans les 26 provinces de la RDC ;
- Réhabilitation et réfection d'édifices et d'immeubles du centre culturel congolais le Zoo ;
- Construction des Centres de formation des langues Nationales ;
- Construction des maisons de culture dans deux provinces pilotes (Kinshasa et Mongala);
- Construction des centres culturels Congolais à l'étranger (Bruxelles, Paris, Dakar, Abidjan...) ;
- Construction et implantation des ludothèques en RDC ;
- Construction des centres relais d'entreposage de patrimoine culturel subaquatique.

III.5.3 Secteur de souveraineté

Dans ce secteur, pour la période 2027-2029, le Gouvernement entend poursuivre la consolidation des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), sa politique de la diplomatie, la lutte contre l'insécurité et la délinquance juvénile, particulièrement dans les grandes villes ainsi que la gouvernance judiciaire et sécuritaire.

III.5.3.1 Défense

Dans le secteur de la Défense, conformément aux axes stratégiques définis dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2024–2028, les principales initiatives à mettre en œuvre au titre de la période 2027–2029 s'articulent autour des actions suivantes :

- Poursuite de l'amélioration de la solde allouée aux militaires ;
- Création des unités d'élite bien formées et bien équipées ;
- Mise en place de la réserve de l'armée ;

- Poursuite du désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation pour la réinsertion sociale des démobilisés ainsi que la lutte contre la prolifération des armes incontrôlées dans le cadre du programme DDRCS ;
- Acquisition des équipements et matériels militaires adaptés aux menaces actuelles et futures ;
- Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures militaires ;
- Intensification des opérations militaires ciblées contre les groupes armés ;
- Dégagement et recrutement des militaires ;
- Poursuite de la réhabilitation des bases militaires ;
- Acquisition d'équipements pour l'interconnexion de 54 sites militaires pour le déploiement du réseau SD-WAN.

III.5.3.2 Sécurité intérieure

En ce qui concerne la sécurité intérieure, les principales actions suivantes devront être menées pour la période 2027-2029 :

- Réhabilitation bâtiment centre Médical ANR Bandalungwa ;
- Réhabilitation et réfection des ouvrages et des édifices Etat –Major ANR /Kinshasa ;
- Construction bâtiment Centres Médical ANR Directions Provinciales ;
- Recensement général de la population et de l'habitat ;
- Modernisation des services de l'Etat civil en RDC ;
- Installation des comités locaux de sécurité (CLS) dans les 145 territoires, en vue de renforcer la gouvernance sécuritaire ;
- Construction des centres pilotes de formation en provinces ;
- Acquisition des équipements de vidéo surveillance pour la sécurisation des Villes (Kinshasa, Kongo central et Haut Katanga) ;
- Construction et réhabilitation des quartiers généraux, des camps, des casernes et des structures médicales pour la PNC dans l'optique d'assurer la police de proximité ;
- Construction des commissariats dans toutes les provinces ;
- Construction de la base opérationnelle GMI Kongo-Central ;
- Formation régulière des policiers au sein des écoles de police et de l'académie de police;
- La poursuite d'appui à la réforme de la police dans sa troisième phase ;
- Acquisition des équipements, des outils de surveillance modernes et de la logistique au profit de la PNC ;

- Mise en place d'un système intégré de gestion des services de sécurité et d'immigration en RDC.

III.5.3.3 Justice et Pouvoir judiciaire

Dans le secteur de la Justice, conformément à la politique nationale de réforme de la Justice 2025-2035, l'action du Gouvernement vise particulièrement la mise en place d'une politique axée sur les résultats, la modernisation des infrastructures et l'équipement du système judiciaire sur toute l'étendue du territoire national ainsi que le renforcement des capacités des acteurs de la justice.

La stratégie du secteur repose sur les axes suivants : (i) accès au droit et à une justice de qualité pour tous ; (ii) indépendance du pouvoir judiciaire ; (iii) administration de la justice ; (iv) protection des droits et libertés fondamentaux de la personne ; (v) climat des affaires par une justice adaptée ; (vi) coordination, suivi et évaluation, (vii) Partenariat et mobilisation des ressources.

Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées au cours de la période 2027-2029 :

- Modernisation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- Déploiement de la justice de proximité (audiences foraines, cartographie judiciaire);
- Renforcement de la formation des acteurs judiciaires ;
- Construction de palais de justice et installation de chambres spécialisées (infractions économiques, discipline) ;
- Digitalisation des services judiciaires par l'acquisition de logiciels de gestion électronique des données ;
- Réhabilitation des hôpitaux des prisons centrales ;
- Poursuite de construction des tribunaux de commerce dans les chefs-lieux des provinces ;
- Construction des prisons (Lisala,Bumba ,Matadi,Mbanza-Ngungu,Boma et Kamina ; Réhabilitation des prisons centrales (Madadi et Kipushi) ;
- Construction d'une maison d'arrêt sur le site EGEE Mbeseke-Futi ;
- Réhabilitation des pavillons 3, 4 et 6 du bâtiment administratif de la Prison centrale de Makala ;
- Construction du mur de clôture de la prison urbaine de boma et rehabilitation de 20 cellules de détention.

IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2027-2029

Ce point présente l'évolution des finances publiques au cours de la période 2027-2029, sur la base des objectifs macroéconomiques retenus ainsi que des orientations de politiques publiques et budgétaires préconisées pour ladite période, telles que résumées au point III du présent document.

IV.1 Evolution des dépenses

La programmation budgétaire 2027-2029 projette les dépenses totales du Pouvoir central hors dettes à **182.007,4 milliards de FC**, dont **54.988,4 milliards de FC** au titre de l'exercice 2027. Les dépenses des Provinces sont estimées à **37.388,2 milliards de FC**, tandis que celles des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) s'élèveraient à **1.755,6 milliards de FC** sur la période sous revue.

Au total, les dépenses publiques consolidées atteindraient **221.151,1 milliards de FC** sur l'ensemble de la période 2027-2029.

Cette évolution traduit la volonté du Gouvernement de soutenir la mise en œuvre des politiques publiques prioritaires, tout en préservant les équilibres budgétaires et la soutenabilité des finances publiques.

Tableau 15 : Dépenses totales par niveau de gouvernance de 2027-2029 (en milliards de FC)

Niveau de Pouvoir	2026				2027		2028		2029		Total 2027 - 2029	Moyenne 2027 - 2029
	LF	% PIB	EST	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		
Pouvoir Central (hors dettes)	52 275,7	19,4	48 855,0	17,5	54 988,4	17,5	59 691,4	17,0	67 327,6	17,1	182 007,4	60 669,1
Provinces	10 127,7	3,8	10 127,7	3,6	11 275,9	3,6	12 565,3	3,6	13 546,9	3,4	37 388,2	12 462,7
Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	419,2	0,2	419,2	0,2	546,1	0,2	584,3	0,2	625,2	0,2	1 755,6	585,2
Total	62 822,7	23,3	59 402,0	22,1	66 810,4	21,2	72 841,0	20,7	81 499,7	23,2	221 151,1	73 717,0

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir Central

Comme l'illustre le tableau 16 ci-après, les dépenses totales cumulées du Pouvoir central sur la période 2027-2029 s'établiraient à **182.007,4 milliards de FC**, dont **162.721,4 milliards de FC** au titre du budget général

Tableau 16 a. Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2027 à 2029 (en milliards de FC)

Nature	2026				2027		2028		2029		CUMUL 2027 - 2029	Moyenne 2027 - 2029
	LF	% PIB	EST	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		
DEPENSES (Hors BA et CS)	46 909,2	17,4	43 409,5	15,6	49 300,5	15,6	53 605,4	15,3	60 815,5	15,4	163 721,4	54 573,8
DEPENSES COURANTES	24 223,8	9,0	24 622,8	8,8	28 106,1	8,9	30 492,3	8,7	34 412,8	8,7	93 011,2	31 003,7
Frais financiers	907,8	0,3	1 153,4	0,4	1 537,0	0,5	2 009,2	0,6	2 275,8	0,6	5 822,1	1 940,7
Rémunération	13 552,6	5,0	13 654,9	4,9	15 314,5	4,9	16 540,8	4,7	18 548,1	4,7	50 403,4	16 801,1
Fonctionnement	5 472,5	2,0	5 276,4	1,9	6 035,4	1,9	6 384,8	1,8	7 670,0	1,9	20 090,2	6 696,7
Transferts et interventions de l'Etat	4 290,8	1,6	4 538,1	1,6	5 219,2	1,7	5 557,5	1,6	5 919,0	1,5	16 695,6	5 565,2
DEPENSES EN CAPITAL	16 006,5	5,9	10 548,3	3,8	13 722,0	4,4	14 844,5	4,2	17 629,0	4,5	46 195,5	15 398,5
sur ressources propres	4 640,1	1,7	4 968,6	1,8	6 502,8	2,1	8 770,0	2,5	10 812,2	2,7	26 084,9	8 695,0
sur ressources extérieures	11 366,4	4,2	5 579,8	2,0	7 219,2	2,3	6 074,5	1,7	6 816,9	1,7	20 110,5	6 703,5
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	6 679,0	2,5	8 238,4	3,0	7 472,5	2,4	8 268,6	2,4	8 773,6	2,2	24 514,7	8 171,6
BUDGETS ANNEXES	962,3	0,4	892,1	0,3	179,3	0,1	191,9	0,1	205,3	0,1	576,5	192,2
COMPTES SPECIAUX	4 404,2	1,6	4 553,5	1,6	5 508,6	1,7	5 894,2	1,7	6 306,8	1,6	17 709,5	5 903,2
DEPENSES POUVOIR CENTRAL	52 275,7	19,4	48 855,0	17,5	54 988,4	17,5	59 691,4	17,0	67 327,6	17,1	182 007,4	60 669,1

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 16 b. Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2027 à 2029 (en pourcentage)

Pilier	2026 EST			2027			2028			2029		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
DEPENSES (Hors BA et CS)	88,9	-7,5	124,7	89,7	5,1	122,6	89,8	8,7	116,5	90,3	13,5	116,4
DEPENSES COURANTES	50,4	1,6	70,7	51,1	16,0	69,9	51,1	8,5	66,2	51,1	12,9	65,9
Frais financiers	2,4	27,1	3,3	2,8	69,3	3,8	3,4	30,7	4,4	3,4	13,3	4,4
Rémunération	27,9	0,8	39,2	27,9	13,0	38,1	27,7	8,0	35,9	27,5	12,1	35,5
Fonctionnement	10,8	-3,6	15,2	11,0	10,3	15,0	10,7	5,8	13,9	11,4	20,1	14,7
Transfertetinterventiondel'Etat	9,3	5,8	13,0	9,5	21,6	13,0	9,3	6,5	12,1	8,8	6,5	11,3
DEPENSES EN CAPITAL	21,6	-34,1	30,3	25,0	-14,3	34,1	24,9	8,2	32,3	26,2	18,8	33,7
sur ressources propres	10,2	7,1	14,3	11,8	40,1	16,2	14,7	34,9	19,1	16,1	23,3	20,7
surressources extérieures	11,4	-50,9	16,0	13,1	-36,5	18,0	10,2	-15,9	13,2	10,1	12,2	13,0
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	16,9	23,3	23,7	13,6	11,9	18,6	13,9	10,7	18,0	13,0	6,1	16,8
BUDGETS ANNEXES	1,8	-7,3	2,6	0,3	-81,4	0,4	0,3	7,0	0,4	0,3	7,0	0,4
COMPTES SPECIAUX	9,3	3,4	13,1	10,0	25,1	13,7	9,9	7,0	12,8	9,4	7,0	12,1
DEPENSES POUVOIR CENTRAL	100,0	-6,5	140,3	100,0	5,2	136,8	100,0	8,6	129,7	100,0	12,8	128,9

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Les dépenses courantes se chiffreraient à **93.011,2 milliards de FC** sur la période 2027-2029, soit une moyenne annuelle de **31.003,7 milliards de FC**. Elles couvriraient principalement les charges de rémunération des agents et fonctionnaires de l'État, dont l'enveloppe progresserait à un rythme moyen annuel de **10,8 %**. Sur l'ensemble de la période, les dépenses de rémunération représenteraient en moyenne **4,8 % du PIB**.

S'agissant des dépenses de fonctionnement des ministères, celles-ci progresseraient de **16,8%** l'an, en lien avec le renforcement des allocations en faveur des principaux secteurs prioritaires, notamment l'Intérieur, la Défense, les Affaires étrangères ainsi que les secteurs sociaux. En valeur nominale, elles passeraient de **3.243,2 milliards de FC** en 2027 à **4.220,5 milliards de FC** en 2029.

Les dépenses en capital seraient principalement orientées vers les secteurs sociaux, les infrastructures de base et les autres secteurs porteurs de croissance, conformément aux priorités définies dans le Programme d'Actions du Gouvernement, afin de soutenir la transformation économique et le développement du pays. Globalement, elles représenteraient en moyenne **4,4% du PIB** sur la période 2027-2029. En termes nominaux, elles passeraient de **13.721,9 milliards de FC** en 2027 à **17.629,0 milliards de FC en 2029**.

Les dépenses en capital financées sur ressources propres représenteraient, quant à elles, **2,4%** du PIB sur la période 2027-2029. En valeur nominale, elles se situeraient à **26.084,9 milliards de FC** sur l'ensemble de la période, dont **6.502,8 milliards de FC** en 2027.

Dans le cadre des efforts visant à restaurer la sécurité dans la partie Est du pays et à assurer la protection des personnes et de leurs biens, les dépenses sécuritaires atteindraient **21.024,2 milliards de FC** sur la période 2027-2029, soit **6.614,1 milliards de FC** en 2027.

Par ailleurs, les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux enregistreraient des taux d'accroissement annuels moyens respectifs de **7 %** et de **11,7 %** sur la période 2027-2029.

IV.1.2 Évolution des dépenses des Provinces

Les dépenses des Provinces sont projetées à **37.388,2 milliards de FC** sur la période 2027-2029, soit une moyenne annuelle de **12.462,7 milliards de FC**. Elles se composeraient des dépenses du Budget général, estimées à **36.179,9 milliards de FC**, et des dépenses des Budgets annexes, évaluées à **1.208,3 milliards de FC**. En 2027, ces dépenses se situeraient à **11.275,9 milliards de FC**.

Ces projections sont retracées dans le tableau 17 ci-dessous, qui présente l'évolution des dépenses provinciales au cours de la période 2027-2029. Il en ressort que les dépenses en capital des Provinces atteindraient en moyenne **7.057,9 milliards de FC** sur la période prévisionnelle, traduisant l'effort attendu en matière d'investissements publics provinciaux. Les dépenses courantes, quant à elles, s'élèveraient en moyenne à **5.404,8 milliards de FC**.

Tableau 17.A : Evolution des dépenses des provinces de 2027-2029 (en milliards de FC)

Pilier	2026	2027	2028	2029	Total 2027 - 2029	Moyenne 2027 - 2029
	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.		
BUDGET GENERAL	9 798,1	10 906,7	12 161,6	13 111,6	36 179,9	12 060,0
Dépenses courantes	4 424,5	4 957,1	5 417,1	5 840,3	16 214,4	5 404,8
Dépenses en capital	5 703,2	6 318,9	7 148,2	7 706,6	21 173,7	7 057,9
BUDGETS ANNEXES	329,6	369,2	403,7	435,3	1 208,3	402,8
TOTAL DEPENSES PROVINCES	10 127,7	11 275,9	12 565,3	13 546,9	37 388,2	12 462,7

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 17.B : Evolution des dépenses des provinces de 2027-2029 (en pourcentage)

Pilier	2026			2027			2028			2029		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
BUDGET GENERAL	96,7	31,1	113,9	96,8	35,1	113,9	96,7	11,5	113,9	96,8	7,8	113,9
Dépenses courantes	43,7	31,1	51,4	41,7	41,5	51,4	44,0	9,3	50,7	43,1	7,8	50,7
Dépenses en capital	56,3	31,1	66,3	55,1	38,2	66,3	56,0	13,1	66,9	56,9	7,8	66,9
BUDGETS ANNEXES	3,3	31,1	3,8	3,2	36,9	3,8	3,3	9,3	3,8	3,2	7,8	3,8
TOTAL DEPENSES PROVINCES	100,0	31,1	117,7	100,0	35,1	117,7	100,0	11,4	117,6	100,0	7,8	117,6

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.1.3 Evolution des dépenses des Entités Territoriales Décentralisées (ETD)

Les dépenses totales des ETD se situeraient à **1.755,6 milliards de FC** au cours de la période 2027-2029, à raison de **546,1 milliards de FC** en 2027, **584,2 milliards de FC** en 2028 et **625,2 milliards de FC** en 2029.

Les dépenses courantes devraient s'évaluer à **232,8 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle et celles en capital à **352,4 milliards de FC**.

Le tableau 18 A ci-dessous renseigne sur leur évolution au cours de la période de 2027 à 2029.

Tableau 18.A : Evolution des dépenses des ETD de 2027-2029 (en milliards de FC)

Pilier	2026	2027	2028	2029	Total 2027-2029	Moyenne 2027-2029
	Projection	Projection	Projection	Projection		
BUDGET GENERAL	419,2	546,1	584,3	625,2	1 755,6	585,2
Dépenses courantes	166,8	217,2	232,4	248,7	698,3	232,8
Dépenses en capital	252,5	328,9	351,9	376,5	1 057,3	352,4
TOTAL DEPENSES ETDs	419,2	546,1	584,3	625,2	1 755,6	585,2

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 18.B : Evolution des dépenses des ETD de 2027-2029 (en pourcentage)

Pilier	2025			2026			2027			2028			2029		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
BUDGET GENERAL	100,0	62,7	86,1	100,0	16,1	94,3	100,0	6,1	100,0	100,0	5,6	100,0	100,0	6,1	100,0
Dépenses courantes	39,8	65,0	34,3	39,8	16,1	37,5	39,8	6,1	39,8	39,8	5,6	39,8	39,8	6,1	39,8
Dépenses en capital	60,2	61,2	51,9	60,2	16,1	56,8	60,2	6,1	60,2	60,2	5,6	60,2	60,2	6,1	60,2
TOTAL DEPENSES ETDs	100,0	62,7	86,1	100,0	16,1	94,3	100,0	6,1	100,0	100,0	5,6	100,0	100,0	6,1	100,0

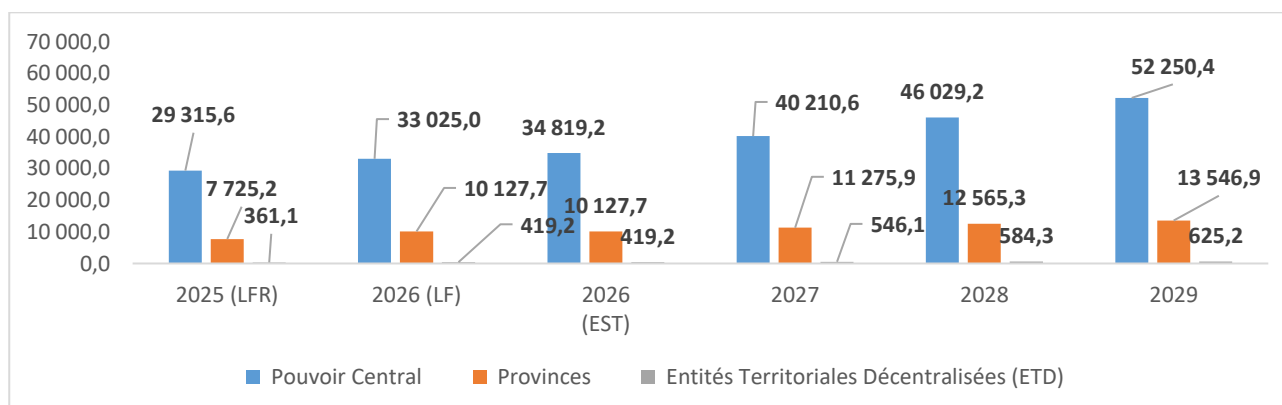
Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.2 Evolution des recettes propres et dons

Au cours de la période 2027-2029, les recettes propres du Pouvoir central devraient se situer à **138.490,1 milliards de FC**, dont **40.210,6 milliards de FC** au titre de l'exercice 2027. Quant aux recettes des Provinces, elles se situeraient à **37.388,2 milliards de FC**, celles des Entités Territoriales Décentralisées (ETD), se chiffrent à **1.755,6 milliards de FC**.

L'évolution de ces recettes sur la période 2027-2029 est illustrée dans le graphique 9 ci-après

Graphique 9 : Evolution des recettes courantes par niveau de gouvernance de 2027 à 2029



IV.2.1 Evolution des recettes du Pouvoir Central

Les recettes courantes du pouvoir central seraient évaluées à **138.490,1 milliards de FC** sur la période 2027-2029, dont **110.739,2 milliards de FC** au titre des recettes fiscales et **27.751,0 milliards de FC** des recettes non fiscales. En 2027 elles se chiffrent à **40.210,6 milliards de FC**.

La mise en œuvre des mesures de politique fiscale et douanière envisagées sur la période permettrait un accroissement annuel moyen des recettes fiscales et non fiscales de **14,1%**. La pression fiscale devrait ainsi s'établir à **12,8 % du PIB** en 2027, avant d'atteindre une moyenne de **13,0 %** sur l'ensemble de la période 2027-2029.

Cette dynamique reposerait notamment sur :

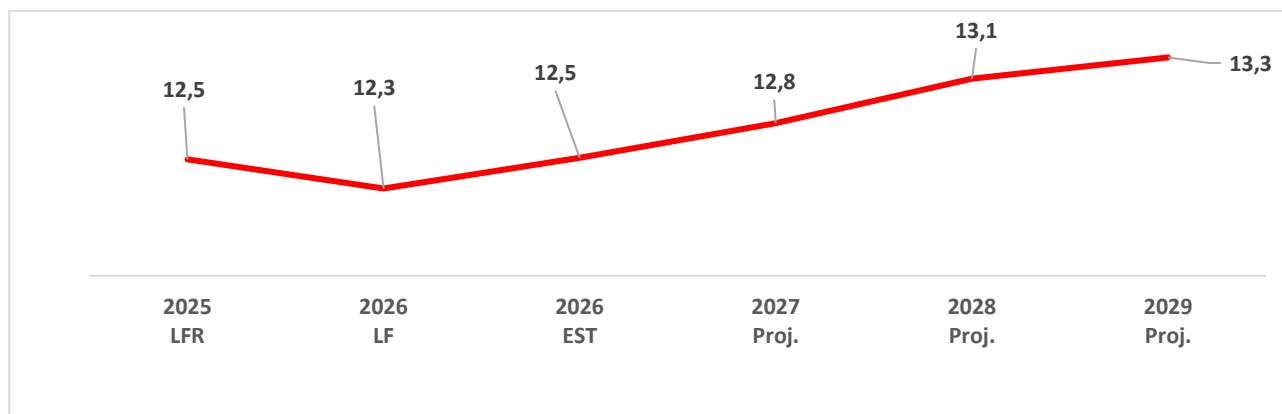
- la poursuite des réformes fiscales et douanières engagées ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale, particulièrement en matière d'impôts directs ;
- le renforcement des dispositifs de contrôle et de suivi des régies financières ;
- l'amélioration de la gouvernance et du rendement des administrations fiscales et douanières.

S'agissant des recettes minières, elles devraient atteindre **55.626,1 milliards de FC** sur la période 2027-2029, dont **16.240,2 milliards de FC** en 2027, en lien notamment avec le maintien d'une activité soutenue dans le secteur extractif et l'amélioration des mécanismes de mobilisation des recettes.

Les recettes provenant des pétroliers producteurs se situeraient, quant à elles, à **1.867,0 milliards de FC** sur la période, dont **572,8 milliards de FC** attendus en 2027.

Par ailleurs, outre les ressources domestiques, le financement des politiques publiques au cours de la période 2027-2029 bénéficierait également de l'appui des partenaires techniques et financiers, à travers des dons projetés à hauteur de **5.697,8 milliards de FC**.

En ce qui concerne les recettes des budgets annexes et des comptes spéciaux, elles se situeraient respectivement à une moyenne annuelle de **192,2 milliards de FC** et de **5.903,2 milliards de FC** sur la période sous revue.

Graphique 10 : Projections de la pression fiscale 2027-2029

Source : DGPPB/BUDGET

Tableau 19.A : Evolution des recettes et des dons du Pouvoir central de 2027 à 2029 (en milliards de FC)

Pilier	2026				2027		2028		2029		Total 2027-2029	Moyenne 2027 - 2029
	LF	% PIB	EST	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		
RECETTES PROPRES ET DONS	36 922,5	13,7	36 742,2	13,2	42 175,4	13,4	47 868,9	13,6	54 143,6	13,7	144 187,9	48 062,6
RECETTES COURANTES	33 025,0	12,3	34 819,2	12,5	40 210,6	12,8	46 029,2	13,1	52 250,4	13,3	138 490,1	46 163,4
Recettes fiscales	26 555,6	9,9	28 399,6	10,2	32 408,4	10,3	36 731,7	10,5	41 599,1	10,6	110 739,2	36 913,1
Recettes des douanes et accises	7 522,0	2,8	8 299,6	3,0	9 353,1	3,0	10 640,5	3,0	12 319,5	3,1	32 313,1	10 771,0
<i>dont minières</i>	<i>2 042,7</i>	<i>0,8</i>	<i>2 253,8</i>	<i>0,8</i>	<i>2 706,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2 993,3</i>	<i>0,9</i>	<i>3 341,8</i>	<i>0,8</i>	<i>9 041,6</i>	<i>3 013,9</i>
Recettes des impôts	19 033,6	7,1	20 100,0	7,2	23 055,3	7,3	26 091,2	7,4	29 279,7	7,4	78 426,1	26 142,0
<i>dont minières</i>	<i>9 233,3</i>	<i>3,4</i>	<i>9 750,6</i>	<i>3,5</i>	<i>10 924,6</i>	<i>3,5</i>	<i>11 725,7</i>	<i>3,3</i>	<i>13 378,2</i>	<i>3,4</i>	<i>36 028,5</i>	<i>12 009,5</i>
Recettes non fiscales	6 469,4	2,4	6 419,5	2,3	7 802,2	2,5	9 297,5	2,6	10 651,2	2,7	27 751,0	9 250,3
<i>dont minières</i>	<i>1 932,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1 932,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2 609,2</i>	<i>0,8</i>	<i>3 754,8</i>	<i>1,1</i>	<i>4 192,0</i>	<i>1,1</i>	<i>10 555,9</i>	<i>3 518,6</i>
BUDGETS ANNEXES	962,3	0,4	892,1	0,3	179,3	0,1	191,9	0,1	205,3	0,1	576,5	192,2
COMPTES SPECIAUX	4 404,2	1,6	4 553,5	1,6	5 508,6	1,7	5 894,2	1,7	6 306,8	1,6	17 709,5	5 903,2
DONS	3 897,5	1,4	1 923,0	0,7	1 964,9	0,6	1 839,7	0,5	1 893,2	0,5	5 697,8	1 899,3
Dons budgétaires	72,0	0,0	204,2	0,1	73,3	0,0	68,0	0,0	71,3	0,0	212,7	70,9
Dons projets	3 825,5	1,4	1 718,9	0,6	1 891,6	0,6	1 771,6	0,5	1 821,9	0,5	5 485,1	1 828,4

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 19.B : Evolution des recettes et des dons du Pouvoir central de 2027 à 2029 (en pourcentage)

Pilier	2026 (LF)		2026 (EST)		2027		2028		2029	
	Accroissement	Part des recettes	Accroissement	Part des recettes	Accroissement	Part des recettes	Accroissement	Part des recettes	Accroissement	Part des recettes
RECETTES PROPRES ET DONS	-3,6	111,8	-0,8	105,5	12,7	105,0	14,6	104,0	13,0	103,6
RECETTES COURANTES	12,7	100,0	5,1	100,0	20,0	100,0	15,6	100,0	13,4	100,0
Recettes fiscales	16,3	80,4	6,9	81,8	18,4	79,3	16,3	79,8		
Recettes des douanes et accises	12,4	22,8	10,3	23,9	33,0	25,2	18,4	25,8	11,6	25,4
Recettes des impôts	-15,3	57,6	10,3	6,5	12,6	54,1	15,4	54,0	12,2	53,4
Recettes non fiscales	17,9	19,6	5,6	57,9	26,7	20,7	12,9	20,2	18,6	21,1
BUDGETS ANNEXES	-0,2	2,9	-2,3	18,2	4,1	2,5	12,4	2,5	12,2	2,4
COMPTES SPECIAUX	-34,3	13,3	-1,8	5,5	4,1	11,6	12,4	11,2	12,2	11,1
DONS	6,6	11,8	-7,3	2,6	-49,6	5,0	-6,4	4,0	2,9	3,6
Dons budgétaires	9,0	0,2	-7,3	11,8	1,8	0,2		0,1	4,9	0,1
Dons projets	-56,6	11,6	-50,7	5,5	-50,6	4,8	-6,3	3,9	2,8	3,5

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.2.2 Evolution des recettes des Provinces

Les recettes totales des Provinces projetées pendant la période 2027-2029 devraient se situer à **37.388,2 milliards de FC** et à **11.275,9 milliards de FC** en 2027. Elles ont été projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes.

Les recettes spécifiques et d'intérêt commun, telles que renseignées aux tableaux 16 ci-dessous, se situeraient respectivement à **17.848,8 milliards de FC** et **13.924,3 milliards de FC** sur la période 2027-2029, soit une moyenne annuelle respective de **5.949,6 milliards de FC** et **4.641,4 milliards de FC**.

Tableau 20.A : Evolution des recettes des provinces de 2027 à 2029 (en milliards de FC)

Pilier	2026	2027	2028	2029	Total 2027 - 2029	Moyenne 2027 - 2029
	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.		
A. BUDGET GENERAL	9 798,1	10 906,7	12 161,6	13 111,6	36 179,9	12 060,0
RECETTES COURANTES	8 604,7	9 578,2	10 680,2	11 514,6	31 773,1	10 591,0
Recettes spécifiques aux provinces	4 833,7	5 380,7	5 999,7	6 468,4	17 848,8	5 949,6
Recettes d'intérêt commun	3 770,9	4 197,6	4 680,5	5 046,2	13 924,3	4 641,4
AUTRES RECETTES	1 193,4	1 328,5	1 481,3	1 597,0	4 406,8	1 468,9
Recettes exceptionnelles	839,8	934,9	1 042,4	1 123,8	3 101,1	1 033,7
Recettes extérieures (Dons)	353,6	393,6	438,9	473,2	1 305,7	435,2
B. BUDGETS ANNEXES	329,6	369,2	403,7	435,3	1 208,3	402,8
RECETTES DE PROVINCES	10 127,7	11 275,9	12 565,3	13 546,9	37 388,2	12 462,7

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 20.B : Evolution des recettes des provinces de 2027 à 2029 (en pourcentage)

Pilier	2026			2027			2028			2029		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Part des recettes	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
A. BUDGET GENERAL	96,7	31,1	113,9	113,9	11,3	113,9	96,8	11,5	113,9	96,8	7,8	104,7
RECETTES COURANTES	85,0	31,1	100,0	100,0	11,3	100,0	85,0	11,5	100,0	85,0	7,8	92,0
Recettes spécifiques aux provinces	47,7	31,1	56,2	56,2	11,3	56,2	47,7	11,5	56,2	47,7	7,8	51,7
Recettes d'intérêt commun	37,2	31,1	43,8	43,8	11,3	43,8	37,2	11,5	43,8	37,2	7,8	40,3
AUTRES RECETTES	11,8	31,1	13,9	13,9	11,3	13,9	11,8	11,5	13,9	11,8	7,8	12,8
Recettes exceptionnelles	8,3	31,1	9,8	9,8	11,3	9,8	8,3	11,5	9,8	8,3	7,8	9,0
Recettes extérieures (Dons)	3,5	31,1	4,1	4,1	11,3	4,1	3,5	11,5	4,1	3,5	7,8	3,8
B. BUDGETS ANNEXES	3,3	31,1	3,8	3,9	12,0	3,9	3,2	9,3	3,8	3,2	7,8	3,5
RECETTES DE PROVINCES	100,0	31,1	117,7	117,7	11,3	117,7	100,0	11,4	117,6	100,0	7,8	108,2

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.2.3 Evolution des recettes des Entités Territoriales Décentralisées (recettes courantes)

Projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes, les recettes des ETD constituées des recettes spécifiques, se situeraient à **1.755,6 milliards de FC** pendant la période 2027-2029, soit une moyenne de **585,2 milliards de FC**, comme l'indique le tableau 21 ci-dessous.

Tableau 21 : Evolution des recettes des ETD de 2027 à 2029 (en milliards de FC)

Pilier	2026	2027	2028	2029	Total 2027 - 2029	Moyenne 2027 - 2029
	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>		
A. BUDGET GENERAL	419,2	546,1	584,3	625,2	1 755,6	585,2
RECETTES COURANTES	419,2	546,1	584,3	625,2	1 755,6	585,2
Recettes spécifiques aux ETD	419,2	546,1	584,3	625,2	1 755,6	585,2
RECETTES DES ETD	419,2	546,1	584,3	625,2	1 755,6	585,2

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.3 Evolution du solde budgétaire et de son financement

La programmation budgétaire 2027-2029 prévoit un solde nul pour les opérations financières des Provinces, des ETD, des Budgets annexes et des Comptes spéciaux. En revanche, pour le Pouvoir central, l'évolution projetée des recettes domestiques et des dépenses sur la période 2027-2029 fait ressortir un déficit global moyen annuel de **8.324,5 milliards de FC**. Le solde budgétaire intérieur se situerait, quant à lui, à **-3.100,3 milliards de FC** en moyenne par an.

Le financement de ce déficit serait assuré principalement par les emprunts extérieurs destinés au financement des projets et programmes, pour un montant annuel de **2.595,2 milliards de FC**, mobilisés auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux. Il serait également couvert par l'émission de titres publics, notamment les Obligations du Trésor, à hauteur de **3.746,7 milliards de FC** par an, ainsi que par l'émission d'un Eurobond d'un montant de **405,9 milliards de FC** l'an.

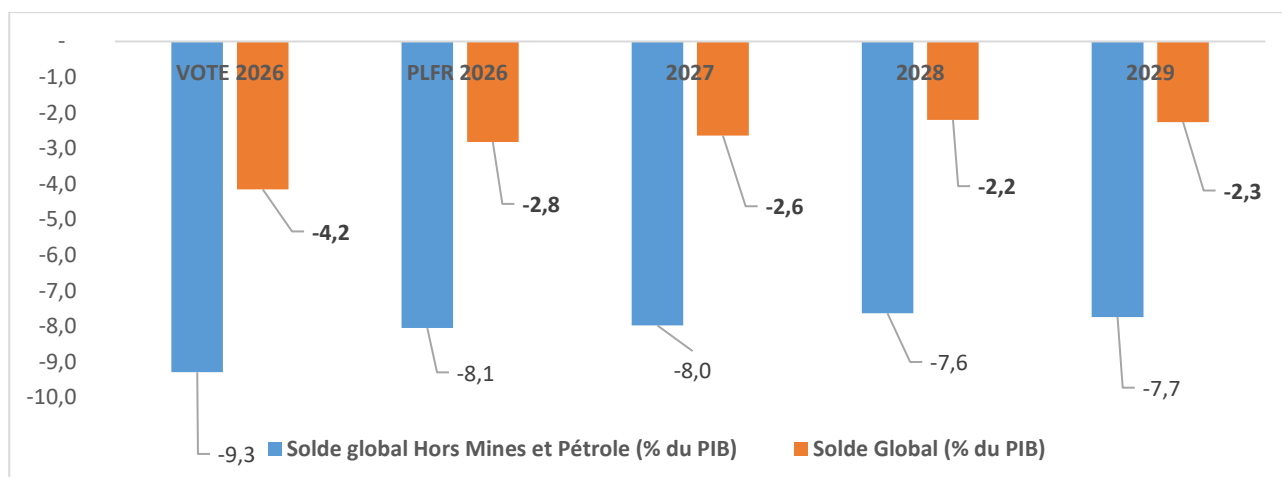
Parallèlement, l'amortissement de la dette extérieure représenterait une charge moyenne annuelle estimée à **1.018,6 milliards de FC**. Le tableau ci-dessous présente le détail des différents soldes budgétaires ainsi que leurs modalités de financement.

Tableau 22 : Evolution du solde et du financement de 2027 à 2029 (En milliards de FC, sauf indication contraire)

Comptes Spéciaux	VOTE 2026	LFR 2026	2027	2028	2029	TOTAL 2027-2029	Moyenne 2027-2029
Recettes courantes et dons	36 922,5	36 742,2	42 175,4	47 868,9	54 143,6	144 187,9	48 062,6
Recettes courantes	33 025,0	34 819,2	40 210,6	46 029,2	52 250,4	138 490,1	46 163,4
Recettes fiscales	26 555,6	28 399,6	32 408,4	36 731,7	41 599,1	110 739,2	36 913,1
DGDA	7 522,0	8 299,6	9 353,1	10 640,5	12 319,5	32 313,1	10 771,0
- dont minières	2 042,7	2 253,8	2 706,5	2 993,3	3 341,8	9 041,6	3 013,9
DGI	19 033,6	20 100,0	23 055,3	26 091,2	29 279,7	78 426,1	26 142,0
- dont minières	9 233,3	9 750,6	10 924,6	11 725,7	13 378,2	36 028,5	12 009,5
Recettes non fiscales	6 469,4	6 419,5	7 802,2	9 297,5	10 651,2	27 751,0	9 250,3
DGRAD	5 474,6	5 474,6	6 226,7	7 563,8	8 833,3	22 623,8	7 541,3
- dont minières	1 932,0	1 932,0	2 609,2	3 754,8	4 192,0	10 555,9	3 518,6
Autres recettes non fiscales	994,7	944,9	1 575,5	1 733,7	1 818,0	5 127,2	1 709,1
Dons	3 897,5	1 923,0	1 964,9	1 839,7	1 893,2	5 697,8	1 899,3
Budgétaires	72,0	204,2	73,3	68,0	71,3	212,7	70,9
Projets	3 825,5	1 718,9	1 891,6	1 771,6	1 821,9	5 485,1	1 828,4
Budgets annexes	962,3	892,1	179,3	191,9	205,3	576,5	192,2
Comptes Spéciaux	4 404,2	4 553,5	5 508,6	5 894,2	6 306,8	17 709,5	5 903,2
Dépenses courantes	24 223,8	24 622,8	28 106,1	30 492,3	34 412,8	93 011,2	31 003,7
Rémunérations	13 552,6	13 654,9	15 314,5	16 540,8	18 548,1	50 403,4	16 801,1
Frais financiers	907,8	1 153,4	1 537,0	2 009,2	2 275,8	5 822,1	1 940,7
Intérieurs	654,4	788,0	1 026,9	1 078,0	1 239,5	3 344,4	1 114,8
Extérieurs	253,4	365,4	510,2	931,2	1 036,3	2 477,7	825,9
Biens, mat et Prestations (Fonct)	5 472,5	5 276,4	6 035,4	6 384,8	7 670,0	20 090,2	6 696,7
Transfers et interventions de l'Etat	4 290,8	4 538,1	5 219,2	5 557,5	5 919,0	16 695,6	5 565,2
Dépenses en capital	16 006,5	10 548,3	13 722,0	14 844,5	17 629,0	46 195,5	15 398,5
Sur ressources propres	3 840,8	4 218,7	5 378,3	7 036,2	8 994,2	21 408,7	7 136,2
Sur ressources extérieures	11 366,4	4 075,4	6 001,4	6 074,5	6 816,9	18 892,7	6 297,6
Sur ressources Eurobond	-	1 504,4	1 217,8	-	-	1 217,8	405,9
Par SICOMINES	799,3	749,9	1 124,5	1 733,7	1 818,0	4 676,3	1 558,8
Dépenses exceptionnelles	6 679,0	8 238,4	7 472,5	8 268,6	8 773,6	24 514,7	8 171,6
Sur ressources propres	6 555,6	8 238,4	7 472,5	8 268,6	8 773,6	24 514,7	8 171,6
Sur ressources extérieures	123,4	-	-	-	-	-	-
Repaiement des arriérés	- 1 200,0	- 1 200,0	- 1 200,0	- 2 000,0	- 2 240,0	- 5 440,0	- 1 813,3
Budgets annexes	962,3	892,1	179,3	191,9	205,3	576,5	192,2
Comptes Spéciaux	4 404,2	4 553,5	5 508,6	5 894,2	6 306,8	17 709,5	5 903,2
Solde Global	- 11 186,7	- 7 867,3	- 8 325,1	- 7 736,5	- 8 911,9	- 24 973,5	- 8 324,5
Solde global Hors Mines et Pétrole	- 25 023,0	- 22 432,1	- 25 138,2	- 26 832,6	- 30 495,8	- 82 466,6	- 27 488,9
Solde Budgétaire intérieur	- 3 341,0	- 5 349,6	- 3 778,4	- 2 570,4	- 2 952,0	- 9 300,8	- 3 100,3
Solde global Hors Mines et Pétrole	- 17 177,4	- 19 914,3	- 20 591,6	- 21 666,6	- 24 535,8	- 66 793,9	- 22 264,6
Financement	11 186,7	7 867,3	8 325,1	7 736,5	8 911,9	24 973,5	8 324,5
Produits des emprunts intérieurs	1 553,9	2 259,4	1 575,5	4 587,9	5 076,8	11 240,2	3 746,7
Emprunts programmes	2 828,5	2 558,2	2 163,4	-	-	2 163,4	721,1
Eurobond	-	1 504,4	1 217,8	-	-	1 217,8	405,9
Emprunts projets	7 664,3	2 356,5	4 109,8	4 302,9	4 995,0	13 407,7	4 469,2
Amortissement de la dette extérieure	- 860,0	- 811,3	- 741,4	- 1 154,4	- 1 159,9	- 3 055,7	- 1 018,6
Gap à rechercher	-	0,0	-	-	-	-	-
Solde Global (% du PIB)	- 4,2	- 2,8	- 2,6	- 2,2	- 2,3		
Solde global Hors Mines et Pétrole (% du PIB)	- 9,3	- 8,1	- 8,0	- 7,6	- 7,7		
Solde Budgétaire intérieur (% du PIB)	- 1,2	- 1,9	- 1,2	- 0,7	- 0,7		

Source : DGPPB / Ministère du Budget

Graphique 11 : Soldes budgétaires en % du PIB de 2027 à 2029



Source : DGPPB

L'analyse du solde budgétaire hors ressources naturelles revêt une importance stratégique majeure dans le cadre de la programmation budgétaire de la République Démocratique du Congo. En effet, le modèle économique national demeure fortement dépendant de l'exploitation des ressources naturelles, lesquelles soutiennent l'essentiel de la croissance économique et contribuent significativement à la mobilisation des recettes domestiques, avec une part estimée à près de 40 % des recettes publiques.

Au cours des quinze dernières années, l'économie congolaise a été confrontée à trois chocs majeurs, dont deux directement liés à l'évolution de la conjoncture internationale des produits miniers : (i) les effets de la crise financière internationale de 2008-2009, marqués par une forte contraction de la demande mondiale des produits miniers, et (ii) la chute des cours des produits miniers et pétroliers observée en 2016.

Ces chocs exogènes ont fortement affecté l'activité économique nationale et réduit substantiellement les recettes domestiques, conduisant notamment à l'adoption d'une loi de finances rectificative en 2016. Cette situation illustre la forte vulnérabilité de la stabilité macroéconomique du pays face aux fluctuations internationales des marchés des matières premières. C'est dans ce contexte que, depuis 2019, le Gouvernement a engagé des réformes visant à jeter les bases d'un nouveau modèle économique davantage orienté vers la diversification de l'économie nationale.

Dans cette dynamique, et conformément aux recommandations du Fonds Monétaire International, des réflexions ont été engagées par la Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire (DGPPB) du Ministère du Budget en vue d'intégrer le solde budgétaire hors mines et pétrole dans la documentation budgétaire, notamment dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT).

Ce solde budgétaire hors ressources minières et pétrolières devrait constituer, à terme, un véritable indicateur de référence pour la conduite de la politique macro-budgétaire, afin de garantir la continuité et la soutenabilité des politiques publiques en cas de choc majeur affectant les produits miniers ou d'épuisement progressif des ressources extractives.

Pour la période 2027-2029, le Cadre budgétaire présente ainsi un solde budgétaire hors mines et pétrole, établi sur la base des projections des recettes minières et pétrolières tenant compte des élasticités, des volumes de production ainsi que de l'évolution anticipée des cours internationaux des matières premières. Pour l'exercice 2027, ce solde est projeté à - **25.138,2 milliards de FC**, soit **8 %** du PIB.

Ce niveau de déficit met en évidence l'ampleur du déséquilibre que connaîtraient les finances publiques nationales en cas d'épuisement des ressources minières ou, à l'extrême, en cas de désengagement significatif de la demande internationale à l'égard des produits miniers congolais.

Une telle situation impliquerait un recours accru à l'endettement à hauteur du déficit constaté, soit **25.138,2 milliards de FC** contre un besoin actuel de financement estimé à **8.324,5 milliards de FC** pour l'année 2027. Toutefois, dans l'optique du maintien d'une politique d'endettement prudente, permettant de préserver la soutenabilité de la dette publique, de maintenir le risque de surendettement à un niveau modéré et de garantir la solvabilité de l'État, des ajustements budgétaires importants devraient être opérés.

À cet effet, des réductions de dépenses de plus de **18.000 milliards de FC** seraient nécessaires afin de maintenir le déficit dans les limites soutenables, généralement admises autour de **3 %** du PIB. Une telle contrainte risquerait cependant d'affecter significativement la capacité de l'État à répondre aux principaux défis de développement, dans un contexte où le niveau de mobilisation des recettes domestiques demeure limité à environ 14 % du PIB.

Il convient de relever que certaines dépenses publiques présentent des implications socioéconomiques et politiques particulièrement sensibles, notamment celles liées à la réunification du pays, au rétablissement de la paix et de la sécurité, à l'organisation des élections, à la protection sociale ainsi qu'à l'amélioration de l'équité dans l'accès des populations aux services publics de base.

Dans ce contexte, il apparaît indispensable d'engager dès à présent des réformes structurelles et d'introduire de nouveaux instruments de gestion des finances publiques afin de garantir, à moyen et long termes, la soutenabilité de la politique budgétaire nationale.

Ces nouveaux instruments de gestion budgétaire et financière devront permettre à l'État de mieux préparer « l'après-mines », en assurant la continuité du financement des politiques publiques et des objectifs de développement, indépendamment des fluctuations du secteur extractif.

À cet effet, trois principaux instruments sont proposés et font actuellement l'objet de discussions, à savoir :

- l'adoption d'une politique budgétaire contracyclique ;
- la création d'un fonds de stabilisation ;
- la définition de règles budgétaires encadrant certaines catégories de dépenses.

S'agissant de la politique budgétaire contracyclique, plusieurs études ont mis en évidence le caractère procyclique des politiques budgétaires dans de nombreux pays africains riches en ressources naturelles. Ces économies ont tendance à accroître les dépenses publiques durant les périodes de forte croissance et de hausse des cours des matières premières, puis à les réduire brutalement lors des phases de ralentissement économique ou de récession.

Une étude portant sur l'analyse de la cyclicité de la politique budgétaire en République Démocratique du Congo¹ a mis en évidence que l'activité économique s'est située au-dessus de son niveau potentiel entre 2006 et 2008, entre 2014 et 2016, ainsi qu'en 2022. Au cours de ces périodes, la politique budgétaire adoptée a présenté un caractère procyclique, se traduisant par une forte progression des dépenses publiques. Ainsi, le solde budgétaire corrigé des variations cycliques a atteint près de 8 % du PIB entre 2006 et 2008, puis environ 5 % du PIB entre 2014 et 2016.

¹ Lukwasa Ndembe D. (2023). *Défis de développement, gouvernance politique et orientation de la politique budgétaire, Cas de la RDC*, Revue Française d'Economie et de Gestion, Vol.4, numéro 7, pp 426-445, Paris, France.

Dans un contexte marqué par la forte volatilité des cours des produits miniers, l'évitement des politiques budgétaires procycliques, au profit d'une approche contracyclique et prudente, constitue un impératif de soutenabilité des finances publiques. À cet effet, le renforcement de la discipline budgétaire, notamment à travers une meilleure maîtrise des dépenses et une programmation budgétaire réaliste, demeure essentiel.

S'agissant de la mise en place d'un fonds de stabilisation, en cohérence avec l'adoption d'une politique budgétaire contracyclique, les recettes excédentaires générées lors des phases favorables du cycle minier pourraient être affectées à un compte séquestre ou à un mécanisme de réserve dédié. Ce dispositif permettrait de financer les dépenses prioritaires et de soutenir l'économie en période de ralentissement de l'activité minière ou de choc externe défavorable. Les modalités institutionnelles, opérationnelles et de gouvernance relatives à la création et au fonctionnement de ce fonds devraient faire l'objet d'une concertation approfondie au sein du Gouvernement.

Par ailleurs, la définition et le respect des règles budgétaires apparaissent indispensables pour renforcer la crédibilité de la politique budgétaire et améliorer l'efficacité de la dépense publique. À cet égard, la programmation budgétaire 2026-2028 prévoit le maintien du ratio des dépenses de rémunération à un niveau n'excédant pas 5 % du PIB, conformément aux objectifs de soutenabilité budgétaire. De même, la poursuite des mesures de rationalisation du train de vie des institutions et des ministères devrait permettre de dégager des marges budgétaires additionnelles en faveur du financement des investissements publics structurants.

V. COMPARAISON CBMT 2027-2029 ET CBMT 2026-2028

V.1 Rappel du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2026-2028

La programmation budgétaire 2026-2028 reposait sur un cadrage macroéconomique élaboré sur la base des données de production arrêtées à fin juin 2025. Celui-ci projetait une croissance de l'activité économique de **5,3%** en 2027 et de **5,5%** en 2028.

Cette programmation s'inscrivait également dans le cadre de mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028, adossé au Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028.

Par ailleurs, le cadrage budgétaire faisait ressortir des recettes courantes représentant, en moyenne, **13,3% du PIB**, tandis que le solde global du Pouvoir central demeurait déficitaire à hauteur de **6.436 milliards de FC** l'an.

Tableau 23 a : CBMT 2026-2028 (dépenses pouvoir central, en milliards de FC)

Nature	2026		2027		2028		CUMUL 2026 - 2028	Moyenne 2026 - 2028
	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		
DEPENSES	51 438,2	19,1	56 872,2	18,8	62 443,4	18,4	170 753,8	56 917,9
DEPENSES COURANTES	26 371,6	9,8	29 224,7	9,7	32 548,7	9,6	88 144,9	29 381,6
Frais financiers	1 220,9	0,5	1 474,4	0,5	1 722,0	0,5	4 417,3	1 472,4
Rémunération	12 800,0	4,8	14 100,0	4,7	15 991,9	4,7	42 891,9	14 297,3
Fonctionnement	6 540,6	2,4	6 973,9	2,3	7 462,0	2,2	20 976,5	6 992,2
Transferts et interventions de l'Etat	5 810,2	2,2	6 676,4	2,2	7 372,8	2,2	19 859,3	6 619,8
DEPENSES EN CAPITAL	19 102,7	7,1	24 661,8	8,2	26 580,1	7,9	70 344,6	23 448,2
sur ressources propres	5 739,9	2,1	10 976,6	3,6	12 732,3	3,8	29 448,8	9 816,3
sur ressources extérieures	13 362,8	5,0	13 685,3	4,5	13 847,8	4,1	40 895,8	13 631,9
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	5 963,9	2,2	2 985,7	1,0	3 314,7	1,0	12 264,2	4 088,1
BUDGETS ANNEXES	962,3	0,4	1 029,6	0,3	1 101,7	0,3	3 093,6	1 031,2
COMPTES SPECIAUX	4 404,2	1,6	4 712,5	1,6	5 042,4	1,5	14 159,1	4 719,7
DEPENSES POUVOIR CENTRAL	56 804,7	21,1	62 614,3	20,8	68 587,5	20,3	188 006,5	62 668,8

Source : CBMT 2026-2028

Tableau 23 b : CBMT 2026-2028 (recettes pet dons du pouvoir central, en milliards de FC)

Pilier	2025		2026		2027		2028		Total 2026-2028	Moyenne 2026 - 2028
	LFR	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		
RECETTES ET DONDS	38 889,4	16,2	39 404,5	14,7	44 837,7	14,9	50 597,0	14,9	134 839,2	44 946,4
RECETTES COURANTES	29 898,8	12,5	34 835,0	13,0	40 249,2	13,3	45 986,4	13,6	121 070,5	40 356,8
Recettes des douanes et accises	6 693,1	2,8	7 472,5	2,8	9 761,4	3,2	11 176,6	3,3	28 410,6	9 470,2
<i>dont minières</i>	<i>2 411,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2 706,9</i>	<i>1,0</i>	<i>3 101,6</i>	<i>1,0</i>	<i>3 391,9</i>	<i>1,0</i>	<i>9 200,5</i>	<i>3 066,8</i>
Recettes des impôts	16 138,7	6,7	20 046,7	7,5	22 150,2	7,3	25 300,4	7,5	67 497,3	22 499,1
<i>dont minières</i>	<i>8 692,9</i>	<i>3,6</i>	<i>10 046,6</i>	<i>3,7</i>	<i>10 110,1</i>	<i>3,4</i>	<i>10 834,3</i>	<i>3,2</i>	<i>30 991,0</i>	<i>10 330,3</i>
Recettes non fiscales	6 483,8	2,7	6 799,8	2,5	7 818,6	2,6	8 983,2	2,7	23 601,6	7 867,2
<i>dont minières</i>	<i>2 939,4</i>	<i>1,2</i>	<i>2 266,0</i>	<i>0,8</i>	<i>2 359,3</i>	<i>0,8</i>	<i>2 416,4</i>	<i>0,7</i>	<i>7 041,7</i>	<i>2 347,2</i>
Recettes des pétroliers producteurs	583,1	0,2	516,1	0,2	518,9	0,2	526,0	0,2	1 561,0	520,3
BUDGETS ANNEXES	903,0	0,4	962,3	0,4	1 029,6	0,3	1 101,7	0,3	3 093,6	1 031,2
COMPTES SPECIAUX	4 039,2	1,7	4 404,2	1,6	4 712,5	1,6	5 042,4	1,5	14 159,1	4 719,7
DONDS	8 990,7	3,8	4 569,4	1,7	4 588,6	1,5	4 610,6	1,4	13 768,6	4 589,5
Dons budgétaires	208,7	0,1	72,0	0,0	32,1	0,0	0,0	0,0	104,1	34,7
Dons projets	8 782,0	3,7	4 497,4	1,7	4 556,5	1,5	4 610,6	1,4	13 664,5	4 554,8

Source : DGPPB, Ministère du Budget

**Tableau 23 c : CBMT 2026-2028 (Soldes pouvoir central, en milliards de FC,
sauf indication contraire)**

Rubrique	2026	2027	2028
Recettes et dons	39 404,5	44 837,7	50 597,0
Recettes courantes	34 835,0	40 249,2	45 986,4
Dons	4 569,4	4 588,6	4 610,6
<i>Budgétaires</i>	72,0	32,1	0,0
<i>Projets</i>	4 497,4	4 556,5	4 610,6
DEPENSES	51 438,2	56 872,2	62 443,4
Dépenses courantes	26 371,6	29 224,7	32 548,7
Rémunération	12 800,0	14 100,0	15 991,9
Frais financiers	1 220,9	1 474,4	1 722,0
<i>Intérieures</i>	968,4	1 069,3	1 175,9
<i>Extérieures</i>	252,6	405,0	546,1
Biens, mat et prestations	6 540,6	6 973,9	7 462,0
Transferts et subventions	5 810,2	6 676,4	7 372,8
Dépenses exceptionnelles	5 963,9	2 985,7	3 314,7
Dépenses en capital	19 102,7	24 661,8	26 580,1
<i>Sur ressources propres</i>	5 739,9	10 976,6	12 732,3
<i>Sur ressources extérieures</i>	13 362,8	13 685,3	13 847,8
Solde global	-12 033,7	-12 034,4	-11 846,5
Solde global /Hors Mines	-27 053,2	-27 605,5	-28 489,1
Solde global /Hors Mines et Pétrole	-27 569,3	-28 124,4	-29 015,2
Solde intérieur	-2 842,8	-2 532,7	-2 063,2
Solde intérieur /Hors Mines	-17 862,3	-18 103,8	-18 705,9
Solde intérieur /Hors Mines et Pétrole	-18 378,3	-18 622,7	-19 231,9
Financement	12 033,7	12 034,4	11 846,5
<i>Obligation du Trésor</i>	1 511,1	1 530,9	1 549,1
<i>Emprunts (Programme et Projets)</i>	12 738,5	13 018,3	13 126,8
<i>Amortissement de la dette ext</i>	-615,9	-714,8	-829,4
<i>Amortissement de la dette Intér</i>	-1 600,0	-1 800,0	-2 000,0
Gap de financement à rechercher	0,0	0,0	0,0
<i>Ratio solde global /PIB en %</i>	-4,5	-4,0	-3,9
<i>Ratio solde global /Hors Mines PIB en %</i>	-10,1	-9,1	-9,4
<i>Ratio solde global /Hors Mines et Pétrole en % du PIB</i>	-10,3	-9,3	-9,6
<i>Ratio Solde intérieur /PIB en %</i>	-1,1	-0,8	-0,7
<i>Ratio Solde intérieur /Hors Mines PIB en % du PIB</i>	-6,6	-6,0	-6,2
<i>Ratio Solde intérieur /Hors Mines PIB et Pétrole en % du PIB</i>	-6,8	-6,2	-6,4

Source : CBMT 2026-2028

V.2 Analyse des écarts CBMT 2026-2028/2027-2029

L'analyse comparative des CBMT 2026-2028 et 2027-2029 porte essentiellement sur les projections relatives aux exercices 2027 et 2028.

Le cadre macroéconomique sous-tendant la programmation budgétaire 2027-2029 table sur une croissance économique moyenne de **5,8%**, contre une moyenne annuelle de **5,5%** retenue dans le CBMT 2026-2028, soit une amélioration de **0,3** point de pourcentage. Cette évolution traduit des perspectives macroéconomiques plus favorables, susceptibles d'influencer positivement les agrégats budgétaires.

5.1. Analyse des recettes

Le tableau 24 ci-dessous présente les écarts observés entre les projections de recettes des exercices 2027 et 2028 retenues respectivement dans les CBMT 2026-2028 et 2027-2029.

S'agissant du Pouvoir central, les recettes courantes projetées dans le CBMT 2027-2029 pour l'exercice 2027 affichent une progression de **3,2%** par rapport aux prévisions correspondantes du CBMT 2026-2028. Pour l'exercice 2028, elles enregistrent un accroissement de **2,7%**.

Cette évolution s'explique notamment par l'amélioration des hypothèses macroéconomiques, le renforcement attendu de la mobilisation des recettes publiques ainsi que la poursuite des réformes fiscales et administratives engagées par le Gouvernement.

**Tableau 24 : Ecart recettes entre le CBMT 2027-2029 et le CBMT 2026-2028
(en milliards de FC)**

Pilier	2027 (CBMT 2026-2028)		2027 (CBMT 2027-2029)		Var (%)	2028 (CBMT 2026-2028)		2028 (CBMT 2027-2029)		Var (%)
	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	
RECETTES ET DONS	42 993,0	14,2	42 175,4	13,4	-1,9	49 025,3	14,4	47 868,9	13,6	-2,4
RECETTES COURANTES	38 969,3	12,9	40 210,6	12,8	3,2	44 836,8	13,2	46 029,2	13,1	2,7
DONS	4 023,7	1,3	1 964,9	0,6	-51,2	4 188,6	1,2	1 839,7	0,5	-56,1
BUDGETS ANNEXES	1 023,8	0,3	179,3	0,1	-82,5	1 095,5	0,3	191,9	0,1	-82,5
DCOMPTES SPECIAUX	4 686,1	1,5	5 508,6	1,7	17,6	5 014,1	1,5	5 894,2	1,7	17,6

Source : Ministère du Budget, DGPPB (CBMT 2026-2028 et CBMT 2027-2029) / Pouvoir central

5.2. Analyse des dépenses

L'analyse comparative des dépenses projetées dans les CBMT 2026-2028 et 2027-2029 est présentée dans le tableau 25 ci-dessous.

S'agissant des dépenses totales du Pouvoir central, les projections du CBMT 2027-2029 pour l'exercice 2027 affichent une baisse de **12,2 %** par rapport aux prévisions correspondantes du CBMT 2026-2028.

En ce qui concerne les dépenses courantes, celles-ci enregistrent une diminution de **3,8 %**, résultant principalement de l'évolution des charges de rémunération, des dépenses liées au fonctionnement des institutions ainsi que des engagements sociaux de l'État.

Pour l'exercice 2028, les dépenses totales diminuent de **13,3 %**, tandis que les dépenses courantes enregistrent une baisse de **6,3 %** par rapport aux prévisions du CBMT précédent. Cette évolution traduit la volonté des pouvoirs publics de maîtriser le rythme de progression des dépenses globales, tout en préservant les dépenses prioritaires nécessaires au fonctionnement régulier de l'État

**Tableau 25 : Ecart dépenses entre le CBMT 2026-2028 et le CBMT 2027-2029
(en milliards de FC)**

Nature	2027 (CBMT 2026-2028)		2027 (CBMT 2027-2029)		Var (%)	2028 (CBMT 2026-2028)		2028 (CBMT 2027-2029)		Var (%)
	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	
DEPENSES (hors BA et CA)	56 872,2	18,8	49 300,5	15,6	-13,3	62 443,4	18,3	53 605,4	15,3	-14,2
DEPENSES COURANTES	29 224,7	9,7	28 106,1	8,9	-3,8	32 548,7	9,5	30 492,3	8,7	-6,3
Frais financiers	1 474,4	0,5	1 537,0	0,5	4,3	1 722,0	0,5	2 009,2	0,6	16,7
Rémunération	14 100,0	4,7	15 314,5	4,9	8,6	15 991,9	4,7	16 540,8	4,7	3,4
Fonctionnement	6 973,9	2,3	6 035,4	1,9	-13,5	7 462,0	2,2	6 384,8	1,8	-14,4
Transferts et interventions de l'Etat	6 676,4	2,2	5 219,2	1,7	-21,8	7 372,8	2,2	5 557,5	1,6	-24,6
DEPENSES EN CAPITAL	24 661,8	8,2	13 722,0	4,4	-44,4	26 580,1	7,8	14 844,5	4,2	-44,2
sur ressources propres	10 976,6	3,6	6 502,8	2,1	-40,8	12 732,3	3,7	8 770,0	2,5	-31,1
sur ressources extérieures	13 685,3	4,5	7 219,2	2,3	-47,2	13 847,8	4,1	6 074,5	1,7	-56,1
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	2 985,7	1,0	7 472,5	2,4	150,3	3 314,7	1,0	8 268,6	2,4	149,5
BUDGETS ANNEXES	1 029,6	0,3	179,3	0,1	-82,6	1 101,7	0,3	191,9	0,1	-82,6
COMPTES SPECIAUX	4 712,5	1,6	5 508,6	1,7	16,9	5 042,4	1,5	5 894,2	1,7	16,9
DEPENSES POUVOIR CENTRAL	62 614,3	20,7	54 988,4	17,5	-12,2	68 587,5	20,1	59 691,4	17,0	-13,0

Source : Ministère du Budget, DGPPB (CBMT 2025-2029 et CBMT 2026-2028)

VI. LES RISQUES BUDGETAIRES

La programmation budgétaire retenue dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2027-2029 demeure exposée à divers risques susceptibles d'affecter l'équilibre des finances publiques, tant au niveau des recettes que des dépenses. Ces risques budgétaires peuvent résulter de la survenance d'événements imprévus ou de chocs macroéconomiques, d'origine interne ou externe, susceptibles de remettre en cause les hypothèses de cadrage macroéconomique et budgétaire ayant servi de base à l'élaboration du CBMT.

Les risques budgétaires se définissent comme l'ensemble des facteurs pouvant entraîner un écart significatif entre les prévisions budgétaires et les résultats effectivement observés lors de l'exécution du budget. Ils peuvent être liés notamment à la volatilité des cours des matières premières, aux fluctuations du taux de change, aux tensions inflationnistes, aux catastrophes naturelles, à l'insécurité, aux contentieux judiciaires, aux engagements conditionnels de l'État ou encore à la matérialisation des passifs éventuels des entreprises et établissements publics.

Dans le contexte de la République Démocratique du Congo, ces risques revêtent une importance particulière en raison, notamment, de la forte dépendance des recettes publiques aux performances du secteur extractif et aux évolutions de l'environnement économique international. À cela s'ajoutent les contraintes sécuritaires, les pressions sociales, les aléas climatiques ainsi que les vulnérabilités liées à la mobilisation des financements extérieurs.

La matérialisation de ces risques pourrait entraîner, entre autres, une moins-value des recettes fiscales, douanières et non fiscales, une pression accrue sur les dépenses publiques, notamment sécuritaires et sociales, une détérioration du solde budgétaire, une augmentation du besoin de financement ainsi qu'un accroissement du stock de la dette publique et des risques de refinancement.

Afin de renforcer la soutenabilité budgétaire et la résilience des finances publiques, le Gouvernement veille à intégrer progressivement une approche de gestion des risques budgétaires dans le processus de programmation et d'exécution budgétaires. Cette approche repose notamment sur l'identification, l'évaluation, la hiérarchisation et le suivi des risques susceptibles d'affecter les finances publiques, ainsi que sur la définition de mesures d'atténuation appropriées.

L'analyse détaillée des principaux risques budgétaires, de leur probabilité d'occurrence ainsi que des mesures envisagées pour en limiter les effets est présentée dans la Déclaration sur les Risques Budgétaires 2027-2029. Le tableau 26 ci-après en présente une synthèse.

Tableau 26 : Résumé des risques budgétaires 2027-2029

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
RISQUES MACROECONOMIQUES				
Risque lié à la baisse du taux de croissance économique			*	Politique de diversification de l'économie via : • la création de la valeur ajoutée aux activités minières en cours d'exploitation à travers la transformation des produits de base avant leurs exportations ; • la mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage ; • l'exploitation forestière et la promotion de l'agroforesterie ; • la production d'hydrocarbures et de gaz naturel ; • la création, la réhabilitation et la sécurisation des sites touristiques.
Risque lié à la baisse des cours mondiaux des principaux produits miniers et du pétrole brut			*	• Poursuivre la politique de la diversification de l'économie, notamment par la mise en place des entreprises de raffinage du pétrole brut en vue de favoriser la création de la chaîne de valeur ; • Évaluer les bénéfices et les coûts des subventions (Analyse Coût - Bénéfice) et communiquer régulièrement sur le sujet ; • Réduire les subventions de manière progressive et mettre en place des transferts sociaux ciblés permettant de compenser la libéralisation des prix pour les populations les plus pauvres ; • Adopter un mécanisme de tarification automatique, avec un plafond tributaire des cours internationaux et des variations des taux de change.

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
Risque lié à l'interruption de la production dans les usines chinoises			*	• Encourager la diversification économique afin de multiplier la gamme des biens exportés et les destinations des marchés d'exportation ; • Renforcer l'intégration régionale pour compenser la taille modeste des marchés nationaux ; • Renforcer l'appui des pouvoirs publics au secteur privé, en vue de réduire le poids du secteur informel dans l'économie congolaise ; • Poursuivre l'amélioration du climat des affaires ; • Développer les activités locales de transformation des ressources naturelles.
Risque lié à la poursuite de la guerre russo-ukrainienne		*		• Renforcer la résilience de l'économie en termes d'accélération de sa diversification et de développement de son industrie agroalimentaire ; • Apurer les arriérés des pétroliers producteurs ; • Accélérer le processus de l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers ainsi que leurs transformations (raffinage) au niveau national.
Risque lié à la dette publique : (1) Risque de refinancement		*		Allongement progressif de la maturité des instruments intérieurs en recourant plus aux Bons du Trésor de plus six mois et aux Obligations du Trésor à remboursement in fine.
Risque lié à la dette publique : (2) Risque de change			*	• Poursuite du développement du marché domestique des titres publics par le recours aux instruments de financement intérieur du déficit ; • Recours aux prêts concessionnels libellés en dollars.
RISQUES SPECIFIQUES				

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
Risque lié aux catastrophes naturelles et autres calamités			*	• Création/renforcement des cadres institutionnels de la réduction des risques de catastrophes naturelles ; • Renforcement des capacités managériales et opérationnelles des ministères impliqués en matière de réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique en fournissant des moyens humains, techniques et financiers nécessaires ; • Amélioration des connaissances techniques et pratiques d'identification et d'évaluation des risques, des vulnérabilités et des capacités et l'élaboration des guides de procédure.
Risques sécuritaires			*	• Promotion du dialogue social avec les communautés en conflit ; • Implication davantage des autorités coutumières et des communautés locales des zones concernées par le processus de pacification ; • Poursuite de l'organisation des élections locales (ETD) ; • Recours aux instruments de justice transitionnelle pour bâtir le chemin de la réconciliation nationale et de la paix ; • Mise en œuvre des engagements de pacification régionaux et sous- régionaux.
Risques sanitaires			*	• Poursuite de la conception, élaboration et mise en œuvre des politiques, stratégies, normes et directives relatives à la surveillance épidémiologique ainsi qu'à l'hygiène et à la salubrité publique ; • Assurance de la biosécurité et de la bio sûreté, de l'hémovigilance, ainsi que des normes analytiques des boissons et des denrées alimentaires et autres analyses toxicologiques ; • Renforcement de l'hygiène-salubrité publique et le contrôle sanitaire aux frontières des maladies chroniques transmissibles et non transmissibles;

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
				• Amélioration de la communication entre les provinces et le MSPHP sur la qualité des données financières des provinces (éviter la disparité des données entre provinces et MSPHP) ; • Poursuite ou intensification de la politique de la gratuité des soins des femmes enceintes, accouchements et nouveau nés.
Risques liés aux entreprises et établissements publics			*	• Renforcement du mécanisme du contrôle interne et externe via notamment l'IGF, la Cour des Comptes et le CPCC ; • Analyse permanente des indicateurs de rentabilité, de solvabilité, de profitabilité et de liquidité des entreprises et fixation des limites d'emprunt qui doit être justifié en se basant sur la capacité de remboursement des entreprises.
Risques liés aux Partenariats Publics – Privés			*	• Engagements explicites et directs, se traduisant par des flux déterminés ou déterminables (notamment la garantie de l'Etat et les allègements de l'impôt sur les bénéfices et profits accordés dans le cadre des PPP) ; • Engagements implicites ne se concrétisant qu'à la survenance d'un événement déterminé. Ils comprennent notamment les compensations dues par le Gouvernement au partenaire privé dans le cas où cet événement conduit à un déséquilibre financier du projet.
Risques liés au secteur financier (secteur bancaire)	*			• Réduire les taux d'intérêt pour stimuler la demande de crédit et augmenter les investissements et la consommation des entreprises et de ménages ; • Encourager la concurrence bancaire en facilitant l'entrée de nouveaux acteurs, en réduisant les barrières réglementaires à l'entrée ou en encourageant les prêteurs non traditionnels, tels que les plateformes de prêt en ligne ; • Améliorer la qualité du cadre réglementaire pour les prêteurs et les emprunteurs, en réduisant les

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
				coûts et les délais d'obtention des prêts.
Risques politiques			*	Renforcement du dialogue social via l'organisation du dialogue national convoqué par le Chef de l'Etat
RISQUES INSTITUTIONNELS				
Risque lié à l'évolution de la masse salariale			*	- Mise en place de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) ; - Nécessité de ne pas proposer de nouveaux barèmes après le bouclage du Budget ; - Poursuite du recensement biométrique en vue d'assainir la base des données des fonctionnaires de l'Etat ; - Poursuite de la mise à la retraite devant dégager les postes d'emplois ; - Respect de la politique salariale des agents publics et fonctionnaires de l'Etat
Risque lié à la retraite	*			- Respect de la procédure de recrutement des fonctionnaires de l'Etat conformément à la Loi n°16/013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière de services publics de l'Etat, telle que modifiée et complétée à jour ainsi que ses mesures d'applications ; - Alignement du budget à la programmation de la retraite.
Risque lié à la faible mise en œuvre de la politique fiscale	*			Suivi régulier et évaluation à mi-parcours du niveau de mise en œuvre des mesures fiscales et douanières par toutes les Administrations financières (DGI, DGDA et DGRAD) et la DGPPB ainsi que du cadre de performance établi entre les Administrations financières et le Ministère des Finances.
Risque lié à l'incertitude de l'aide extérieure		*		Renforcer le contact entre le Ministère du Plan (PGAI), les ministères sectoriels et les PTF à travers la mise en place d'un cadre de concertation ad hoc permanent conformément à l'Arrêté n°216/CAB/MINPLAN/2011 du 17 décembre 2011 portant réglementation du

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
				circuit d'information sur les ressources extérieures ; • Renforcer le cadre de dialogue PTF-Gouvernement à travers la réactivation des groupes thématiques ; • Exhorter les secteurs bénéficiant des ressources extérieures de communiquer (à la PGAI et CSPP) de façon permanente les informations liées au décaissement de fonds dont ils bénéficient ; • Retenir dans les projets de loi de finances des ressources extérieures dont les accords et conventions ont été signés et certifiés
Risque de non-respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo	*			Respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo
Risque lié à la mise en œuvre inefficace des politiques sectorielles		*		Financement de l'élaboration des stratégies sectorielles pour la plupart des secteurs et renforcement des capacités des acteurs sectoriels dans le processus de prospection, planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation.
Risque lié à l'arrêt de la mise en œuvre du programme avec le FMI	*			Respect des critères quantitatifs contenus dans le mémorandum des politiques économiques et financières (MPEF), engageant le Gouvernement à mener un certain nombre de réformes structurelles.

Légende :

-  : risque faible
-  : risque moyen
-  : risque élevé

VII. CONCLUSION

Le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2027-2029 ainsi élaboré traduit les orientations stratégiques du Gouvernement en matière de politiques publiques, conformément aux objectifs de stabilité macroéconomique, de soutenabilité des finances publiques et de consolidation de la croissance économique définis dans le programme appuyé par le Fonds monétaire international.

En tant qu'instrument central de la programmation pluriannuelle des finances publiques, le CBMT constitue un cadre de référence permettant d'assurer la cohérence entre les priorités nationales de développement, les prévisions macroéconomiques, les capacités de mobilisation des ressources publiques et les objectifs de maîtrise des dépenses. À ce titre, la programmation budgétaire à moyen terme repose sur le principe de soutenabilité budgétaire, lequel vise à garantir l'équilibre entre les ressources attendues et les engagements de dépenses sur un horizon pluriannuel, tout en préservant les équilibres macroéconomiques et la viabilité de la dette publique.

L'atteinte des niveaux de ressources projetés dans ce cadre dépend essentiellement de la mise en œuvre effective des réformes fiscales, douanières et administratives envisagées, notamment celles visant l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du rendement des régies financières, la réduction des exonérations non justifiées ainsi que le renforcement de la gouvernance des recettes publiques.

Parallèlement, la réalisation des objectifs de dépenses requiert le renforcement de la discipline budgétaire et de l'efficacité de la dépense publique, à travers une meilleure maîtrise de la chaîne de la dépense, la rationalisation des charges de fonctionnement, l'amélioration de la qualité de la dépense publique ainsi que le respect des plafonds sectoriels arrêtés dans le cadre des dépenses à moyen terme.

Dans cette perspective, le CBMT 2027-2029 constitue un outil d'anticipation et de pilotage stratégique des finances publiques, permettant au Gouvernement de concilier les impératifs de stabilité macroéconomique avec les exigences de financement des politiques publiques prioritaires et des investissements structurants nécessaires au développement économique et social de la République démocratique du Congo.

ANNEXES

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE 2027-2029 (VOLET RECETTES)

N°	RUBRIQUES	2026					2027					2028					2029				
		LF	% PIB	Taux accr. /2025	Est. (LFR)	% PIB	Taux accr. /LFR2025	Taux accr. L/F 2026	Proj.	% PIB	Taux accr. /2026	Taux accr. L/FR 2026	Proj.	% PIB	Taux accr. /2027	Proj.	% PIB	Taux accr. /2028			
I.	BUDGET GENERAL	48 969 279 573 100	18,2	4,6	45 420 798 895 981	16,3	-0,7	-7,2	51 241 956 991 167	16,3	4,6	12,8	56 759 721 808 064	16,2	10,8	64 215 350 009 459	16,3	13,1			
I.1.	RECETTES INTERNES	34 578 939 070 145	12,8	4,3	37 078 609 152 375	13,3	21,0	7,2	41 786 056 744 350	13,3	20,8	12,7	50 617 161 225 032	14,4	21,1	57 327 160 156 224	14,5	13,3			
I.1.1.	RECETTES COURANTES	33 025 003 213 987	12,3	2,5	34 819 169 455 276	12,5	16,5	5,4	40 210 556 744 350	12,8	21,8	15,5	46 029 212 763 308	13,1	14,5	52 250 365 516 309	13,3	13,5			
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	7 522 004 839 159	2,8	-3,2	8 299 629 688 549	3,0	24,0	10,3	9 353 100 000 000	3,0	24,3	12,7	10 640 504 352 572	3,0	13,8	12 319 473 828 830	3,1	15,8			
a.	Recettes minières	2 042 677 633 672	0,8	-26,0	2 253 849 644 486	0,8	-6,5	10,3	2 706 514 667 989	0,9	32,5	20,1	2 993 294 921 942	0,9	10,6	3 341 835 258 935	0,8	11,6			
b.	Autres	5 479 327 205 487	2,0	9,4	6 045 780 044 063	2,2	41,2	10,3	6 646 585 332 011	2,1	21,3	9,9	7 647 209 430 629	2,2	15,1	8 977 638 569 894	2,3	17,4			
I.1.1.2	Recettes des Impôts	19 033 626 811 886	7,1	15,0	20 100 000 000 000	7,2	22,5	5,6	23 055 267 000 000	7,3	21,1	14,7	26 091 167 098 552	7,4	13,2	29 279 650 422 215	7,4	12,2			
a.	Recettes minières	9 233 253 073 090	3,4	4,8	9 750 552 987 264	3,5	12,2	5,6	10 924 558 220 031	3,5	18,3	12,0	11 725 694 540 757	3,3	7,3	13 378 230 259 087	3,4	14,1			
b.	Recettes pétrolières	248 707 919 588	0,1	-7,5	248 707 919 588	0,1	-7,5	0,0	281 041 260 570	0,1	13,0	13,0	305 324 072 826	0,1	8,6	329 575 501 007	0,1	7,9			
C.	Autres	9 551 665 819 208	3,5	27,8	10 100 739 093 147	3,6	35,7	5,7	11 849 667 519 399	3,8	24,1	17,3	14 060 148 484 969	4,0	18,7	15 571 844 662 120	4,0	10,8			
I.1.1.3	Recettes non Fiscales	6 469 371 562 942	2,4	-18,1	6 419 539 766 728	2,3	-5,6	-0,8	7 802 189 744 350	2,5	20,6	21,5	9 297 541 312 184	2,6	19,2	10 651 241 265 264	2,7	14,6			
1°	DGRAD	5 474 646 336 551	2,0	-13,8	5 474 646 336 551	2,0	4,3	0,0	6 226 689 744 350	2,0	13,7	13,7	7 563 798 616 712	2,2	21,5	8 833 265 596 672	2,2	16,8			
a.	Recettes minières	1 932 023 377 903	0,7	-24,1	1 932 023 377 903	0,7	-34,3	0,0	2 609 168 271 831	0,8	35,0	35,0	3 754 777 508 720	1,1	43,9	4 191 985 151 920	1,1	11,6			
b.	Recettes pétrolières	379 655 755 882	0,1	-17,7	379 655 755 882	0,1	20,8	0,0	291 831 922 259	0,1	-23,1	-23,1	317 047 080 219	0,1	8,6	342 229 649 103	0,1	7,9			
C.	Autres	3 162 967 202 766	1,2	-5,4	3 162 967 202 766	1,1	58,5	0,0	3 325 689 550 260	1,1	5,1	5,1	3 491 974 027 773	1,0	5,0	4 299 050 795 649	1,1	23,1			
2°	AUTRES recettes non fiscales	994 125 226 391	0,4	-35,8	944 893 430 176	0,3	-39,0	-5,0	1 575 500 000 000	0,5	58,4	66,7	1 733 742 695 473	0,5	10,0	1 817 975 668 593	0,5	4,9			
a.	Royalties (contrat chinois)	799 319 349 208	0,3	-16,5	749 893 430 176	0,3	-21,7	-6,2	1 575 500 000 000	0,5	97,1	110,1	1 733 742 695 473	0,5	10,0	1 817 975 668 593	0,5	4,9			
b.	Autres	195 405 877 183	0,1	-66,9	195 000 000 000	0,1	-67,0	-0,2		0,0	-100,0	-100,0		0,0	0,0		0,0	0,0			
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	1 553 935 856 158	0,6	67,8	2 259 439 697 099	0,8	201,6	45,4	1 575 500 000 000	0,5	1,4	-30,3	4 587 948 461 724	1,3	191,2	5 076 794 639 916	1,3	10,7			
	Produits des emprunts intérieurs	1 553 935 856 158	0,6	67,8	2 259 439 697 099	0,8	227,5	45,4	1 575 500 000 000	0,5	1,4	-30,3	4 587 948 461 724	1,3	191,2	5 076 794 639 916	1,3	10,7			
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	14 390 340 502 955	5,3	5,4	8 342 189 743 606	3,0	-44,8	-42,0	9 455 900 246 817	3,0	-34,3	13,4	6 142 560 583 032	1,7	-35,0	6 888 189 853 235	1,7	12,1			
I.2.1	APPUIS BUDGETAIRES	2 900 577 622 089	1,1	90,6	2 762 406 885 671	1,0	-6,8	-4,8	2 236 738 262 503	0,7	-22,9	-19,0	68 033 295 013	0,0	-97,0	71 338 656 717	0,0	4,9			
I.2.1.1	Emprunt Programme	2 828 547 916 234	1,1	91,5	2 558 234 512 390	0,9	-7,2	-9,6	2 163 446 498 836	0,7	-23,5	-15,4	0	0,0	-100,0	0	0,0	0,0			
I.2.1.2	Dons Budgétaires	72 029 705 855	0,0	62,5	204 172 373 281	0,1	-2,2	183,5	73 291 763 667	0,0	1,8	-64,1	68 033 295 013	0,0	-7,2	71 338 656 717	0,0	4,9			
I.2.1.3	Allocation DTS		0,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0			
I.2.2	FINANCEMENT DES INVEST.	11 489 762 880 866	4,3	-5,3	5 579 782 857 935	2,0	-54,0	-51,4	7 219 161 984 315	2,3	-37,2	29,4	6 074 527 288 019	1,7	-15,9	6 816 851 196 518	1,7	12,2			
I.2.2.1	Dons Projets	3 825 504 383 981	1,4	-56,4	1 718 850 258 921	0,6	-80,4	-55,1	1 891 568 861 969	0,6	-50,6	10,0	1 771 645 796 322	0,5	-6,3	1 821 875 205 509	0,5	2,8			
I.2.2.2	Eurobonds				1 504 415 832 144				1 217 790 887 700			-19,1	0			0					
I.2.2.3	Emprunts Projets	7 664 258 496 885	2,8	128,5	2 356 516 766 870	0,8	-29,7	-69,3	4 109 802 234 646	1,3	-46,4	74,4	4 302 881 491 698	1,2	4,7	4 994 975 991 008	1,3	16,1			
II.	BUDGETS ANNEXES	962 258 869 270	0,4	6,6	892 065 836 164	0,3	-1,2	-7,3	179 328 550 662	0,1	-81,4	-79,9	191 881 549 208	0,1	7,0	205 313 257 653	0,1	7,0			
III.	COMPTES SPECIAUX	4 404 212 750 090	1,6	14,4	4 553 483 630 641	1,6	12,7	3,4	5 508 573 328 481	1,7	25,1	21,0	5 894 173 461 475	1,7	7,0	6 306 765 603 778	1,6	7,0			
A.	RECETTES POUVOIR CENTRAL	54 335 751 192 461	20,2	5,4	50 866 348 362 786	18,3	0,3	-6,4	56 929 858 870 310	18,1	4,8	11,9	62 845 776 818 747	17,9	10,4	70 727 428 870 890	17,9	12,5			
B.	RECETTES DES PROVINCES	10 127 715 084 348	3,8	31,1	10 127 715 084 348	3,6	31,1	0,0	11 275 937 572 962	3,6	11,3	11,3	12 565 301 926 285	3,6	11,4	13 546 921 784 340	3,4	7,8			
C.	RECETTES DES ETDS	419 236 246 261	0,2	16,1	419 236 246 261	0,2	16,1	0,0	546 067 366 022	0,2	30,3	30,3	584 292 081 644	0,2	7,0	625 192 527 359	0,2	7,0			

ANNEXE 2 : CADRAGE BUDGETAIRE 2027-2029 (VOLET DEPENSES)

RUBRIQUES	2026						2027						2028						2029					
	LF	% PIB	% RC	Est. (LFR)	% PIB	% RC	Accr/LFR 2026	Proj.	% PIB	% RC	Accr/LFR 2026	Accr/AP LFR 2026	Proj.	% PIB	% RC	Accr/LFR 2027	Proj.	% PIB	% RC	Accr/LFR 2028				
A. BUDGET GENERAL	48 989 279 573 100	18,2		46 420 739 895 391	16,3		-7,2	51 241 965 991 167	16,3		4,6	12,8	56 759 271 808 064	16,2		10,8	64 215 350 009 459	16,3		13,1				
I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	2 967 549 898 481	1,1	9,0	3 164 709 162 288	1,1	9,1	6,6	3 478 461 481 381	1,1	8,7	17,2	9,9	5 163 570 145 740	1,5	11,2	48,4	6 675 688 828 105	1,4	10,9	9,9				
1.1. Dette publique	2 060 044 877 590	0,8	6,2	2 011 321 662 288	0,7	5,8	-2,4	1 941 426 480 407	0,6	4,8	-5,8	-3,5	3 164 362 706 693	0,9	6,9	62,5	3 399 868 386 676	0,9	6,5	7,8				
1.1.1. Dette inférieure	1 200 000 000 000	4,0	3,6	1 200 000 000 000	0,4	3,4	0,0	1 200 000 000 000	0,4	3,0	0,0	0,0	2 000 000 000 000	0,6	4,3	66,7	2 240 000 000 000	0,6	4,3	12,0				
1.1.2. Dette Extérieure (Principale)	860 044 877 590	0,3	2,6	811 321 662 288	0,3	2,3	-5,7	741 426 480 407	0,2	1,8	-13,8	-8,6	1 154 362 706 693	0,3	2,5	55,7	1 159 886 386 676	0,3	2,2	0,5				
1.2. Frais financiers	907 005 020 991	0,3	2,7	1 153 387 560 200	0,4	3,3	27,1	1 537 034 990 975	0,5	3,8	69,3	33,3	2 009 207 437 047	0,6	4,4	30,7	2 277 820 471 429	0,6	4,4	13,3				
1.2.1. Intérêts	654 380 357 669	0,2	2,0	788 000 000 000	0,3	2,3	20,4	1 026 676 613 823	0,3	2,6	56,9	30,3	1 078 012 070 509	0,3	2,3	5,0	1 239 519 880 672	0,3	2,4	15,0				
1.2.2. Echéteurs	253 424 663 222	0,1	0,8	365 387 500 000	0,1	1,0	44,2	510 156 377 152	0,2	1,3	101,3	39,6	931 195 386 538	0,3	2,0	82,5	1 038 300 590 757	0,3	2,0	11,3				
II. DEPENSES DE PERSONNEL (REMUNERATIONS)	13 552 642 463 499	5,0	41,0	13 654 923 632 167	4,9	39,2	0,8	15 314 483 354 818	4,9	38,1	13,0	12,2	16 540 006 245 793	4,7	35,9	8,0	18 548 074 100 470	4,7	35,5	12,1				
2.1. Pouvoir Central	5 369 821 359 956	2,0	16,3	5 373 000 214 237	1,9	15,4	0,1	5 940 791 715 803	1,7	13,4	21,5	20,0	10 077 233 303 618	2,9	21,9	1,4	10 993 646 424 000	2,8	21,0	9,1				
2.2. Provinces	8 183 021 103 541	3,0	24,8	8 281 923 417 931	3,0	23,8	1,2	9 369 638 915 915	3,2	24,7	21,5	20,0	6 463 572 942 175	1,8	14,0	20,3	7 554 470 167 770	1,9	14,5	16,9				
III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)	5 472 462 775 196	2,0	16,6	5 276 391 558 979	1,9	15,2	-3,6	6 035 382 766 547	1,9	15,0	30,3	14,4	6 384 847 442 151	1,8	13,9	5,8	7 669 968 797 024	1,9	14,7	20,1				
3.1. Fonctionnement des institutions	1 899 072 444 642	0,7	5,8	1 800 453 916 916	0,6	5,2	-5,2	1 994 213 081 099	0,6	4,9	4,5	10,2	2 198 708 977 543	0,6	4,8	10,7	2 497 438 370 342	0,6	4,8	13,7				
3.2. Fonctionnement des Ministères	3 048 696 798 792	1,1	9,2	2 979 218 686 561	1,0	7,7	-12,1	3 243 232 262 090	1,0	8,1	6,4	21,1	3 332 645 421 615	0,9	7,2	2,5	4 220 516 736 318	1,1	8,1	27,0				
3.3. Financement des réformes	135 560 527 815	0,1	0,4	135 560 527 815	0,0	0,4	0,0	146 736 401 595	0,0	0,4	8,2	8,2	157 007 949 707	0,0	0,3	7,0	189 941 126 441	0,0	0,4	21,0				
3.4. Fonctionnement des Services Déconcentrés	19 957 486 023	0,0	0,1	19 957 486 023	0,0	0,1	0,0	20 000 000 000	0,0	0,0	0,2	0,2	21 400 000 000	0,0	0,0	7,0	27 653 504 106	0,0	0,1	30,7				
3.5. Charges communes	369 175 527 924	0,1	1,1	641 201 021 763	0,2	1,8	73,7	641 201 021 763	0,2	1,6	73,7	0,0	668 055 093 287	0,2	1,5	7,0	734 111 048 817	0,2	1,4	7,0				
IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	4 230 841 887 962	1,6	13,0	4 538 078 884 471	1,6	13,0	5,8	5 219 161 552 931	1,7	13,0	21,6	15,0	5 557 454 471 240	1,6	12,1	6,5	5 918 952 898 998	1,5	11,3	6,5				
4.1. Retransmission aux Régies financières	1 817 674 316 244	0,7	5,5	1 864 309 716 723	0,7	5,4	2,6	2 239 912 930 253	0,7	5,6	23,2	20,1	2 386 706 933 371	0,7	5,2	7,0	2 636 377 518 908	0,7	5,0	10,0				
4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	923 344 914 558	0,3	2,8	923 344 914 558	0,3	2,7	0,0	985 000 000 000	0,3	2,4	6,7	6,7	1 053 950 000 000	0,3	2,3	7,0	1 053 950 000 000	0,3	2,0	0,0				
4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.	974 839 089 451	0,4	3,0	1 175 439 665 481	0,4	3,4	20,6	1 388 554 015 720	0,4	3,5	45,5	19,0	1 496 463 496 820	0,4	3,3	7,0	1 601 215 941 598	0,4	3,1	7,0				
4.4. Organismes Auxiliaires	150 000 000 000	0,1	0,5	150 000 000 000	0,1	0,4	0,0	160 000 000 000	0,1	0,4	6,7	6,7	171 200 000 000	0,0	0,4	7,0	183 184 000 000	0,0	0,4	7,0				
4.5. Bourses d'études	31 565 000 000	0,0	0,1	31 565 000 000	0,0	0,1	0,0	33 442 550 711	0,0	0,1	5,9	5,9	35 783 529 261	0,0	0,1	7,0	38 286 376 309	0,0	0,1	7,0				
4.6. TVA remboursable	143 418 567 909	0,1	0,4	143 418 567 909	0,1	0,4	0,0	100 691 289 848	0,0	0,3	-29,8	-29,8	80 691 289 848	0,0	0,2	-19,9	60 691 289 848	0,0	0,1	-24,8				
4.7. Mise à la retraite	250 000 000 000	0,1	0,8	250 000 000 000	0,1	0,7	0,0	301 567 662 399	0,1	0,7	20,6	20,6	322 669 319 940	0,1	0,7	7,0	345 246 472 336	0,1	0,7	7,0				
V. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	16 066 520 409 162	5,9	48,5	10 548 341 387 446	3,8	30,3	-34,1	13 721 859 859 442	4,4	34,1	-14,3	30,1	14 844 478 480 954	4,2	32,3	8,2	17 629 911 891 011	4,5	33,7	18,8				
5.1. Investissements sur ressources propres	4 640 107 528 296	1,7	14,1	4 968 558 529 913	1,8		7,1	6 502 827 875 227	2,1	16,2	40,1	30,9	8 769 951 192 835	2,5	19,1	34,9	10 812 160 694 493	2,7	20,7	23,3				
5.1.1. Projets Gouvernement central	1 594 590 504 974	0,6	4,8	1 972 457 425 823	0,7	23,7	23,7	2 771 827 170 589	0,9	6,9	73,8	40,5	2 929 559 989 223	0,8	6,4	5,7	3 709 375 071 930	0,9	7,1	26,6				
5.1.2. Investissements sur cession Actifs miniers (contrat chinois)	799 319 349 208	0,3	2,4	749 693 430 176	0,3		-6,2	1 124 545 744 350	0,4	2,8	16,7	50,0	1 733 472 695 473	0,5	3,8	54,2	1 817 975 668 993	0,5	3,5	4,9				
5.1.3. Projets des Provinces	100 000 000 000	0,0	0,2	100 000 000 000	0,0	0,0	0,0	116 028 231 183	0,0	0,3	16,0	16,0	124 150 207 366	0,0	0,3	7,0	132 840 172 881	0,0	0,3	7,0				
5.1.4. Projets des Provinces	1 401 574 678 664	0,5	4,2	1 401 574 678 664	0,5	4,2	0,0	1 575 000 000 000	0,5	3,9	12,4	12,4	2 153 181 829 666	0,6	4,7	36,7	2 838 646 718 718	0,7	5,4	31,8				
5.1.5. Fonds de préallocation	744 632 995 450	0,3	2,3	744 632 995 450	0,3		0,0	915 426 198 108	0,3	2,3	22,9	22,9	1 829 316 471 087	0,5	4,0	98,8	2 313 320 513 570	0,6	4,4	26,5				
5.3. Investissements sur ressources extérieures	11 366 412 880 666	4,2	34,4	5 579 782 857 335	2,0		-50,9	7 219 161 984 915	2,3	18,0	-36,5	29,4	6 074 527 286 119	1,7	13,2	-15,9	6 816 551 196 518	1,7	13,0	12,2				
5.3.1. Autres bailleurs	11 366 412 880 666	4,2	34,4	4 075 367 025 791	1,5		-64,1	6 001 371 096 615	1,9	14,9	-47,2	47,3	6 074 527 286 119	1,7	13,2	1,2	6 816 551 196 518	1,7	13,0	12,2				
5.3.2. Projets financés sur Eurobond				1 504 415 832 144				1 247 790 887 700					0											
VI. DEPENSES EXCEPTIONNELLES	6 678 962 138 800	2,5	20,2	8 238 350 270 226	3,0		23,3	7 472 479 976 048	2,4	18,6	11,9	-9,3	8 288 565 022 166	2,4	18,0	10,7	8 773 646 763 551	2,2	16,8	6,1				
6.1. Dépenses except. sur ressources propres	6 555 612 138 800	2,4		8 238 350 270 226	3,0		25,7	7 472 479 976 048	2,4		14,0	-9,3	8 288 565 022 166	2,4		10,7	8 773 646 763 551	2,2		6,1				
6.1.1. Opérations électorales	200 550 000 000	0,1		175 000 000 000	0,1		-12,8	400 000 000 000	0,1		99,4	128,6	1 200 000 000 000	0,3		200,0	800 000 000 000	0,2		-33,3				
6.1.2. Réserve budgétaire	50 000 000 000	0,0		24 568 307 443	0,0		-50,8	24 568 307 443	0,0		-50,8	0,0	24 568 307 443	0,0		0,0	24 568 307 443	0,0		0,0				
6.1.3. Opérations de recensement et d'identification	107 500 000 000	0,0		107 500 000 000	0,0		0,0	110 000 000 000	0															

ANNEXE 3 : CDMT CENTRAL

Allocations des dépenses intersectorielles par rubrique 2027-2029 (FC)

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
10	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	665 209 695 863	864 634 125 836	1 382 066 125 141	1 387 066 125 142	1 554 262 645 431	1 654 851 291 841	1 766 022 081 350
	Comptepartie des Projets	600 000 000	45 600 000 000	7 727 219 379	7 727 219 379	8 221 761 419	8 797 284 718	9 413 094 649
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres			223 000 000 000	321 618 527 826	224 807 540 946	248 757 677 609	263 952 993 624
	Fonctionnement des Institutions	259 722 655 184	392 318 342 071	706 857 943 801	608 239 415 975	723 838 849 229	765 699 177 865	813 532 858 010
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	42 691 200 248	35 674 071 161	9 990 075 819	9 990 075 819	11 128 441 895	11 351 010 733	12 145 581 485
	Investissements sur Ressources Propres	39 852 758 382	26 380 898 032	30 338 033 236	35 338 033 236	52 405 639 884	55 025 921 878	61 629 032 504
	Rémunérations	315 483 703 548	359 615 143 633	401 192 052 251	401 192 052 251	530 899 611 403	562 052 162 336	601 958 700 410
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 677 757 663	2 864 050 101	2 960 800 655	2 960 800 655	2 960 800 655	3 168 056 701	3 389 820 670
	Subventions aux Services Ex-BPO	2 181 620 838	2 181 620 838	-	-	-	-	-
	PRIMATURE	1 138 134 724 735	895 325 211 511	675 191 485 938	691 931 485 937	737 717 520 834	1 240 228 649 261	1 526 098 489 425
	Fonctionnement des institutions	38 743 419 155	42 669 596 252	45 763 443 255	45 763 443 255	91 422 159 682	101 661 653 841	116 293 457 785
	Fonds de Péréquation	982 942 582 259	727 133 900 120	480 962 262 417	480 962 262 417	457 713 094 553	936 489 282 312	1 184 267 403 461
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 000 000 000	3 352 773 048	1 437 812 409	13 177 812 409	18 041 239 432	18 402 064 221	19 690 208 716
	Investissements sur Ressources Propres	18 829 148 245	5 876 547 114	6 758 029 181	11 758 029 181	16 109 635 017	16 915 116 768	18 944 930 780
	Rémunérations	87 619 575 076	116 292 394 977	140 269 938 676	140 269 938 676	154 431 392 150	166 760 532 120	186 902 488 683
12	VICE-PRIMATURES	2 080 773 722	2 302 195 766	1 638 495 342	1 638 495 342	1 641 772 333	1 723 860 950	1 810 053 997
	Fonctionnement des institutions	2 080 773 722	2 302 195 766	1 638 495 342	1 638 495 342	1 641 772 333	1 723 860 950	1 810 053 997
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	21 228 658 629	26 697 323 538	25 346 113 333	25 346 113 333	32 343 735 366	36 228 276 605	38 860 419 571
	Fonctionnement des institutions	13 439 457 676	18 783 403 444	14 808 310 614	14 808 310 614	19 106 685 398	22 329 374 138	24 165 225 999
	Investissements sur Ressources Propres	1 010 550 203	7 913 920 094	1 149 047 419	1 149 047 419	1 378 856 903	1 447 799 748	1 621 535 718
	Rémunérations	6 778 650 750	7 913 920 094	9 388 755 300	9 388 755 300	11 858 193 065	12 451 102 718	13 073 657 854
16	ASSEMBLEE NATIONALE	782 603 707 300	778 478 015 559	943 627 838 427	953 627 838 427	979 393 032 946	1 033 347 404 742	1 098 855 486 469
	Fonctionnement des institutions	556 729 511 030	481 243 805 177	583 929 411 992	583 929 411 992	585 664 460 357	620 616 069 550	661 195 594 279
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	11 200 000 000	6 050 000 001	22 621 249 197	22 621 249 197	22 788 867 543	23 244 644 894	24 871 770 036
	Investissements sur Ressources Propres	19 245 782 731	4 687 935 917	33 391 126 305	43 391 126 305	52 069 351 566	54 672 819 144	61 233 557 442
	Rémunérations	195 428 413 539	286 496 274 465	303 686 050 933	303 686 050 933	318 870 353 480	334 813 871 154	351 554 564 712
17	SÉNAT	291 691 124 493	304 376 598 440	364 593 595 788	369 593 595 788	375 361 010 886	399 243 885 851	429 688 841 227
	Fonctionnement des institutions	220 435 891 844	215 433 410 151	239 091 792 723	239 091 792 723	240 137 165 849	257 812 410 316	280 251 752 084
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	2 100 000 000	20 193 748 881	20 193 748 881	18 452 058 487	18 821 099 657	20 138 576 633
	Investissements sur Ressources Propres	2 656 708 568	1 149 737 144	1 322 197 716	6 322 197 716	7 586 637 259	7 965 969 122	8 921 885 417
	Rémunérations	67 098 524 081	85 693 451 145	103 985 856 468	103 985 856 468	109 185 149 291	114 644 406 756	120 376 627 093
19	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	906 327 796 425	945 828 106 539	923 344 914 358	923 344 914 358	985 000 000 000	1 053 950 000 000	1 053 950 000 000
	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	906 327 796 425	945 828 106 539	923 344 914 358	923 344 914 358	985 000 000 000	1 053 950 000 000	1 053 950 000 000
20	POUVOIR JUDICIAIRE	611 290 654 854	596 779 712 781	648 236 909 939	658 236 909 939	773 410 712 628	899 990 128 007	1 154 824 280 322
	Fonctionnement des institutions	180 849 708 474	207 543 489 530	157 746 116 806	157 746 116 806	161 767 177 661	203 861 653 594	283 147 485 173
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 459 073 659	2 000 000 000	365 181 329	365 181 329	333 684 809	340 358 506	364 183 601
	Investissements sur Ressources Propres	35 496 132 517	5 512 268 039	6 339 108 245	6 339 108 245	27 606 929 894	28 987 276 389	32 465 749 555

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
	Rémunérations	385 485 740 204	381 723 955 411	483 786 503 559	493 786 503 559	583 706 920 263	666 800 839 519	838 246 861 993
21	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	120 000 537 807	128 179 843 356	116 545 377 983	116 545 377 983	124 667 734 654	136 569 507 561	152 970 030 222
	Fonctionnement des Institutions	41 627 591 648	63 686 667 733	48 161 914 368	48 161 914 368	50 825 427 737	59 035 085 299	71 535 560 816
	Investissements sur Ressources Propres	1 558 111 567	229 971 719	264 467 477	264 467 477	317 360 972	333 229 020	373 216 502
	Rémunérations	76 814 834 592	64 263 203 904	68 118 996 138	68 118 996 138	73 524 945 945	77 201 193 242	81 061 252 904
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	135 732 223 916	236 154 647 954	395 355 217 809	427 762 937 809	500 332 245 180	554 888 385 090	1 207 374 549 371
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	23 140 000 000	23 327 562 769	25 812 792 197	27 389 561 760
	Fonctionnement des Ministères	49 240 112 571	119 864 731 738	230 866 649 042	230 866 649 042	263 538 259 248	279 692 984 431	866 565 728 509
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 000 000 000	500 000 000	6 575 000 000	6 575 000 000	6 007 912 907	13 120 891 244	14 039 353 631
	Investissements sur Ressources Propres	11 000 000 000	34 702 451 524	39 907 819 253	42 175 539 253	55 610 647 104	58 391 179 459	65 398 120 994
	Rémunérations	74 492 111 345	81 087 464 692	118 005 749 514	125 005 749 514	151 847 863 152	177 870 537 760	233 979 784 476
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	20 174 771 835	19 126 100 354	18 762 983 005	18 762 983 005	19 618 922 092	20 411 935 377	21 396 726 536
	Fonctionnement des Ministères	6 801 594 897	8 339 454 386	6 040 766 055	6 040 766 055	6 046 806 821	6 167 742 958	6 291 097 817
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	-	238 161 736	238 161 736	217 620 527	221 972 938	237 511 043
	Investissements sur Ressources Propres	625 895 015	557 894 318	1 641 578 465	1 641 578 465	1 969 894 158	2 068 388 866	2 316 595 530
	Rémunérations	11 247 281 923	10 228 751 650	10 842 476 749	10 842 476 749	11 384 600 586	11 953 830 615	12 551 522 146
24	DECENTRALISATION	15 894 268 199	12 656 221 625	18 417 981 601	19 417 981 601	21 087 720 185	28 913 388 325	30 468 400 051
	Fonctionnement des Ministères	4 826 893 343	5 709 582 677	5 515 525 595	5 515 525 595	5 521 041 121	5 631 461 944	5 744 091 183
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	-	199 658 922	1 199 658 922	2 096 189 555	9 130 933 425	9 770 098 764
	Investissements sur Ressources Propres	4 407 265 100	-	1 000 000 000	1 000 000 000	1 200 000 000	1 260 000 000	1 411 200 000
	Rémunérations	5 452 237 660	6 038 766 852	11 353 848 504	11 353 848 504	11 921 540 929	12 517 617 975	13 143 498 874
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	707 872 096	907 872 096	348 948 580	348 948 580	348 948 580	373 374 981	399 511 229
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	1 590 112 321 194	2 696 675 033 188	3 292 787 072 801	3 277 463 387 663	3 921 548 410 469	4 237 393 454 763	4 690 965 066 757
	Contepartie des Projets	3 366 666 500	4 066 666 500	4 907 710 126	4 907 710 126	5 221 803 574	5 587 329 824	5 978 442 912
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	25 000 000 000	519 098 686 200	834 103 619 866	1 071 333 935 923	1 384 196 231 400	1 531 663 210 358	1 625 224 569 883
	Fonctionnement des Ministères	188 453 474 185	282 657 417 460	253 752 926 681	225 999 526 888	259 181 018 433	265 142 064 516	311 964 826 120
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	29 493 932 329	24 493 932 329	4 631 137 866	8 631 137 866	9 386 710 964	9 574 445 183	10 244 656 346
	Investissements sur Ressources Extérieures	586 743 677 252	351 695 677 252	378 101 472 247	135 566 276 586	199 634 420 368	201 630 764 572	225 826 456 320
	Investissements sur Ressources Propres	63 777 288 846	52 095 741 340	76 546 331 568	85 280 925 847	110 134 825 115	116 598 611 026	152 003 838 549
	Rémunérations	667 720 418 364	1 434 828 798 389	1 719 630 674 056	1 724 630 674 056	1 932 637 686 247	2 084 560 414 910	2 330 435 595 141
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 806 863 718	1 006 863 718	1 155 714 368	1 155 714 368	1 155 714 368	1 236 614 374	1 323 177 380
	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	26 731 250 000	19 957 486 023	19 957 486 023	20 000 000 000	21 400 000 000	27 963 504 106
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	5 640 644 172	5 312 631 663	6 482 154 983	6 482 154 983	6 813 253 562	7 108 800 421	7 465 618 861
	Fonctionnement des Ministères	1 474 244 254	1 121 668 679	1 502 358 303	1 502 358 303	1 503 860 661	1 533 937 875	1 564 616 632
	Investissements sur Ressources Propres	100 000 000	-	537 375 917	537 375 917	644 851 100	677 093 655	758 344 894
	Rémunérations	4 066 399 918	4 190 962 984	4 442 420 763	4 442 420 763	4 664 541 801	4 897 768 891	5 142 657 336
27	DEFENSE	2 541 204 174 589	7 835 438 459 920	7 919 737 734 929	8 623 087 598 647	8 147 102 660 434	8 886 808 313 127	9 600 015 008 459
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	500 000 000 000	4 890 901 313 800	5 099 647 693 933	6 430 492 674 035	5 215 878 339 229	5 771 558 093 190	6 124 112 635 289
	Fonctionnement des Ministères	567 984 602 466	710 999 751 772	683 162 633 908	220 787 851 471	684 020 135 367	698 477 963 789	753 967 443 378
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	39 145 569 865	10 145 569 865	9 742 964 350	9 742 964 350	8 902 643 540	16 073 516 489	17 196 662 644
	Investissements sur Ressources Extérieures	584 400 000 000	584 400 000 000	273 004 731 974	97 884 398 027	144 114 219 014	145 585 661 204	163 055 940 549

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
	Investissements sur Ressources Propres	161 045 352 040	100 000 000 241	109 636 229 305	114 636 229 305	145 361 189 264	153 586 293 382	193 430 042 788
	Rémunérations	688 628 650 218	1 538 991 824 241	1 744 543 481 459	1 749 543 481 459	1 948 796 134 020	2 101 526 785 072	2 348 250 283 811
28	ANCIENS COMBATTANTS	9 280 900 783	10 959 248 127	27 674 192 658	35 674 192 658	39 712 669 633	41 430 096 560	45 313 237 209
	Fonctionnement des Ministères	4 344 529 733	5 076 523 428	4 367 096 346	4 367 096 346	4 371 463 442	4 438 892 711	4 548 070 565
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			-	5 000 000 000	4 568 755 063	4 660 130 164	4 986 339 276
	Investissements sur Ressources Propres	954 647 960	1 819 426 291	18 000 000 000	21 000 000 000	25 200 000 000	26 460 000 000	29 635 200 000
	Rémunérations	3 981 723 090	4 063 298 408	5 307 096 312	5 307 096 312	5 572 451 128	5 851 073 684	6 143 627 369
29	ECONOMIE NATIONALE	37 569 250 573	45 469 406 828	52 696 418 037	53 696 418 037	55 448 515 550	57 671 327 665	60 750 823 990
	Contrepartie des Projets	400 010 000	400 010 000	214 145 289	214 145 289	227 850 587	243 800 128	260 866 137
	Fonctionnement des Ministères	4 803 755 269	10 990 342 432	11 410 295 606	11 410 295 606	11 421 705 902	11 650 140 020	11 883 142 820
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 767 876 441	2 000 000 002	6 716 160 957	7 716 160 957	7 050 649 887	7 191 662 885	7 695 079 287
	Investissements sur Ressources Propres	3 486 825 001	3 911 316 986	4 498 014 533	4 498 014 533	5 397 617 439	5 667 498 310	6 347 598 108
	Rémunérations	23 110 783 862	28 167 737 408	29 857 801 652	29 857 801 652	31 350 691 735	32 918 226 322	34 564 137 638
30	FINANCES	3 928 067 453 126	5 287 163 140 250	6 050 866 838 867	7 505 649 930 251	8 014 770 574 353	8 664 878 586 728	9 492 616 115 661
	Contrepartie des Projets	6 550 550 000	9 550 550 000	3 573 002 604	3 573 002 604	3 801 674 771	4 067 792 005	4 352 537 445
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures			123 350 000 000	-	-	-	-
	Dette Publique	1 146 860 486 729	1 509 559 890 000	2 060 044 877 590	2 011 321 662 288	1 941 426 490 407	3 154 362 708 693	3 399 868 356 676
	Financement des Réformes	32 471 829 531	50 549 528 771	27 704 864 735	27 704 864 735	29 477 976 078	31 541 434 403	38 157 402 802
	Fonctionnement des Ministères	59 671 116 618	101 150 970 044	98 104 898 007	103 104 898 007	158 203 002 905	161 367 062 963	164 594 404 222
	Frais Financiers	220 164 435 262	1 175 430 359 537	907 805 020 891	1 153 387 500 000	1 537 034 990 975	2 009 207 437 047	2 275 820 471 429
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	30 702 277 972	436 550 000 000	156 919 736 686	157 219 736 686	133 659 693 589	156 732 887 461	167 704 189 583
	Investissements sur Eurobond			-	1 504 415 832 144	1 217 790 887 700	-	-
	Investissements sur Ressources Extérieures	448 790 620 435	448 790 620 435	272 936 248 792	97 859 843 746	144 108 060 467	145 549 141 072	163 015 038 000
	Investissements sur Ressources Propres	44 375 219 644	15 790 459 087	18 159 027 950	18 159 027 950	21 790 833 540	22 880 375 217	25 626 020 243
	Rémunérations	282 415 348 088	391 849 519 780	419 360 490 967	419 360 490 967	465 056 957 329	499 828 731 102	554 329 992 550
	Rétrocession aux Régies Financières	1 367 124 995 389	1 042 758 216 927	1 817 674 316 244	1 864 308 716 723	2 239 912 930 253	2 396 706 835 371	2 636 377 518 908
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 789 617 712	1 789 617 710	1 815 786 492	1 815 786 492	1 815 786 492	1 942 891 546	2 078 893 955
	TVA Remboursable	285 150 955 746	103 393 407 959	143 418 567 909	143 418 567 909	100 691 289 848	80 691 289 848	60 691 289 848
31	BUDGET	672 008 225 333	992 188 119 161	970 734 227 895	1 232 348 029 177	1 306 488 834 483	1 396 703 896 094	1 522 294 683 606
	Charges Communes	290 992 034 288	461 942 432 574	369 175 527 924	641 201 021 763	641 201 021 763	686 085 093 287	734 111 049 817
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	30 000 000 000	40 000 000 000	50 000 000 000	24 588 307 443	24 588 307 443	27 207 851 792	28 869 838 309
	Financement des Réformes	18 771 700 219	59 366 040 263	65 521 663 081	65 521 663 081	69 715 049 518	74 595 102 984	90 241 786 573
	Fonctionnement des Ministères	40 114 611 692	60 721 810 501	56 402 039 939	56 402 039 939	73 458 441 979	74 927 610 819	76 426 163 035
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 373 335 554	600 000 000	109 554 398	109 554 398	1 100 105 442	1 122 107 551	1 200 655 080
	Investissements sur Ressources Propres	23 091 293 212	5 822 042 352	13 695 348 705	28 695 348 705	34 434 418 446	36 156 139 368	40 494 876 092
	Rémunérations	258 665 250 368	363 735 793 471	415 830 093 848	415 830 093 848	461 991 489 892	496 609 990 293	550 950 314 700
32	PLAN	216 875 304 430	299 166 104 168	478 122 064 183	482 958 301 593	528 724 816 997	577 718 674 631	672 491 703 144
	Contrepartie des Projets	8 660 318 362	7 660 318 362	5 029 948 159	5 029 948 159	10 351 864 841	11 076 495 380	11 851 850 056
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	25 000 000 000	100 000 000 000	40 710 825 000	40 710 825 000	45 355 625 000	50 187 640 032	53 253 342 597
	Fonctionnement des Ministères	37 775 423 695	46 694 754 947	68 317 133 028	68 317 133 028	68 385 450 161	69 753 159 164	71 148 222 348
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	16 858 260 713	2 890 970 562	4 321 736 690	5 321 736 690	6 362 742 289	6 489 997 135	6 944 296 935

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
	Investissements sur Ressources Extérieures	39 076 780 297	39 076 780 297	17 403 804 259	6 240 041 669	9 189 063 335	9 280 953 968	10 594 668 445
	Investissements sur Ressources Propres	9 443 102 992	2 479 407 774	4 851 318 940	14 851 318 940	18 821 582 728	19 762 661 864	22 134 181 288
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	194 245 962		219 928 814 391	219 928 814 391	214 262 897 470	235 689 187 217	282 827 024 660
	Rémunérations	62 449 830 476	90 796 530 293	109 344 322 111	114 344 322 111	147 781 429 568	166 689 426 953	204 533 723 193
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	17 417 341 933	9 567 341 933	8 214 161 605	8 214 161 605	8 214 161 605	8 789 152 917	9 404 393 622
33	RECONSTRUCTION	12 086 642 502	10 761 565 532	11 004 566 994	11 004 566 994	13 616 759 853	14 272 311 649	15 039 586 208
	Fonctionnement des Ministères	2 455 930 570	1 001 523 627	725 463 509	725 463 509	726 188 973	740 712 752	755 527 008
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000	100 000 000	18 259 066	18 259 066	116 684 240	119 017 925	127 349 180
	Investissements sur Ressources Propres	660 476 664				1 000 000 000	1 050 000 000	1 176 000 000
	Rémunérations	6 970 235 268	9 680 041 905	10 260 844 419	10 260 844 419	11 773 886 640	12 362 580 972	12 980 710 021
34	JUSTICE	97 369 726 880	99 133 744 211	134 233 766 845	128 408 588 095	200 641 968 633	213 497 202 314	262 960 244 854
	Fonctionnement des Ministères	39 755 736 933	39 002 519 399	28 251 859 585	28 251 859 585	33 280 111 445	33 945 713 674	34 624 627 947
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 015 395 318	200 000 000	830 390 587	7 330 390 587	9 698 151 821	9 892 114 857	10 584 562 897
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 391 231 453	3 391 231 453	22 332 310 000	8 007 131 250	36 570 000 000	36 935 700 000	41 367 984 000
	Investissements sur Ressources Propres	18 885 358 915	7 646 977 916	25 430 253 630	27 430 253 630	50 714 018 454	54 206 764 032	82 124 969 916
	Rémunérations	33 134 221 438	47 505 232 620	56 855 546 577	56 855 546 577	69 846 280 447	77 946 164 832	93 647 403 031
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 187 782 823	1 387 782 823	533 406 466	533 406 466	533 406 466	570 744 919	610 697 063
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	18 039 542 041	16 694 751 426	14 451 101 505	19 740 427 532	35 483 456 097	36 862 961 561	39 293 295 943
	Fonctionnement des Ministères	6 686 962 133	8 255 658 346	6 393 065 192	6 393 065 192	9 399 458 257	9 587 447 422	9 779 196 371
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 100 000 000	1 535 100 000	280 294 928	280 294 928	3 756 119 774	3 831 242 169	4 099 429 121
	Investissements sur Ressources Propres	3 634 968 171	661 208 000	760 389 200	4 049 715 227	10 859 658 272	11 402 641 186	12 770 958 128
	Rémunérations	4 617 611 737	6 242 785 080	7 017 352 185	9 017 352 185	11 468 219 794	12 041 630 784	12 643 712 323
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	18 231 269 201	18 013 978 756	84 556 002 588	79 556 002 588	87 615 751 007	91 721 446 370	99 540 361 023
	Fonctionnement des Ministères	3 437 131 511	2 380 844 662	34 510 840 654	34 510 840 654	35 545 351 495	36 256 258 525	36 981 383 695
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			25 465 193 981	20 465 193 981	19 700 091 722	20 094 093 556	21 500 680 105
	Investissements sur Ressources Propres	735 822 140	98 286 823	113 029 846	113 029 846	5 135 635 815	5 392 417 606	6 039 507 718
	Rémunérations	14 058 315 550	15 534 847 271	24 466 938 107	24 466 938 107	27 234 671 975	29 978 676 683	35 018 789 504
37	SANTE	5 279 544 376 706	5 467 597 443 090	4 980 893 187 901	3 210 180 781 088	3 944 715 397 670	4 199 676 716 507	4 866 745 859 003
	Contrepartie des Projets	41 433 360 000	53 002 703 610	50 823 271 368	50 823 271 368	54 075 960 736	57 861 277 987	61 911 567 446
	Fonctionnement des Ministères	90 869 748 079	297 956 722 886	317 498 036 222	317 498 036 222	322 989 873 084	330 227 096 259	378 351 558 498
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	92 136 585 676	100 000 000 000	150 475 085 282	163 475 085 282	168 918 649 196	175 793 432 219	188 098 972 475
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 541 716 650 915	3 765 648 702 541	2 796 317 045 679	1 002 604 638 866	1 476 432 052 117	1 495 139 116 800	1 678 570 000 963
	Investissements sur Ressources Propres	47 370 136 591	47 937 505 991	110 414 913 071	115 414 913 071	171 891 037 980	183 356 723 845	269 599 713 306
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	543 195 962 646	144 193 701 658	135 942 800 963	135 942 800 963	156 371 668 779	214 077 018 626	282 375 474 660
	Rémunérations	909 395 120 268	1 049 412 696 819	1 402 895 447 060	1 407 895 447 060	1 575 509 567 523	1 723 398 601 338	1 986 627 480 761
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	11 735 326 086	7 753 923 141	16 526 588 256	16 526 588 256	18 526 588 256	19 823 449 434	21 211 090 894
	Subventions aux Services Ex-BPO	1 691 486 445	1 691 486 445	-	-	-	-	-
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	5 153 497 327 944	5 713 961 135 607	5 214 472 363 203	4 689 304 435 948	5 118 429 353 867	5 511 494 259 077	6 254 941 022 923
	Contrepartie des Projets	5 266 720 000	5 266 720 000	6 056 727 999	6 056 727 999	6 444 358 591	6 895 463 692	7 378 146 151
	Financement des Réformes	1 000 000 000	16 200 000 000	17 334 000 000	17 334 000 000	18 443 376 000	19 734 412 320	23 873 800 739
	Fonctionnement des Ministères	711 478 607 507	749 271 634 112	796 022 170 202	796 022 170 202	797 166 870 023	814 665 058 852	913 998 200 656

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	71 707 798 606	37 725 070 998	93 231 897 518	97 581 897 518	96 424 304 625	101 849 200 757	108 978 644 810
	Investissements sur Ressources Exterieures	1 459 307 250 000	1 754 456 590 964	831 730 476 129	298 212 548 874	439 146 746 817	446 166 710 393	502 382 842 405
	Investissements sur Ressources Propres	20 648 735 516	84 209 299 804	139 771 358 982	143 771 358 982	150 000 000 000	160 371 133 966	243 855 852 642
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	614 587 628 019	345 139 326 902	338 679 725 728	338 679 725 728	318 397 895 351	434 374 050 823	572 214 965 607
	Mise à la Retraite		20 493 313 494	16 162 728 786	16 162 728 786	64 929 012 599	69 474 043 480	74 337 226 524
	Rémunérations	2 269 500 588 296	2 701 199 179 335	2 975 483 277 859	2 975 483 277 859	3 227 476 789 862	3 457 964 184 794	3 807 921 343 390
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	606 044 812 792	789 769 119 771	1 004 043 986 444	1 004 043 986 444	1 074 866 910 113	1 133 156 110 631	1 203 671 226 417
	Bourse d'Etudes	10 000 000 000	29 500 000 000	31 565 000 000	31 565 000 000	33 442 550 711	35 783 529 261	38 288 376 309
	Contepartie des Projets	833 360 000	1 000 000 000	1 530 292 465	1 530 292 465	3 256 462 366	3 484 414 732	3 728 323 763
	Fonctionnement des Ministères	33 989 316 830	37 050 491 210	26 837 888 716	26 837 888 716	26 864 726 605	27 402 021 137	27 950 061 560
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	11 065 705 063	1 763 512 005	1 322 000 828	1 322 000 828	4 207 979 595	4 292 139 187	4 592 588 930
	Investissements sur Ressources Propres	5 000 000 000	5 183 276 820	21 068 023 834	21 068 023 834	25 281 628 601	26 545 710 031	29 731 195 235
	Rémunérations	537 808 403 136	708 923 811 973	918 896 501 864	918 896 501 864	974 989 283 498	1 028 346 318 035	1 091 567 563 894
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	7 348 027 763	6 348 027 763	2 824 278 737	2 824 278 737	6 824 278 737	7 301 978 249	7 813 116 726
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	919 353 678 423	239 599 244 042	270 405 173 179	270 405 173 179	336 839 906 275	357 220 863 480	390 367 052 685
	Contepartie des Projets	1 842 110 250	1 842 110 250	958 262 857	958 262 857	1 019 591 680	1 090 963 098	1 167 330 514
	Fonctionnement des Ministères	31 392 606 284	37 371 110 904	27 070 132 751	27 070 132 751	27 097 202 884	27 639 146 942	28 191 929 881
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	231 313 922 827	46 411 287 468	14 701 959 260	14 701 959 260	53 433 930 160	54 502 608 763	58 317 791 377
	Investissements sur Ressources Propres	395 895 416 004	9 209 554 406	16 000 000 000	16 000 000 000	24 200 000 000	25 410 000 000	28 459 200 000
	Rémunérations	61 607 998 733	119 763 556 690	145 328 133 989	145 328 133 989	164 742 497 229	177 587 192 453	198 270 482 033
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	197 301 624 325	25 001 624 324	66 346 684 322	66 346 684 322	66 346 684 322	70 990 952 225	75 960 318 880
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	1 652 495 353 960	2 639 171 536 286	3 777 583 614 290	2 259 178 232 073	2 711 242 327 749	3 428 414 696 410	3 828 521 897 946
	Contepartie des Projets	6 333 360 000	5 333 360 000	3 358 576 811	3 358 576 811	3 573 525 727	3 823 672 528	4 091 329 605
	Fonctionnement des Ministères	25 759 621 579	40 257 629 692	31 230 610 715	31 230 610 715	33 261 841 326	33 927 078 153	34 605 619 716
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	16 979 747 679	1 400 000 000	4 255 626 930	4 255 626 930	3 888 583 416	3 966 355 084	4 243 999 940
	Investissements sur Ressources Exterieures	820 089 390 176	1 172 106 882 200	2 342 555 355 549	839 910 792 627	836 849 668 437	845 218 165 121	946 644 344 936
	Investissements sur Ressources Propres	174 304 902 807	84 076 328 601	194 286 744 284	213 951 844 021	270 937 235 436	287 355 231 174	386 078 041 515
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	513 174 822 240	264 601 685 434	274 740 322 882	274 740 322 882	271 942 860 713	341 205 329 753	434 929 448 013
	Investissements sur Cession Actifs miniers (Contrat Chinois)		957 215 257 205	799 319 349 208	749 893 430 176	1 124 545 744 350	1 733 742 695 473	1 817 975 668 593
	Rémunérations	94 086 019 965	112 412 903 638	127 157 677 857	141 157 677 857	165 563 518 291	178 449 264 568	199 175 657 754
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 767 489 514	1 767 489 514	679 350 053	679 350 053	679 350 053	726 904 557	777 787 876
43	URBANISME ET HABITAT	466 711 892 540	84 838 248 200	64 360 682 122	62 574 690 178	74 890 081 988	77 406 020 618	82 730 896 398
	Fonctionnement des Ministères	8 544 819 779	13 993 351 872	10 136 222 426	10 136 222 426	11 146 358 648	11 369 285 821	11 596 671 537
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	14 500 000 000	4 150 000 000	5 892 849 219	15 892 849 219	16 322 107 066	16 648 549 207	17 813 947 652
	Investissements sur Ressources Exterieures	410 000 000 000	41 000 000 000	19 153 309 396	6 867 317 452	10 112 787 439	10 213 915 313	11 439 585 151
	Investissements sur Ressources Propres	19 707 899 707	4 907 899 707	7 144 084 663	7 644 084 663	10 172 901 596	10 681 546 676	11 963 332 277
	Rémunérations	13 959 173 054	20 786 996 621	22 034 216 418	22 034 216 418	27 135 927 239	28 492 723 601	29 917 359 781
44	AGRICULTURE	2 467 015 167 338	2 287 631 779 563	1 238 995 279 717	742 161 134 656	1 275 338 537 240	1 574 471 594 813	1 693 670 029 009
	Contepartie des Projets	943 975 800	2 000 000 000	1 060 598 738	1 060 598 738	1 128 477 057	1 207 470 451	1 291 993 383
	Fonctionnement des Ministères	43 902 883 749	57 788 684 085	41 859 803 242	41 859 803 242	41 901 663 045	42 739 696 306	43 594 490 232

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
	Fonds de Pérequation	243 631 639 251	390 287 355 920	119 530 504 872	119 530 504 872	228 856 547 276	446 413 594 388	564 526 554 955
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	61 000 000 000	41 050 000 000	25 583 091 679	25 583 091 679	23 376 575 926	23 844 107 445	25 513 194 966
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 467 509 162 882	1 516 407 917 539	787 013 748 532	282 179 603 471	660 899 961 225	669 480 332 918	751 825 067 941
	Investissements sur Ressources Propres	26 263 481 729	27 799 295 093	48 605 418 384	53 605 418 384	72 124 216 159	76 687 471 622	107 303 362 417
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	557 140 811 024	181 460 625 284	140 229 276 919	140 229 276 919	159 940 847 311	218 003 115 011	287 086 790 322
	Rémunérations	63 699 563 144	67 914 251 883	73 989 106 996	76 989 106 996	85 986 518 886	94 893 415 193	111 442 015 910
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 923 649 759	2 923 649 759	1 123 730 355	1 123 730 355	1 123 730 355	1 202 391 480	1 286 558 883
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	1 612 840 341 630	1 057 532 511 447	1 299 807 155 500	708 415 626 715	951 314 502 053	1 139 524 480 470	1 380 218 296 401
	Comtepartie des Projets	2 360 027 500	2 360 027 500	1 251 521 093	1 251 521 093	1 331 618 443	1 424 831 734	1 524 569 955
	Fonctionnement des Ministères	29 071 511 802	40 403 151 921	28 576 555 021	28 576 555 021	28 605 131 576	29 177 234 208	29 760 778 892
	Fonds de Pérequation	243 631 639 251	195 688 992 366	70 869 876 441	70 869 876 441	114 428 273 638	223 206 797 193	282 263 277 476
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	48 679 143 412	28 800 000 000	16 552 483 587	16 552 483 587	15 124 848 638	15 427 345 611	16 507 259 804
	Investissements sur Ressources Extérieures	503 645 393 163	534 207 114 824	931 306 550 894	333 915 022 109	491 722 082 877	498 610 675 787	560 451 051 955
	Investissements sur Ressources Propres	10 110 968 275	17 378 349 874	44 850 331 382	47 850 331 382	67 218 111 757	71 536 062 000	101 533 783 640
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	746 648 741 487	204 338 401 790	162 155 082 324	162 155 082 324	178 197 595 916	238 085 538 476	311 185 698 481
	Rémunérations	25 148 840 844	31 021 281 312	42 882 558 191	45 882 558 191	53 324 642 641	60 598 445 136	75 432 297 350
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 544 075 896	3 335 191 859	1 362 196 567	1 362 196 567	1 362 196 567	1 457 550 327	1 559 578 850
46	INDUSTRIE	109 201 203 552	64 641 589 435	108 608 056 564	105 580 166 284	127 554 481 348	134 123 458 364	166 359 403 686
	Comtepartie des Projets	200 010 000	200 010 000	107 075 321	107 075 321	113 928 142	121 903 112	130 436 330
	Fonctionnement des Ministères	5 389 117 184	6 072 039 641	5 088 208 335	5 088 208 335	5 093 296 543	5 195 162 473	5 299 065 723
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	24 487 495 358	2 000 000 000	6 972 912 692	7 472 912 692	9 828 381 539	10 024 949 170	10 726 695 612
	Investissements sur Ressources Extérieures	17 624 218 034	17 624 218 034	16 412 507 899	5 884 617 619	8 665 667 134	8 752 323 805	9 802 602 662
	Investissements sur Ressources Propres	41 424 036 723	6 938 298 557	24 615 272 368	31 615 272 368	45 736 040 940	48 979 887 642	76 270 866 359
	Rémunérations	16 667 172 899	28 397 869 849	54 101 742 040	54 101 742 040	56 806 829 142	59 647 170 599	62 629 529 129
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 409 153 354	3 409 153 354	1 310 337 909	1 310 337 909	1 310 337 909	1 402 061 563	1 500 205 872
47	COMMERCE EXTERIEUR	53 681 086 062	50 214 130 660	56 750 161 675	51 789 772 640	91 496 938 279	94 866 330 073	102 424 024 248
	Comtepartie des Projets	1 320 144 624	1 320 144 624	686 722 048	686 722 048	730 672 259	781 819 317	836 546 669
	Fonctionnement des Ministères	4 604 751 670	6 434 956 398	6 730 823 741	6 730 823 741	6 737 554 565	6 872 305 656	7 009 751 769
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 859 915 892	1 450 000 000	4 741 079 935	4 741 079 935	23 000 000 000	23 460 000 000	25 102 200 000
	Investissements sur Ressources Extérieures	16 674 192 395	16 674 192 395	15 527 798 957	5 567 409 922	8 198 548 199	8 280 533 681	9 274 197 723
	Investissements sur Ressources Propres	7 450 000 000	1 200 000 000	6 000 000 000	11 000 000 000	26 613 239 412	27 943 901 383	31 297 169 549
	Rémunérations	16 772 081 481	23 134 837 243	23 063 736 994	23 063 736 994	26 216 923 844	27 527 770 036	28 904 158 538
48	MINES	36 732 498 124	35 236 786 626	26 604 317 244	29 604 317 244	98 229 829 859	101 643 774 480	108 779 806 717
	Fonctionnement des Ministères	5 769 476 474	6 866 180 972	4 973 585 896	4 973 585 896	14 978 559 482	15 278 130 672	15 583 693 285
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 240 000 000	218 040 000	198 586 559	3 198 586 559	40 922 711 707	41 741 165 941	44 663 047 557
	Investissements sur Ressources Propres	2 321 103 892	926 288 699	1 065 232 004	1 065 232 004	21 278 278 405	22 342 192 325	25 023 255 404
	Rémunérations	11 613 853 256	13 438 212 453	15 067 349 604	15 067 349 604	15 820 717 084	16 611 752 938	17 442 340 585
	Subventions aux Organismes Auxiliaires			5 299 563 181	5 299 563 181	5 299 563 181	5 670 532 604	6 067 469 886
	Subventions aux Services Ex-BPO	13 788 064 502	13 788 064 502	-	-	-	-	-

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
49	HYDROCARBURES	13 879 725 420	13 280 260 884	30 127 145 657	32 127 145 657	46 379 018 269	49 506 334 662	75 604 305 976
	Fonctionnement des Ministères	2 955 642 983	3 715 717 204	2 691 516 399	2 691 516 399	4 694 207 915	4 788 092 073	4 883 853 915
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	600 100 500	100 000 000	177 033 557	177 033 557	261 764 592	266 999 884	285 689 876
	Investissements sur Ressources Propres	3 128 242 457	628 242 457	17 358 707 853	19 358 707 853	31 028 163 522	33 536 616 353	58 974 404 516
	Rémunérations	7 195 739 480	8 836 301 223	9 899 887 848	9 899 887 848	10 394 882 240	10 914 626 352	11 460 357 670
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	889 196 469 056	1 075 726 628 386	1 825 835 160 239	860 695 972 797	1 241 368 377 578	1 319 289 224 635	1 552 210 121 555
	Contrepartie des Projets	7 320 851 622	6 914 218 568	4 596 610 361	4 596 610 361	6 890 793 424	7 373 148 964	7 889 269 391
	Fonctionnement des Ministères	4 061 464 374	10 777 471 537	7 806 767 798	7 806 767 798	10 814 574 566	11 090 866 057	11 251 483 378
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	34 898 049 892	236 602 715	2 395 848 391	2 395 848 391	7 189 208 893	7 332 993 071	7 846 302 586
	Investissements sur Ressources Extérieures	555 104 750 298	841 024 750 298	1 512 403 402 140	542 264 214 698	798 536 368 436	806 521 732 120	903 504 339 975
	Investissements sur Ressources Propres	106 408 466 852	146 269 110 220	229 731 934 807	234 731 934 807	307 273 749 965	324 551 526 774	406 324 498 387
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	132 190 733 861	52 363 086 151	41 978 374 085	41 978 374 085	78 131 217 052	128 012 521 726	179 098 078 380
	Rémunérations	11 962 132 183	11 891 369 523	12 604 851 694	12 604 851 694	18 235 094 279	19 146 848 993	20 104 191 443
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	36 346 596 909	5 346 596 909	14 317 370 963	14 317 370 963	14 317 370 963	15 319 586 930	16 591 958 016
	Subventions aux Services Ex-BPO	903 423 065	903 423 065	-	-	-	-	-
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	310 922 694 156	299 115 752 954	463 349 804 949	502 352 541 230	747 682 412 148	780 472 022 244	904 369 957 576
	Fonctionnement des Ministères	3 542 853 807	34 856 534 443	25 248 674 484	25 248 674 484	35 273 923 158	35 979 401 621	36 698 989 654
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	34 363 419 854	20 000 000 000	13 969 362 268	13 969 362 268	22 764 518 917	23 219 809 295	24 845 195 946
	Investissements sur Ressources Extérieures	127 026 850 968	127 026 850 968	227 603 174 070	81 605 910 351	120 172 575 524	121 374 301 279	135 939 217 433
	Investissements sur Ressources Propres	93 094 018 768	43 974 824 075	110 843 505 740	292 843 505 740	462 450 692 896	487 487 316 851	588 812 583 273
	Rémunérations	47 762 785 895	68 124 778 604	83 712 265 320	86 712 265 320	105 047 878 586	110 300 272 515	115 815 286 141
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 132 764 864	2 132 764 864	1 972 823 067	1 972 823 067	1 972 823 067	2 110 920 682	2 258 685 129
	Subventions aux Services Ex-BPO	3 000 000 000	3 000 000 000	-	-	-	-	-
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	132 595 229 324	145 650 630 007	55 095 958 006	62 556 311 282	84 546 674 366	88 276 420 029	94 120 423 728
	Fonctionnement des Ministères	4 447 666 938	7 674 879 373	6 939 107 643	6 939 107 643	10 946 046 751	11 164 967 686	11 388 267 040
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 582 219 013	8 021 978 253	3 464 738 339	6 464 738 339	5 907 161 203	6 025 304 427	6 447 075 737
	Investissements sur Ressources Extérieures	95 512 273 724	105 512 273 724	1 255 040 589	449 988 144	662 650 952	669 277 462	749 590 757
	Investissements sur Ressources Propres	16 197 837 429	2 317 038 504	9 264 594 279	14 530 000 000	21 236 000 000	22 297 800 000	24 973 536 000
	Rémunérations	10 365 387 537	17 634 615 470	32 446 766 082	32 446 766 082	44 069 104 386	46 272 559 605	48 586 187 586
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	878 872 489	878 872 489	1 725 711 074	1 725 711 074	1 725 711 074	1 846 510 849	1 975 766 609
	Subventions aux Services Ex-BPO	3 610 972 194	3 610 972 194	-	-	-	-	-
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	99 354 083 479	136 337 315 137	169 440 388 774	213 406 388 774	227 020 253 073	240 512 421 731	253 348 033 861
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres			-	43 966 000 000	44 322 369 261	49 044 305 174	52 040 167 344
	Fonctionnement des Ministères	8 138 727 791	10 900 982 797	9 275 967 470	9 275 967 470	9 285 243 437	9 470 948 306	9 660 367 272
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 683 574 499	20 427 902 149	3 729 944 225	3 729 944 225	3 408 240 312	3 476 405 118	3 719 753 477
	Investissements sur Ressources Propres	2 360 140 212	1 093 082 888	5 257 045 321	5 257 045 321	6 308 454 385	6 623 877 104	7 418 742 357
	Rémunérations	84 688 303 142	101 815 347 303	150 370 278 392	150 370 278 392	162 888 792 312	171 033 231 928	179 584 893 524
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	383 337 835	1 000 000 000	807 153 366	807 153 366	807 153 366	863 654 102	924 109 889
	Subventions aux Services Ex-BPO	1 100 000 000	1 100 000 000	-	-	-	-	-

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
54	DROITS HUMAINS	86 875 465 748	41 827 374 800	22 959 797 660	23 959 797 660	29 708 290 783	37 789 824 581	40 135 919 859
	Fonctionnement des Ministères	3 862 017 136	4 797 549 247	4 854 885 184	4 854 885 184	5 859 740 069	5 976 934 870	6 096 473 568
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	77 897 789 675	27 800 000 000	5 869 892 925	5 869 892 925	7 363 620 604	14 503 713 095	15 518 973 011
	Investissements sur Ressources Propres	1 150 000 000	800 925 109	2 921 063 875	3 921 063 875	4 705 276 650	4 940 540 483	5 533 405 340
55	Rémunérations	3 965 658 937	8 428 900 444	9 313 955 676	9 313 955 676	11 779 653 460	12 368 636 133	12 987 067 940
	AFFAIRES FONCIERES	25 886 098 807	25 078 214 140	31 590 526 258	34 590 526 258	48 744 396 241	51 002 185 642	53 892 631 134
	Fonctionnement des Ministères	3 325 417 089	2 839 174 401	2 056 583 971	2 056 583 971	7 038 640 555	7 199 813 366	7 343 809 633
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	800 000 000	600 000 000	109 554 398	109 554 398	100 105 442	102 107 551	109 255 079
56	Investissements sur Ressources Propres	1 036 766 252	2 1042 816 969	1 189 152 545	4 189 152 545	7 026 983 054	7 378 332 207	8 263 732 072
	Rémunérations	16 127 692 695	21 042 816 969	26 468 636 924	26 468 636 924	32 792 068 770	34 431 672 209	36 153 255 819
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 596 222 771	596 222 771	1 766 598 420	1 766 598 420	1 766 598 420	1 890 260 309	2 022 578 531
	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	327 203 118 567	385 759 180 952	449 277 516 306	226 495 348 672	303 261 581 031	310 755 223 414	342 850 717 101
	Contrepartie des Projets	233 370 000	233 370 000	121 398 707	121 398 707	1 129 168 224	1 208 210 000	1 292 784 700
	Financement des Réformes	6 056 470 250	7 267 764 300	5 000 000 000	5 000 000 000	7 820 000 000	8 367 400 000	10 122 502 614
	Fonctionnement des Ministères	6 528 105 947	7 728 761 102	8 357 870 470	8 357 870 470	10 366 228 340	10 573 552 907	10 785 023 965
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 420 246 252	3 974 115 348	725 636 361	11 984 627 783	11 950 965 772	12 189 985 088	13 043 284 044
	Investissements sur Ressources Extérieures	248 284 788 704	309 408 232 026	372 654 426 178	133 613 267 121	196 758 425 523	199 383 133 805	223 978 141 553
	Investissements sur Ressources Propres	6 300 000 000	1 643 311 952	1 889 808 746	6 889 808 746	8 267 770 495	8 681 159 020	9 722 898 102
	Rémunérations	39 917 017 473	54 540 506 283	58 812 936 660	58 812 936 660	65 253 583 493	68 516 262 668	71 942 075 801
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 463 119 941	963 119 941	1 715 439 184	1 715 439 184	1 715 439 184	1 835 519 927	1 964 006 322
57	TOURISME	37 231 364 635	80 825 011 174	70 461 319 116	75 461 319 116	225 734 182 790	230 617 685 204	251 481 403 739
	Fonctionnement des Ministères	6 077 040 525	47 812 983 863	34 633 806 405	34 633 806 405	36 668 440 211	37 401 809 015	38 149 845 196
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 999 530 532	200 000 000	354 067 114	354 067 114	5 323 529 184	5 429 999 768	5 810 099 751
	Investissements sur Ressources Extérieures					129 858 000 000	131 156 580 000	146 895 369 600
	Investissements sur Ressources Propres	4 500 000 000	1 821 892 225	7 095 176 059	10 095 176 059	15 114 211 271	15 869 921 835	17 774 312 455
	Rémunérations	16 096 971 433	24 372 312 941	25 834 651 717	27 834 651 717	36 226 384 303	38 037 703 518	39 939 588 694
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 413 389 189	2 413 389 189	2 543 617 821	2 543 617 821	2 543 617 821	2 721 671 068	2 912 188 043
	Subventions aux Services Ex-BPO	4 204 432 956	4 204 432 956	-	-	-	-	-
58	CULTURE ET ARTS	89 466 182 173	103 438 772 762	135 239 673 307	142 746 052 800	189 055 985 601	202 785 880 738	226 830 017 667
	Fonctionnement des Ministères	4 658 908 115	6 359 861 609	5 986 561 542	5 986 561 542	5 992 548 104	6 112 399 066	6 234 647 047
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 138 216 730	977 191 669	654 749 554	2 606 354 162	7 381 558 755	7 529 189 930	8 056 233 225
	Investissements sur Ressources Propres	14 730 273 800	1 256 717 491	2 445 225 115	5 000 000 000	28 000 000 000	29 400 000 000	32 928 000 000
	Rémunérations	56 155 971 072	92 845 001 993	124 615 702 113	127 615 702 113	144 144 443 759	155 959 236 310	175 561 128 082
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 782 812 456	2 000 000 000	1 537 434 983	1 537 434 983	3 537 434 983	3 785 055 432	4 050 009 312
	JEUNESSE	46 851 266 698	38 052 222 211	47 386 706 648	52 233 888 290	77 493 196 253	82 810 362 664	93 635 274 092
	Contrepartie des Projets	333 360 000	400 000 000	715 146 578	715 146 578	760 915 959	814 180 076	871 172 681
	Fonctionnement des Ministères	7 966 272 947	8 955 900 283	6 487 294 690	6 487 294 690	10 493 781 985	10 703 657 625	10 917 730 777
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	12 367 543 071	1 068 287 071	6 488 931 700	9 488 931 700	18 670 520 949	19 043 931 368	20 377 006 564
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 370 772 513	1 370 772 513	2 732 565 061	979 746 703	1 442 771 536	1 457 199 251	1 632 063 162
	Investissements sur Ressources Propres	5 000 000 000	1 221 322 735	1 404 521 145	2 004 521 145	7 405 425 374	7 775 696 643	8 708 780 240

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
	Rémunérations	17 854 466 544	23 935 939 609	28 751 094 107	31 751 094 107	35 912 627 083	40 012 043 618	47 914 610 778
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 958 851 623	1 100 000 000	807 153 367	807 153 367	2 807 153 367	3 003 654 103	3 213 909 890
60	SPORTS ET LOISIRS	37 402 361 523	48 124 525 815	42 240 653 085	159 890 653 085	49 640 638 636	65 435 511 975	69 732 627 946
	Fonctionnement des Ministères	16 072 760 069	18 225 849 533	13 202 073 858	128 852 073 858	13 215 275 932	13 479 561 430	13 749 173 079
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	14 700 000 000	15 211 500 000	10 701 959 258	10 701 959 258	9 778 926 108	23 960 144 787	25 637 354 922
	Investissements sur Ressources Propres	100 000 000	7 742 341 488	8 903 692 711	8 903 692 711	12 684 431 253	13 318 652 816	14 916 891 154
	Rémunérations	4 314 573 002	4 729 806 342	8 581 561 701	10 581 561 701	13 110 639 786	13 766 171 775	14 454 480 364
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 215 028 452	2 215 028 452	851 365 557	851 365 557	851 365 557	910 961 146	974 728 426
61	FONCTION PUBLIQUE	554 881 019 131	541 166 544 939	708 443 152 010	699 170 247 299	757 100 768 982	822 816 523 705	936 834 608 149
	Contrepartie des Projets	276 923 078	276 923 078	148 250 725	148 250 725	157 738 772	168 780 486	180 595 119
	Financement des Réformes	13 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	21 280 000 000	22 769 600 000	27 545 633 713
	Fonctionnement des Ministères	7 162 901 503	10 906 441 330	7 900 188 324	7 900 188 324	7 908 088 512	8 066 250 282	8 227 575 287
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	30 972 496 302	1 300 000 000	9 825 112 772	11 825 112 772	8 977 706 744	9 157 260 879	9 798 269 140
	Investissements sur Ressources Exterieures	59 919 619 353	29 919 619 353	23 809 772 190	8 536 867 479	12 571 360 916	13 354 198 552	15 625 734 070
	Investissements sur Ressources Propres	9 894 502 613	2 941 177 990	38 737 334 718	40 737 334 718	48 884 801 662	51 329 041 745	57 488 526 755
	Mise à la Retraite	270 211 249 514	126 375 351 284	233 837 271 214	233 837 271 214	236 621 753 701	255 185 276 460	270 908 245 812
	Rémunérations	161 624 859 137	347 628 564 273	373 486 278 129	375 486 278 129	420 000 374 738	464 038 245 288	546 259 807 338
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 818 467 631	1 818 467 631	698 943 938	698 943 938	698 943 938	747 870 014	800 220 915
62	EMPLOI ET TRAVAIL	40 443 076 529	65 467 667 947	100 305 763 429	99 166 401 108	113 332 761 300	123 315 466 713	142 213 893 653
	Contrepartie des Projets	200 010 000	400 000 000	218 180 312	218 180 312	232 143 852	248 393 922	265 781 496
	Fonctionnement des Ministères	3 199 019 460	4 358 350 791	3 157 014 372	3 157 014 372	3 160 171 386	3 223 374 814	3 287 842 310
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 767 268 735	419 981 155	394 233 621	394 233 621	360 231 370	367 435 997	393 156 517
	Investissements sur Ressources Exterieures			9 570 990 000	3 431 627 679	5 053 402 807	5 103 936 835	5 716 409 255
	Investissements sur Ressources Propres	5 457 244 568	1 850 717 238	3 628 324 824	5 628 324 824	8 753 989 789	9 191 689 278	10 294 691 992
	Rémunérations	20 244 806 616	57 863 891 613	82 756 905 112	85 756 905 112	95 192 706 908	104 559 912 616	121 591 838 204
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	574 727 150	574 727 150	580 115 188	580 115 188	580 115 188	620 723 251	664 173 879
63	PREVOYANCE SOCIALE	26 917 869 642	171 762 028 306	87 363 007 347	99 863 007 347	170 062 711 638	231 672 160 611	295 692 814 448
	Fonctionnement des Ministères	2 624 900 498	4 100 000 000	2 969 875 442	2 969 875 442	2 972 845 317	3 032 302 223	3 092 948 268
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	17 614 421 834	99 073 856 569	31 362 056 659	38 862 056 659	68 657 111 028	77 023 073 327	82 414 688 460
	Investissements sur Ressources Propres	1 681 381 876	181 381 876	208 589 157	5 208 589 157	6 250 306 988	6 562 822 337	7 350 361 018
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETID		61 135 935 420	41 531 665 907	41 531 665 907	77 759 260 868	127 603 369 923	178 607 096 218
	Rémunérations	4 677 046 548	6 950 735 556	11 167 779 689	11 167 779 689	14 300 146 944	17 318 939 472	24 086 851 425
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	320 118 886	320 118 886	123 040 493	123 040 493	123 040 493	131 653 328	140 869 060
64	AFFAIRES SOCIALES	281 624 682 468	289 102 445 844	271 143 839 041	167 309 810 382	222 595 624 986	234 066 604 361	264 647 092 414
	Contrepartie des Projets	11 367 872 264	10 367 872 264	6 028 375 488	6 028 375 488	6 414 191 520	6 863 184 926	7 343 607 871
	Fonctionnement des Ministères	7 463 973 341	18 686 025 340	13 535 406 746	13 535 406 746	15 548 942 153	15 859 920 996	16 177 119 416
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	18 428 404 454	1 966 879 550	10 017 908 336	10 017 908 336	14 153 873 886	14 436 951 364	15 447 537 959
	Investissements sur Ressources Exterieures	130 509 163 699	134 086 541 028	166 549 450 326	59 715 421 667	87 936 719 158	88 816 086 350	99 474 016 712
	Investissements sur Ressources Propres	3 357 009 642	4 456 821 019	8 102 344 172	10 102 344 172	12 122 813 006	12 728 953 656	14 256 428 095
	Rémunérations	48 690 419 394	57 750 466 969	66 215 494 987	67 215 494 987	85 724 226 277	94 618 007 953	111 152 838 308
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 807 839 674	1 807 839 674	694 858 986	694 858 986	694 858 986	743 499 115	795 544 053

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	185 279 405 280	174 025 883 532	174 086 104 753	91 523 929 305	127 966 983 513	133 458 542 320	151 958 947 107
	Contepartie des Projets	595 000 000	1 000 000 000	606 056 421	606 056 421	644 844 032	689 983 114	738 281 932
	Fonctionnement des Ministères	5 587 654 963	6 537 528 130	4 735 522 982	4 735 522 982	4 740 258 505	4 835 063 675	4 931 764 949
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	16 764 960 453	2 033 830 876	4 188 907 511	4 188 907 511	5 827 618 480	5 944 170 850	6 360 262 809
	Investissements sur Ressources Extérieures	148 257 537 656	148 257 537 656	138 064 452 176	49 502 276 728	72 896 877 972	73 625 846 752	82 460 948 362
	Investissements sur Ressources Propres	2 500 006 007	1 688 578 559	3 941 865 343	7 941 865 343	10 530 238 412	11 056 750 333	12 383 560 373
	Rémunérations	10 346 357 163	13 280 519 273	22 077 350 429	24 077 350 429	32 855 196 221	36 801 741 213	44 543 793 253
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 227 889 038	1 227 889 038	471 949 891	471 949 891	471 949 891	504 966 383	540 335 430
68	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	24 313 015 173	51 726 703 870	28 753 189 099	31 753 189 099	55 041 853 315	79 334 382 268	103 087 722 192
	Fonctionnement des Ministères	8 826 532 590	10 638 000 811	7 705 740 805	7 705 740 805	7 713 446 546	7 867 715 477	8 025 069 786
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000	24 423 600 000	5 094 619 313	5 094 619 313	7 655 213 556	7 808 317 827	8 354 900 075
	Investissements sur Ressources Propres	5 596 010 038	6 500 000 000	7 475 000 000	9 475 000 000	11 370 000 000	11 938 500 000	13 371 120 000
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD			-	-	18 825 364 232	41 741 992 140	62 831 916 722
	Rémunérations	4 490 472 545	6 765 103 059	7 171 009 243	8 171 009 243	8 171 009 243	8 579 559 705	9 008 537 690
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 400 000 000	3 400 000 000	1 306 819 738	1 306 819 738	1 306 819 738	1 398 297 120	1 496 177 918
69	INTEGRATION REGIONALE	31 658 149 521	26 272 903 820	30 657 205 799	30 657 205 799	43 808 905 026	47 918 965 967	56 192 948 022
	Fonctionnement des Ministères	5 163 254 128	5 997 436 526	4 344 302 293	4 344 302 293	9 348 646 595	9 535 619 527	9 726 331 917
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 773 521 240	1 000 000 000	500 139 646	500 139 646	3 457 003 108	3 526 143 170	3 772 973 192
	Investissements sur Ressources Propres	350 000 000	150 000 000	2 172 500 000	2 172 500 000	2 607 000 000	2 737 350 000	3 065 832 000
	Rémunérations	17 371 374 153	19 125 467 294	23 640 263 860	23 640 263 860	28 396 255 323	32 119 853 270	39 627 810 913
70	ACTIONS HUMAINITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	77 743 112 744	243 289 827 107	132 686 630 441	134 686 630 441	147 947 328 657	163 471 633 384	179 333 893 573
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	40 000 000 000	215 000 000 000	107 500 000 000	107 500 000 000	110 000 000 000	121 718 979 807	129 154 160 828
	Fonctionnement des Ministères	6 237 457 036	6 878 488 109	5 672 367 233	5 672 367 233	5 678 039 600	5 791 600 392	5 907 432 400
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	21 141 627 412	7 900 000 000	4 942 466 249	4 942 466 249	7 516 183 539	7 666 507 210	8 203 162 714
	Investissements sur Ressources Extérieures							
	Investissements sur Ressources Propres	2 542 886 384	2 775 306 899	3 191 602 934	5 191 602 934	6 229 923 521	6 541 419 697	7 326 390 061
	Rémunérations	7 821 141 912	10 736 032 099	11 380 194 025	11 380 194 025	18 523 181 997	21 753 126 278	28 742 747 571
71	ECONOMIE NUMERIQUE	87 134 433 991	60 627 481 411	226 713 223 741	139 692 582 510	189 044 299 408	197 312 926 910	223 168 824 410
	Fonctionnement des Ministères	6 795 554 804	5 729 110 284	6 909 403 680	6 909 403 680	11 916 313 084	12 154 639 346	12 397 732 133
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 000 000 000	126 000 000	1 451 976 840	2 451 976 840	2 240 496 320	2 285 306 246	2 445 277 684
	Investissements sur Ressources Extérieures			145 015 000 000	51 994 358 769	76 566 709 189	77 332 376 281	86 612 261 435
	Investissements sur Ressources Propres	68 132 718 003	46 626 766 161	53 620 781 085	56 620 781 085	67 944 937 302	71 342 184 167	79 903 246 267
	Rémunérations	6 206 161 184	8 145 604 966	19 716 062 136	21 716 062 136	30 375 843 513	34 198 420 870	41 810 306 892
74	PORTEFEUILLE	62 315 233 894	157 021 704 338	265 448 253 686	267 448 253 686	270 756 449 819	284 181 630 028	303 376 049 091
	Fonctionnement des Ministères	4 614 223 671	12 935 107 472	10 749 405 736	10 749 405 736	11 760 155 142	11 995 358 245	12 235 265 410
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	22 137 683 280	122 669 033 361	228 372 867 053	228 372 867 053	228 675 998 507	240 242 277 356	257 059 236 771
	Investissements sur Ressources Propres	11 609 598 962	2 452 912 175	2 820 849 001	4 820 849 001	5 785 018 801	6 074 269 741	6 803 182 110
	Rémunérations	11 087 293 116	17 098 216 465	18 124 109 453	18 124 109 453	19 154 314 926	20 112 030 672	21 117 632 206
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	12 866 434 865	1 866 434 865	5 381 022 443	5 381 022 443	5 381 022 443	5 757 694 014	6 160 732 595

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA ST SYLVESTRE	3 840 096 975	2 996 027 376	2 857 882 709	2 857 882 709	4 857 882 709	4 857 882 709	4 857 882 709
	Fonctionnement des Institutions	1 756 834 779	912 762 780	649 622 237	649 622 237	1 649 622 237	1 649 622 237	1 649 622 237
	Rémunérations	2 083 262 196	2 083 264 596	2 208 260 472	2 208 260 472	3 208 260 472	3 208 260 472	3 208 260 472
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	295 278 263 634	158 698 810 948	313 480 927 051	287 830 927 051	517 687 871 066	566 177 132 919	599 430 888 800
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	200 000 000 000	45 000 000 000	200 650 000 000	175 000 000 000	400 000 000 000	442 614 472 027	469 651 493 918
	Fonctionnement des Institutions	25 474 989 023	23 166 343 237	16 487 714 055	16 487 714 055	16 520 689 483	17 346 723 957	18 214 060 155
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 284 525 533	316 182 690	350 340 780	350 340 780	320 124 242	326 526 727	349 383 598
	Investissements sur Ressources Propres	8 295 868 168		363 610 093	363 610 093	436 332 112	458 148 718	513 126 564
	Rémunérations	57 222 880 910	90 216 285 022	95 629 262 123	95 629 262 123	100 410 725 229	105 431 261 490	110 702 824 565
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	134 231 356 895	100 014 320 423	87 469 138 302	97 469 138 302	166 830 235 195	205 206 678 270	299 183 894 852
	Fonctionnement des Ministères	42 860 174 117	45 971 583 424	36 503 349 366	36 503 349 366	37 714 191 541	39 245 901 086	81 550 739 421
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	17 077 486 018	1 358 627 207	565 621 626	565 621 626	3 516 837 333	3 587 174 080	3 838 276 265
	Investissements sur Ressources Propres	12 205 629 776	2 412 461 246	3 774 330 433	8 774 330 433	17 529 196 520	18 405 656 346	20 614 335 108
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	24 199 413 307	15 124 940 366	9 370 326 206	9 370 326 206	50 979 788 785	77 111 859 147	105 275 757 131
	Rémunérations	37 888 653 677	35 146 708 180	37 255 510 671	42 255 510 671	57 090 221 016	66 856 087 611	87 904 786 927
79	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	54 059 486 281	52 399 154 067	60 397 944 413	60 397 944 413	64 959 719 726	79 536 770 801	103 326 302 782
	Fonctionnement des Institutions	18 461 025 414	18 249 934 674	15 868 613 511	15 868 613 511	17 034 729 819	29 223 238 660	49 781 843 096
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 380 200 000		281 158 345	281 158 345	256 908 722	262 046 896	280 390 179
	Investissements sur Ressources Propres	7 000 000 000		8 050 000 000	8 050 000 000	9 660 000 000	10 143 000 000	11 360 160 000
	Rémunérations	23 218 260 867	34 149 219 393	36 198 172 557	36 198 172 557	38 008 081 185	39 908 485 244	41 903 909 506
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	15 260 845 074	15 454 176 596	27 689 796 525	34 976 965 193	45 229 364 063	58 794 122 688	81 121 410 105
	Fonctionnement des Institutions	8 962 862 311	10 757 456 722	10 536 143 352	10 536 143 352	12 691 594 720	24 662 946 806	44 993 536 650
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 433 248 846	534 566 812	127 019 593	127 019 593	1 116 064 282	1 138 385 568	1 218 072 557
	Investissements sur Ressources Propres	1 500 000 000		614 751 334	2 614 751 334	3 637 701 601	3 819 586 681	4 277 937 083
	Rémunérations	3 364 733 917	4 162 153 062	16 411 882 246	21 699 050 914	27 784 003 460	29 173 203 633	30 631 863 815
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	17 668 171 647	22 080 122 155	23 704 796 952	23 704 796 952	26 406 028 675	39 058 750 049	60 115 990 970
	Fonctionnement des Institutions	12 329 616 234	13 616 015 364	12 570 607 615	12 570 607 615	14 730 127 911	26 803 406 657	47 241 019 493
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			158 774 491	158 774 491	145 080 352	147 981 959	158 340 696
	Investissements sur Ressources Propres	38 563 943	38 462 748	44 232 160	44 232 160	53 078 592	55 732 522	62 420 424
	Rémunérations	5 299 991 470	8 425 644 043	10 931 182 686	10 931 182 686	11 477 741 820	12 051 628 911	12 654 210 357
82	PECHE ET ELEVAGE	817 121 165 195	302 928 841 298	161 841 623 772	170 841 623 772	267 187 692 178	429 798 322 000	549 120 690 793
	Fonctionnement des Ministères	20 765 475 750	24 217 597 754	17 542 255 773	17 542 255 773	17 559 798 029	17 910 993 990	18 269 213 869
	Fonds de Péréquation	487 352 347 373	195 688 992 362	73 270 351 720	73 270 351 720	114 428 273 638	223 206 797 195	282 263 277 479
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 031 101 528	1 600 000 000	4 109 694 046	4 109 694 046	5 352 301 592	5 459 347 624	5 841 501 958
	Investissements sur Ressources Propres	42 181 178 241	13 342 255 609	15 343 593 950	22 343 593 950	59 697 426 150	62 682 297 458	70 204 173 152
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	242 788 808 233	56 382 068 890	37 018 289 259	37 018 289 259	50 190 603 524	97 277 846 844	142 216 468 523

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2024	2025	2 026		2027	2028	2029
				LF	LFR			
	Rémunérations	9 002 254 070	11 697 926 683	14 557 439 024	16 557 439 024	19 959 289 246	23 261 038 890	30 326 055 813
83	AFFAIRES COUTUMIERES	34 007 346 791	31 712 755 438	34 876 332 315	35 876 332 315	40 348 187 375	42 272 283 553	44 529 761 903
	Fonctionnement des Ministères	2 888 184 533	3 177 002 986	2 301 293 452	2 301 293 452	2 303 594 745	2 349 666 640	2 396 659 973
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000	100 000 000	335 808 048	335 808 048	806 844 944	822 981 843	880 590 572
	Investissements sur Ressources Propres	1 900 000 000	1 081 480 175	1 243 702 201	2 243 702 201	2 692 442 641	2 827 064 773	3 166 312 546
	Rémunérations	27 219 162 258	27 354 272 277	30 995 528 614	30 995 528 614	34 545 305 045	36 272 570 297	38 086 198 812
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	25 445 457 894	38 912 099 097	42 967 674 934	49 967 674 934	63 503 686 763	68 457 177 681	78 649 453 503
	Contepartie des Projets	540 000 000	540 000 000	280 907 151	280 907 151	298 885 208	319 807 173	342 199 675
	Fonctionnement des Ministères	7 569 556 925	8 237 023 302	5 966 569 076	5 966 569 076	7 972 535 645	8 131 986 358	8 294 626 085
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 006 511 680	15 904 429 951	9 380 323 901	9 380 323 901	10 571 280 463	10 782 706 072	11 537 495 497
	Investissements sur Ressources Propres	6 000 000 000	1 984 255 502	2 281 893 827	7 281 893 827	11 728 272 592	12 325 186 222	13 804 208 568
	Rémunérations	7 095 668 489	10 012 669 543	23 815 072 108	25 815 072 108	31 679 803 984	35 567 579 364	43 247 923 311
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 233 720 800	2 233 720 800	1 242 908 871	1 242 908 871	1 242 908 871	1 329 912 492	1 423 006 366
85	COUR DES COMPTES	117 250 447 657	109 157 151 758	105 319 168 743	105 319 168 743	126 117 783 365	147 161 476 588	172 790 134 988
	Fonctionnement des institutions	70 269 922 561	58 706 479 368	44 661 933 793	44 661 933 793	46 885 636 742	63 967 722 634	82 692 467 979
	Investissements sur Ressources Propres	26 400 000 000	26 330 724 210	30 280 332 842	30 280 332 842	37 336 399 410	39 203 219 381	43 907 605 706
	Rémunérations	20 580 525 096	24 119 948 180	30 376 902 108	30 376 902 108	41 895 747 213	43 990 534 574	46 190 061 302
90	ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	168 416 990 342	183 422 908 925	140 771 728 069	220 886 184 473	282 421 874 649	302 871 155 549	337 480 918 482
	Fonctionnement des Ministères	4 980 293 560	8 028 322 917	5 815 394 881	5 815 394 881	5 821 210 276	5 937 634 482	6 056 387 171
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 311 657 539	2 173 537 411	20 154 451 240	134 654 451 240	170 040 641 164	180 434 274 066	193 064 673 250
	Investissements sur Ressources Extdrieures	121 411 279 790	134 197 690 115	62 959 247 829	22 573 704 234	33 241 957 173	34 888 624 789	40 413 323 157
	Investissements sur Ressources Propres	10 000 000 000	1 930 724 210	2 220 332 842	3 220 332 842	5 864 389 410	6 157 619 361	6 896 533 706
	Rémunérations	27 100 536 668	36 479 411 485	48 668 176 173	53 668 176 173	66 489 541 522	74 432 088 961	89 957 623 366
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	613 222 785	613 222 787	954 125 104	954 125 104	954 125 104	1 020 913 862	1 092 377 832
93	OPPOSITION POLITIQUE	548 124 267	422 055 686	300 381 178	300 381 178	300 981 940	316 031 037	331 832 589
	Fonctionnement des institutions	548 124 267	422 055 686	300 381 178	300 381 178	300 981 940	316 031 037	331 832 589
	TOTAL BUDGET GENERAL	37 366 273 942 286	45 749 605 315 914	48 969 279 573 100	45 420 798 895 981	51 241 956 991 168	56 759 721 808 064	64 215 350 009 459